

JEAN-PIERRE OSIER

THOMAS HODGSKIN

Une critique prolétarienne
de
l'économie politique



FRANÇOIS MASPERO

PARIS

1976

Table

PRÉSENTATION	7
I. L'ÉCONOMIE POLITIQUE, OBJET DE LA CRITIQUE	11
L'existence de l'« économie » comme science : nature contre artifice politique	13-23
Smith : les contradictions de la valeur d'échange comme travail dépensé et travail commandé	23-34
Ricardo I contre David II : contradiction de la science ou science des contradictions	34-41
II. HODGSKIN CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ..	43
L'économie politique et la question des « coali- tions ouvrières »	45-50
Le point de vue de classe d'Hodgskin	50-60
Le concept de capital comme travail coexistant	60-69
Le fétichisme du capital dévoilé !	69-74
De la découverte de la plus-value par Hodgskin à son individualisme : contradiction de sa tendance de classe	74-83
CONCLUSION	85-93
CHRONOLOGIE BIOGRAPHIQUE	95
 Thomas HODGSKIN, <i>Défense du travail contre les pré- tentions du capital</i> , traduit par Jean-Pierre Osier	 97-140

Il n'est pas de légende plus intéressée ni plus tenace que celle qui identifie Marx et Ricardo, et donc le marxisme et l'économie politique. Fable ressassée à loisir par les économistes lorsqu'ils se font « historiens » de leur propre discipline ; par les éventuels « archéologues du savoir » plus heureux sur d'autres points ; par les marxistes eux-mêmes, trop vite satisfaits de la prétendue identité entre la « loi de la valeur » ricardienne et celle de Marx, sous prétexte de s'opposer avec les ricardiens au subjectivisme marginaliste, et désireux par là de se décerner et de se faire décerner le titre d'économistes.

Tout cela est bien connu. Mais, derrière cette équation, lorsqu'on veut s'adresser à l'histoire, pour assener *la* preuve qui clôt la discussion, lorsqu'on veut exhiber le fait d'autant plus éloquent qu'il est moins connu, et qu'il produit à coup sûr son bon petit effet de surprise, il y en a une autre en réserve : Marx = Ricardo, car Marx, c'est Ricardo par la médiation du *socialisme ricardien*, avant tout Hodgskin, donc Ricardo = Hodgskin = Marx.

Marx = Hodgskin, voilà le fin mot et le mot de la fin. Marx n'a-t-il pas dit lui-même : Ricardo est allé jusqu'au bout des possibilités de l'économie politique scientifique, jusqu'à la conscience implacable des contradictions de la société bourgeoise ? Dès lors la bourgeoisie aux prises avec l'essor des luttes de classes, les revendications et les tentatives révolutionnaires du prolétariat n'aurait plus eu d'autre choix que de renoncer à la science économique (sombrier dans l'apologie vulgaire du capital), tandis que *tout naturellement* le prolétariat devait se saisir de l'arme forgée par Ricardo et la retourner contre ses commanditaires pris au piège de l'histoire.

Qui *le premier* opère cette mainmise, cette réappropriation, qui en est l'initiateur ? Hodgskin ! Reprise de nos jours par Bédarrida¹, qui continue sur ce point le travail déjà ancien (1903) de Elie Halévy², cette réponse trouve son expression originale dans la formule des époux Webbs, deux théoriciens, fabiens donc antimarxistes, de l'histoire du réformisme anglais : « Le disciple illustre de Thomas Hodgskin, Karl Marx³... »

Voilà qui ne mériterait sans doute pas une longue analyse, un détour « érudit », si les marxistes (à commencer par Marx et Engels) n'avaient eux-mêmes, en des termes tranchants, allusifs et métaphoriques, assigné à Hodgskin, et plus spécialement au socialisme ricardien, une place importante dans la constitution du matérialisme historique, dans la genèse du *Capital*.

Ainsi Engels, dans la fameuse préface du livre II du *Capital*, compare Hodgskin et Marx à la faveur du rapport Lavoisier/Priestley : de même que Lavoisier a *découvert* l'oxygène, Marx a *découvert* la plus-value, mais de même que Scheele et Priestley ont *trouvé* l'air à feu ou l'air déplagistiqué, Hodgskin a *trouvé* la plus-value, trouvé mais non découvert. Cette comparaison n'identifie pas Hodgskin à Marx, même sous la figure équivoque du « précurseur ». Car l'essentiel est reconnu non au niveau d'une notion isolée ou même d'un mot (la plus-value), mais au niveau de la *problématique* révolutionnaire qu'il faut constituer pour donner un sens à cette notion et pour construire sur cette base une théorie de la lutte des classes. Cela seul Marx a pu commencer de l'effectuer par son travail scientifique.

Cependant tout n'est pas réglé pour autant, et la position d'un Hodgskin n'est pas simplement renvoyée à l'étude rétrospective des « sources » du marxisme. Ne serait-ce qu'en raison du fait que le marxisme n'a cessé lui-même de se définir comme représentant une *économie politique* prolétarienne, ou encore une *économie politique du travail*. Ainsi

1. BÉDARRIDA, in *Histoire générale du socialisme*, P.U.F., 1972, t. I, p. 288, 296-300.

2. E. HALÉVY, *Thomas Hodgskin*, Paris, 1903.

3. *History of Trade Unionism*, 1896, p. 147.

Marx écrit-il en 1864 dans l'Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs :

« Le bill des dix heures ne fut donc pas seulement un important succès pratique ; ce fut aussi le triomphe d'un principe ; pour la première fois, au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie avait été battue par l'économie politique de la classe ouvrière.

Mais il était réservé à l'économie politique du travail de remporter un triomphe encore plus complet sur l'économie politique de la propriété⁴ » (dans le texte allemand on lit « *die politische Ökonomie des Kapitals* » : l'économie politique du capital).

Cette conception a été sanctionnée et mise en œuvre par le mouvement ouvrier, notamment sous son aspect syndical. En ce sens, tout en rompant avec la tradition de l'économie politique ouvrière opposée à l'économie politique bourgeoise, le marxisme lui est aussi intérieur. Par suite, l'histoire de cette tradition est *l'un* des termes de comparaison nécessaires à l'étude du matérialisme historique et à sa mobilisation dans des conjonctures nouvelles.

Voilà pourquoi nous avons voulu étudier *sur pièces* un exemple typique, celui de Hodgskin et de sa *Défense du travail*, que le lecteur trouvera traduite en annexe.

Mais, pour engager cette étude, un préalable était nécessaire...

4. In *Le Conseil général de la Première Internationale*, Moscou, 1972, p. 240.

I

L'ÉCONOMIE POLITIQUE OBJET DE LA CRITIQUE

En 1825, date de parution de la *Défense du travail*, l'économie politique existe, si l'on peut dire, ne serait-ce qu'en raison de sa fonction d'objet de la critique d'Hodgskin. Pourtant ce n'est pas l'existence qui fait problème ici, mais bien plus l'essence à laquelle renvoie cette existence, mieux le statut de cette forme d'existence : l'économie politique est-elle une science ? ou bien une autre espèce de « discours » ? Si elle est science, les conséquences pratiques qu'il faut tirer des « lois » qu'elle « démontre » sont tout aussi impératives que les effets des lois de la pesanteur. Cette science démontre-t-elle que le salaire est le revenu du travail, le profit celui du capital, la rente enfin celui de la terre ? Alors c'est aller contre la *nature* des choses, contre la science et son autorité vénérable, que d'appuyer par grèves et coalitions (en anglais *combinations*) des revendications pour ces raisons insoutenables. Fait-elle en revanche l'objet d'une *autre* espèce de discours ? Il faut en ce cas expliciter et justifier cette *altérité* en demandant : discours sur quoi, tenu par qui, dans l'intérêt de qui, etc. ? En outre, altérité signifie aussi bien *différence* : auquel cas le discours de l'économie politique n'est peut-être pas absolument étranger à une perspective scientifique. Toutes questions qui font provisoirement de l'économie politique un discours qui mêle le vrai, produit par une science et l'intéressé, donc un discours *confus*, car jouant sur les deux registres. Critiquer l'économie politique c'est, s'il y a lieu, distinguer ces deux aspects en faisant apparaître ce qui est vrai : par exemple et par anticipation ; le capital comme « travail coexistant » (Hodgskin) — ce qui est faux : le capital comme source de revenus distincte du travail. Opération qui

se prolonge par cette chaîne de conséquences : si le capital n'est pas une source distincte du travail, mais du « travail coexistant » sous une autre forme qui le dissimule, alors il n'est pas ou il n'est plus contre la nature des choses ni la science et sa vénérable autorité de revendiquer contre le capital, etc. ; ce qui est contre nature, c'est au contraire l'ordre actuel des choses, qu'il faut modifier, etc. Bref, science ou confusion de science et d'intérêt, voire d'intérêts, tout est là. Si l'économie politique est une science, une critique de l'économie politique lui sera toujours extérieure et n'y produira, si d'ailleurs la chose est possible, d'effets qu'indirects, à la manière dont la philosophie produit des effets non dans les sciences mais plutôt du côté des sciences. Dans la deuxième hypothèse, le terrain n'est plus celui de la science, d'une science affrontée à ce qu'elle n'est pas, mais au contraire celui d'une lutte entre la prétention à la réalité de science et les étayages réels de cette prétention : ici une critique peut se produire à l'intérieur même du champ de cette discipline pour démasquer les objectifs qui contrefont la réalité de ce qui pourrait bien être l'objet d'une vraie science.

L'économie politique est-elle une science ? L'économie politique, c'est-à-dire pour Hodgskin l'économie politique *libérale* représentée par les classiques de Smith à Ricardo. Si elle ne l'est pas, du moins elle y prétend explicitement, comme le soulignent les définitions qu'en donnent les classiques eux-mêmes. A. Smith écrit en 1776 :

« Considérée comme une branche de la science d'un politique ou d'un législateur, l'économie politique se propose deux objets distincts : premièrement procurer au peuple un revenu ou subsistance abondants, ou pour mieux dire le mettre en état de se le procurer par lui-même ; et en second lieu pourvoir à ce que l'Etat ou la communauté aient un revenu suffisant pour les charges publiques. Elle se propose d'enrichir et le peuple et le souverain ¹. »

1. A. SMITH, *Wealth of Nations*, livre IV, introduction ; éd. citée : Everyman's Library, t. I, p. 375.

Dans le *Discours préliminaire* qu'il place en tête de son *Traité d'économie politique*, publié en 1803, Jean-Baptiste Say précise le rapport de la « branche » à la science politique :

« Il me semble que depuis A. Smith on a constamment distingué ces deux corps de doctrine réservant le nom *d'économie politique* à la science qui traite des richesses et celui de politique seul pour désigner les rapports qui existent entre le gouvernement et le peuple, et ceux des gouvernements entre eux². »

Say distingue encore la science économique des techniques qui ont pour objet les procédés d'exécution de l'agriculture, du commerce et des arts. Surtout, il prétend faire progresser la définition du domaine de l'économie politique en introduisant une précision que Smith n'a pas connue et dont l'ignorance l'a conduit à une « confusion³ ». Quand on définit une science, explique-t-il, il ne faut pas se contenter de faits : en effet le concept de faits n'a pas le même sens selon qu'il s'agit des choses qui existent ou des choses qui arrivent. Cette distinction introduit à la division correspondante des sciences en sciences descriptives et sciences expérimentales : les premières nomment et classent les choses ; les secondes font connaître la liaison des effets avec leurs causes. Or Smith a confondu ces deux aspects et « son livre est un vaste chaos d'idées justes, pêle-mêle avec des connaissances positives ». En fait il faut

« distinguer deux sciences qu'on a presque toujours confondues : l'économie politique qui est une science expérimentale et la statistique qui est une science descriptive⁴ ».

Quatorze ans plus tard, David Ricardo assigne à la science économique la recherche des lois, terme nouveau par rapport

2. J.-B. SAY, *Discours préliminaire*, in *Traité d'économie politique*, Calmann-Lévy, p. 8.

3. *Ibid.*, p. 9.

4. *Ibid.*, p. 10.

à Smith, mais hérité de Quesnay et de la physiocratie comme bien entendu de Say :

« Déterminer les lois qui règlent cette distribution, tel est le problème principal en économie politique ⁵. »

Donc, à s'en tenir à ses principaux représentants, l'école libérale définit l'économie politique en termes de science, voire de science rigoureuse. Et ce, pourtant, en dépit de la diversité des objets, des principes et des lois propres à cette science. Diversité soulignée dès 1819 par Malthus comme le symptôme d'un malaise grave et qui tient sans doute à ce que l'économie politique s'est laissée aller à la tendance à simplifier et à généraliser, féconde chez Newton parce qu'elle repose sur la connaissance des causes nécessaires, dangereuse dans une science qui « offre plus de ressemblance avec les sciences morales et politiques qu'avec les sciences mathématiques », pour reprendre les termes exprès de la préface de son important traité d'économie politique.

Pourtant, en dépit de cette invitation, il ne faut pas céder au démon de l'anticipation. Le problème de la diversité des objets, des principes et des lois ne suffit d'ailleurs pas à mettre en question la prétention à la scientificité de l'économie politique libérale. Il vaut mieux à présent examiner les titres qui justifient cette prétention en écoutant les économistes se justifier.

Cela va de soi, la *nouveauté* ne peut être en l'espèce un titre de scientificité : l'économie politique dans les formes qu'elle revêt entre 1776 et 1825 n'est pas une science nouvelle au sens de la nouveauté disons du *discours galiléen sur les sciences nouvelles*. En effet, si elle n'a pas toujours existé, ou et si ses formes d'existence lui interdisaient l'autonomie épistémologique, parce qu'elles la subordonnaient à d'autres disciplines scientifiques ou techniques (voir Aristote, *Politique*, I, et Varron), elle est bien antérieure à l'apparition de l'école libérale. Pour fixer les idées, on peut rappeler avec Sismondi ⁶ qu'elle est née des conséquences de la politique

5. D. RICARDO, *Principles*, Everyman's Library, Original Preface, p. 1.

6. SISMONDI, *Nouveaux principes d'économie politique*, livre I, chap. 4.

ruineuse menée par Charles Quint et ses ministres ainsi que leurs successeurs : l'augmentation incessante des dépenses de guerre accrut le rôle des finances publiques et ainsi « ce fut de la science de la finance que naquit celle de l'économie politique par un ordre inverse à la marche des idées ⁷ » ; car les premiers économistes se donnaient en effet pour but de faire voir aux rois quelles étaient la nature et les causes de la richesse des nations pour leur enseigner à la partager sans la détruire. Science et *remontrance* se trouvent donc toujours étroitement liées dans l'économie politique moderne considérée comme une discipline moderne : et ce caractère remontrant convient assez bien à Boisguillebert, Vauban ou Turgot lui-même. Or l'école libérale refuse aux discours remontrants de ses prédécesseurs le statut de science et asseoit ce refus sur un ensemble de critiques qui, à l'inverse et négativement, justifient comme scientifiques les thèses libérales.

Pour les libéraux, ici pour Adam Smith, exemplaire sur ce point, l'économie politique préscientifique existe sous la forme de deux « *systèmes* » : le système commercial et le système agricole que les modernes préfèrent appeler aujourd'hui mercantilisme et physiocratie. Ce n'est pas leur caractère de systèmes qui interdit à ces pensées l'énonciation de propositions scientifiques : Smith oppose en effet son propre point de vue en le qualifiant de « système simple et évident de la nature humaine ⁸ ». La critique de Smith porte sur un élément commun propre à ces deux pensées ennemies, pourtant elle leur réserve un traitement inégal : la majeure partie du livre IV de *La Richesse* est consacrée à l'étude du mercantilisme, soit huit chapitres, contre un seul à la physiocratie ! Cette communauté d'élément découverte par Smith surprend d'autant plus qu'elle concerne un concept dont l'école physiocratique française avait fait un mot d'ordre : *la nature*. Or l'on peut soutenir que le protectionnisme intérieur et extérieur des mercantilistes était contraire à la nature ; aussi est-ce sous la forme d'un retour à la nature enfin retrouvée ou simplement trouvée que les physiocrates soutiennent leur

7. *Ibid.*, éd. Calmann-Lévy, p. 72.

8. A. SMITH, *op. cit.*, livre IV, chap. 9, t. II, p. 180.

point de vue ; donc chez les mercantilistes l'art, l'artifice même, chez les physiocrates au contraire la nature, donc peu ou pas de point commun entre les deux écoles. Smith n'est d'ailleurs pas entièrement insensible à cet aspect de la pensée des Economistes (comme on appelait les physiocrates), puisqu'il le souligne à l'occasion, le système des physiocrates est l'approximation la plus proche de la vérité jamais publiée en matière d'économie politique⁹. Aussi sa condamnation n'en prend-elle que plus de poids.

A la différence des mercantilistes qui sont des politiques (comme par exemple Colbert, dont on trouvera le portrait au début du chapitre 9 du livre IV), les physiocrates sont des philosophes, et s'ils exercent une discipline scientifique, ils la prolongent par la spéculation (Quesnay est qualifié par Smith de *very speculative physician*). Ceci explique cela : hommes de pensée, et non hommes d'action, ils ont voulu courber ou plutôt recourber le bâton dans le sens inverse de celui imposé par Colbert. Pour celui-ci, mercantiliste, les industries urbaines passaient avant les industries rurales ; pour les philosophes français physiocrates, une société comprend trois classes : les propriétaires fonciers, les cultivateurs, fermiers et journaliers (seule classe productive), et enfin la classe « qu'ils tentent de déshonorer par le titre humiliant de classe stérile ou improductive », c'est-à-dire le groupe des artisans, manufacturiers et marchands. En quoi l'économie politique physiocratique est pour Smith tout aussi fautive que sa version mercantiliste : contrairement à ses intentions manifestes, elle n'oppose pas la nature à l'artifice, mais un artifice (la promotion de l'agriculture) à un artifice (la promotion des manufactures et du commerce). En quoi elle est tout aussi dangereuse que son adversaire, à cette restriction près que la politique mercantiliste pèse effectivement sur des réalités, alors que le système agricole « n'existe à présent que dans les spéculations de quelques hommes de grand talent et d'érudition en France ». Donc mercantiliste ou physiocratique, l'économie politique jusqu'ici n'a enseigné que des artifices dénaturants, c'est d'ailleurs la raison pour

9. *Ibid.*, p. 172.

laquelle elle est ou bien la spéculation d'hommes de cabinet désintéressés ou bien spéculation intéressée (spéculation dans tous les sens) de marchands et de manufacturiers.

Les physiocrates sont désintéressés, les mercantilistes hommes d'intérêts : l'erreur des premiers provient de leur méthode (opposer à l'erreur son contraire, l'erreur contraire), non d'un calcul. Il en va tout autrement des seconds : l'erreur mercantiliste est étrangère à toute considération de méthode, puisqu'elle procède de la prise en considération directe d'intérêts particuliers. En privilégiant le travail de la terre comme seul productif, les philosophes français croyaient découvrir la nature, c'est-à-dire représenter non l'intérêt de la classe des propriétaires fonciers contre celui de la classe « stérile », mais un intérêt universel condition de l'objectivité, de l'impartialité de leur thèse : c'est pourquoi ils se réclamaient de la « liberté » et se rapprochaient par là même de la doctrine de Smith.

Quant aux mercantilistes, ils ne s'occupent ni de la nature ni d'une objectivité fondée sur un intérêt universel, tout au contraire ils écrasent l'intérêt des consommateurs et des producteurs différents sous la catégorie sociale dont ils représentent les intérêts. Smith explicite ce point en conclusion de l'exposition du système commercial :

« Il n'est pas fort difficile de déterminer quels ont été les inventeurs de tout ce système mercantile. On peut croire que ce n'est pas les consommateurs dont l'intérêt a été entièrement négligé, mais bien les producteurs dont l'intérêt a été si soigneusement ménagé ; dans cette dernière classe, nos marchands et nos manufacturiers se sont surtout signalés comme les principaux architectes. Les règlements de commerce dont il est parlé dans ce chapitre marquent l'attention particulière à l'intérêt de nos manufacturiers, et on lui a moins sacrifié l'intérêt des consommateurs que celui d'autres groupes de producteurs ¹⁰. »

Les huit chapitres consacrés au système mercantile prétendent démontrer que les réglementations — pivot du sys-

10. *Ibid.*, p. 156.

tème — lèsent l'intérêt universel au profit de l'intérêt d'une classe particulière à laquelle on n'hésite pas à sacrifier la liberté du sujet qu'on aime pourtant vanter « *the boasted liberty of the subject* ». Il en est ainsi parce que le mercantilisme ne procède pas d'une considération théorique. Il faut même dire qu'en fin de compte il n'y a pas de théorie mercantiliste, mais une politique mercantiliste qui s'exprime sous la forme politique de réglementations assurant des monopoles, des avantages, des ristournes de toutes sortes au profit d'une classe sociale déterminée. C'est pourquoi *La Richesse des nations* examine avec minutie non les thèses des théoriciens (Mun n'est cité qu'une fois, Montchrestien pas du tout, alors que Mercier de la Rivière et Quesnay font l'objet d'un traitement direct) mais les réglementations elles-mêmes pour en montrer le caractère non raisonnable. En d'autres termes, l'économie politique à l'œuvre politiquement dans les règlements protectionnistes du système commercial n'est pas scientifique, n'est pas en toute rigueur une économie politique parce qu'en elle le politique l'emporte sur la considération de l'économique et interdit la prise en charge de l'économique selon la nature. De la même façon la politique mercantile n'est pas scientifique parce qu'elle néglige la nature de l'économique pour en privilégier abusivement certains aspects. Pour être plus précis, la politique mercantile revient à accorder à la loi une supériorité absolue sur la nature, et à corriger celle-ci par rapport à celle-là. Correction acceptable si elle intervenait dans le sens de l'égalité et de l'universalité : par exemple pour empêcher la victoire naturelle des faibles sur les forts par la proclamation de l'égalité juridique. Mais il n'en est pas ainsi : la nature veut l'universalité et l'égalité, et une politique naturelle poursuivra les mêmes fins ou objectifs ; la politique mercantile fait tout le contraire, puisqu'elle favorise une classe contre une autre classe, et perturbe artificiellement, voire artificieusement, l'équilibre naturel.

« Nuire en quelque chose à l'intérêt d'un ordre de citoyens uniquement pour favoriser celui d'un autre ordre est évidemment contraire à la justice et à l'égalité de traitement que le souverain doit à toutes les classes

de la société. Or la prohibition fait certainement quelque tort aux producteurs de la laine et ne leur en fait que pour favoriser les manufactures¹¹. »

Auteur des règlements, l'Etat mercantile est un Etat de classe qui représente l'intérêt des marchands et des manufacturiers ; sa fonction est de les enrichir là où la nature de l'économique exige avec l'enrichissement du particulier quel qu'il soit celui du souverain, ce qui exclut tout favoritisme fiscal, suivant le principe : « Chacun des différents ordres de citoyens est obligé de contribuer à entretenir le souverain. » L'importance de la critique du mercantilisme impose cette conclusion : si l'on veut découvrir la nature de l'économique, il faut retrouver d'abord cette *universalité naturelle* déformée par les artifices des mercantilistes ; elle seule peut assurer l'universalité du point de vue qui garantit le discours scientifique de sa contamination par des intérêts étrangers, en particulier politiques. En ce sens la condition de possibilité d'une économie politique scientifique se réalise dans sa suffisance épistémologique par rapport au politique, c'est-à-dire en un mot son indépendance par rapport à celui-ci.

Cette suffisance est subordonnée à la découverte d'un point de vue universel. Si les physiocrates ont échoué dans leur tentative de redressement, c'est qu'ils se sont battus littéralement classe contre classe, jouant les producteurs de la terre contre la classe « stérile ». Aussi physiocrates comme mercantilistes expriment-ils un point de vue unilatéral et non la chose même indépendante de tout point de vue et qui reste telle quel que soit le point de vue adopté. Ni le numéraire ni la terre ne peuvent apparaître comme fournissant de bons points de vue et de départ : l'argent n'est pas une catégorie originaire, la terre est un élément naturel incapable à lui seul de produire le résultat recherché, parce que trop particulier. Il faut donc, antérieurement à l'argent et indépendamment de la terre, découvrir une catégorie universelle dont on puisse dériver les autres catégories économiques, l'universalité de la catégorie initiale garantissant ses dérivées contre

11. *Ibid.*, p. 148.

les appréciations unilatérales qui sont en fait des points de vue de classe. La scientificité de l'économie politique est donc fonction du refus de la représentation d'un point de vue de classe à l'intérieur de la dite science, même si un développement ultérieur l'amène à mettre en place les classes les unes par rapport aux autres eu égard à leurs fonctions économiques (théorie des classes productives).

Antérieur logiquement et même chronologiquement à l'existence des classes, ce point de départ et de vue universel est découvert dans une anthropologie abstraite. Naturellement celle-ci n'est pas directement lisible dans le texte de Smith. Le point de départ apparent, et bien connu pour cette raison, c'est le célèbre chapitre sur la division du travail et l'amélioration des pouvoirs productifs du travail ; d'où l'on pourrait tirer que le point de départ des analyses de Smith c'est le travail. *En fait le travail n'est que le premier prédicat de l'anthropologie économique de Smith, non l'essence explicitée par celle-ci.* Elle réside plutôt dans le penchant ou la tendance à troquer, marchander, échanger une chose contre une autre (« *propensity to truck, barter and exchange one thing for another*¹² »). Dérivé ou non de la raison et du langage, ce penchant fonde une anthropologie, puisqu'il distingue l'homme des autres espèces animales : deux lévriers courent le même lièvre et semblent accorder leur poursuite en vue d'une prise commune, mais ce n'est là qu'une apparence, puisque leur comportement n'est pas l'effet d'un contrat, mais de la simultanéité accidentelle de leurs passions à l'égard du même objet au même moment ! *Seul l'homme contracte.* Au reste, l'un explique l'autre : parvenu à l'état adulte, l'animal peut se passer du concours de ses semblables et est donc entièrement indépendant ; au contraire l'homme ne cesse jamais de dépendre de l'homme et est donc *animal échangeant*. Simple ou multiplié dans son pouvoir productif par le développement de la division du travail, *le travail est seulement la conséquence de cette tendance originale et spécifique* : l'individu travaille pour satisfaire son besoin par

12. A. SMITH, *op. cit.*, livre I, chap. 1, t. I, p. 12.

la médiation de la satisfaction des besoins d'autrui son semblable ; le travail est donc toujours subordonné au contrat implicite ou explicite de la forme : « Donne-moi ce dont j'ai besoin et je te donnerai ce dont tu as besoin » ; en quoi il n'est pas le fruit d'une bienveillante sympathie ou philanthropie, mais d'un calcul qui représente à autrui la satisfaction de nos besoins comme leur étant avantageuse, etc. Il est facile de reconnaître dans cette anthropologie les grandes thèses philosophiques de l'utilitarisme. Mais là n'est pas l'essentiel, car l'originalité de Smith réside plutôt dans l'usage nouveau qu'il fait de la notion de travail par rapport à la tendance à l'échange.

Si ce penchant enracine dans la « nature humaine » le caractère dominant de la circulation sur la production, ce qui n'est pas non plus original, il se distingue pourtant de la notion qu'il se subordonne, donc du travail. En effet il n'y a d'échange que des richesses, et sitôt abandonnée la problématique du producteur-consommateur isolé voué à l'auto-consommation, abandon justifié par le caractère originaire de la tendance à échanger, se pose le problème de l'échange des richesses contre des richesses. Plus précisément se pose le problème de la détermination de la règle qui préside aux échanges, c'est-à-dire le problème de la mesure des valeurs qui s'échangent. Or Smith renouvelle entièrement la question en opposant *de manière nouvelle* valeur d'usage, c'est-à-dire « l'utilité de quelque objet particulier », et valeur d'échange, « le pouvoir, conféré par la possession de cet objet, d'acheter d'autres marchandises ». La nouveauté n'est pas dans les termes (on les trouve presque en personne chez Aristote !) ni dans leur opposition, mais dans la manière *objective* de poser le problème de la mesure de la valeur. Cette objectivité se repère dans l'émancipation à l'égard des intérêts subjectifs (notion d'intérêt, d'utilité, etc.) toujours psychologiques ou anthropologiques qui contraignent jusque-là les économistes à pratiquer une alchimie compliquée, dont l'article de Turgot, *Valeurs et monnaie* (1769), est l'exemple le plus brillant. Abandonnant le problème de la transmutation de la valeur d'usage en valeur d'échange, pour se consacrer exclusivement à celui de la valeur d'échange, A. Smith définit la mesure

de la valeur d'échange dans un texte *ambigu* et que ses ambiguïtés obligent à citer en entier :

« Chaque homme est riche ou pauvre selon qu'il a plus ou moins le moyen de se procurer la jouissance des choses nécessaires, utiles et agréables à la vie humaine [*the necessaries, conveniences and amusements of human life*]. Mais une fois la division du travail entièrement établie, un homme ne peut s'en procurer par son propre travail qu'une toute petite partie. Il lui faut en tirer la plus grande part du travail de certains hommes, et il lui faut être riche ou pauvre selon la quantité de ce travail qu'il peut commander [*command*] ou qu'il peut fournir pour payer. C'est pourquoi, pour le propriétaire d'une marchandise qui n'a l'intention ni de l'utiliser ni de la consommer, mais de l'échanger contre d'autres marchandises, la valeur de celle-ci est égale à la quantité de travail qu'elle lui permet d'acheter ou de commander. Le travail est pour cette raison la mesure de la valeur d'échange de toutes les marchandises.

Le prix réel de chaque chose, ce que chaque chose coûte effectivement à celui qui désire l'acquérir, est la peine et la fatigue [*toil and trouble*] à l'acquérir. Ce que chaque chose vaut effectivement pour celui qui l'a acquise et désire en disposer ou l'échanger contre quelque chose d'autre, c'est la peine et la fatigue qu'elle peut lui épargner et imposer à d'autres. Ce qu'on achète avec de l'argent ou avec des marchandises n'est pas moins acheté par le travail que ce qu'on acquiert par la peine et la fatigue de son propre corps. Cet argent ou ces marchandises nous épargnent en vérité cette fatigue. Ils contiennent la valeur d'une certaine quantité de travail que nous échangeons contre ce que l'on suppose au même moment contenir la valeur d'une quantité égale¹³. »

Nouvelle est ici l'identité valeur d'échange = travail, puisqu'elle constitue pour la première fois un étalon objectif de la mesure des valeurs. Pourtant, il ne faut pas aller trop vite en besogne, l'établissement de la nouvelle équation ne mène pas directement à la définition du *temps de travail*

13. A. SMITH, *op. cit.*, livre I, chap. 5, t. I, p. 26.

comme mesure effective de la valeur. A. Smith reste pour le moins très hésitant sur ce point : vrai, le principe de la mesure de la valeur par la quantité de travail est d'application difficile ; en particulier le temps de travail est insuffisant à fournir une proportion rigoureuse dès qu'il s'agit de travaux qualitativement différents. La raison en est que chez Smith le travail est encore soumis aux catégories psychologisantes de peine et de fatigue, et se trouve par là être le prisonnier d'appréciations qualitatives, quantitativement irréductibles. C'est pourquoi cette mesure par le travail « ultime étalon réel par lequel la valeur de toutes les marchandises peut être en tous moments et en tous lieux estimée et comparée ¹⁴ » et qui permet d'établir le prix réel n'a d'usage que *théorique* : on lui préférera d'autres étalons pratiques confirmés par l'usage, tel le blé. Surtout l'œuvre de clarification accomplie par le nouvel étalon est considérablement affaiblie jusqu'à l'obscurité par l'*ambiguïté* qui affecte le terme de travail : *travail dépensé voisine avec travail commandé*. Le travail dépensé correspond, on le sait, à l'épargne sur la peine et la fatigue qui entrent dans la constitution de la valeur du produit. La notion de commandement introduit un point de vue tout différent, puisqu'elle renvoie à un contexte de domination/subordination parfaitement étranger à la sphère de la détermination universelle de la valeur par le travail. Ici en effet affleure un aspect politique de la mesure de valeur en dépit des efforts dépensés par Smith pour atténuer le côté choquant de cette irruption : ne cite-t-il pas Hobbes que pour s'en distinguer ?

« Selon l'expression de M. Hobbes, la richesse est le pouvoir [*wealth is power*]. Mais celui qui acquiert une grande fortune ou en hérite, n'acquiert ni n'hérite nécessairement d'un pouvoir politique qu'il soit civil ou militaire. Sa fortune peut bien lui procurer les moyens d'acquérir l'un et l'autre, mais la simple possession de cette fortune ne lui rapporte pas nécessairement l'un et l'autre. Le pouvoir que cette possession lui rapporte immédiatement et directement est le pouvoir d'acheter ;

14. *Ibid.*

c'est un commandement assuré sur tout le travail ou sur tout le produit du travail qui est alors sur le marché [*a certain command over all the labour, or over all the produce of labour which is then in the market*]¹⁵. »

La richesse n'est peut-être pas le pouvoir politique civil ou militaire, mais comme valeur d'échange, forme qu'elle prend dès qu'elle est pouvoir d'acheter, elle n'est plus travail dépensé, ou plutôt elle est travail dépensé *et* tout autre chose : commandement sur le travail ou, et ce *ou* est tout à fait étonnant, commandement sur le produit du travail, ce qui n'est pas la même chose.

Ici en effet l'universalité, condition de la constitution de l'économie politique en discours scientifique objectif, rencontre une limite, sa limite. L'universalité est assurée par l'abandon de la spécification de la société en fonction des classes sociales définies par les revenus ou les sources de revenus : en faire acception était le propre de la pratique mercantiliste et de la théorie du système agricole, en quoi l'une et l'autre faisaient preuve d'artificialisme politique. Pour cette raison Smith adosse au contraire le discours de l'économie politique à une anthropologie « économique » où il définit la « nature humaine » par la propension à l'échange. Or au niveau de cette anthropologie on ne saurait rencontrer que l'échange des produits du travail contre les produits du travail, puisque tout produit du travail a sa source dans le travail immédiat ou passé du producteur ; en aucun cas il ne saurait y avoir de place pour une division « naturelle » entre une nature humaine fortunée et la même moins fortunée voire pas fortunée du tout, la nature humaine étant une et indivisible ou n'étant pas. Aussi du point de vue d'une anthropologie économique stricte, on ne dit pas rigoureuse, il n'y a qu'une définition de la valeur d'échange : par le travail dépensé. La seconde formulation par le travail commandé exige donc un *remaniement* de l'anthropologie économique et avec lui sinon un bouleversement total du moins une modification profonde de la prétendue nature humaine.

15. *Ibid.*, p. 26-27.

On mesurera facilement l'important enjeu de cette modification. L'économie politique ne peut être scientifique que par exclusion de toute intervention artificielle, perturbatrice de la nature de l'économique, sa scientificité se mesure donc à l'aune de la rigueur avec laquelle elle exclut le politique. Jean-Baptiste Say est le commentateur précis de son maître lorsqu'il écrit :

« On a longtemps confondu la *politique* proprement dite, la science de l'organisation des sociétés avec l'*économie politique* qui envisage comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des gouvernements. Cependant les richesses sont essentiellement indépendantes de l'organisation politique... »

Il me semble que depuis Adam Smith on a constamment distingué ces deux corps de doctrine, réservant le nom d'*économie politique* à la science qui traite des richesses et celui de *politique* seul pour désigner les rapports qui existent entre le gouvernement et le peuple et ceux des gouvernements entre eux¹⁶. »

Dans ces conditions, le problème posé par la modification de la nature humaine appelle trois solutions. On peut la faire disparaître en l'éliminant : universalisation de la notion du travail dépensé et rejet du concept de travail commandé (Ricardo). On peut aussi, si l'on ose dire, noyer le poisson en dissolvant la mesure de la valeur par le travail commandé ou dépensé et son horrible conséquence sociale : la distinction entre classes productives et classes improductives, dans une définition de la valeur si compréhensive (dans tous les sens du mot !) qu'elle inclut « la production de biens immatériels¹⁷ », ou encore en rapportant la valeur au rapport de l'offre et de la demande (Malthus : « L'évaluation qui est faite d'une chose à une époque et à un endroit quelconque est déterminée en toutes circonstances par l'état de l'offre comparée à la demande, et ordinairement par les frais

16. J.-B. SAY, *Discours préliminaire, op. cit.*, p. 7-8.

17. *Ibid.*, livre I, chap. 13, p. 120.

élémentaires de la production¹⁸ »). Enfin on peut en toute honnêteté et presque naïveté exposer la difficulté en essayant par divers moyens de neutraliser les effets perturbateurs, mais sans jamais leur dénier ce caractère : telle est la « solution », mieux le parti adopté par Smith.

La distinction de deux états ou étapes (*stages*) dans l'évolution sociale (*progress of society*) a pour fonction de rendre intelligible la différence entre la détermination de la valeur par le travail dépensé et celle par le travail commandé :

1. Dans l'*early and rude stage of society*, c'est-à-dire dans le premier état de grossièreté et de sauvagerie, il y a identité entre travail dépensé et travail commandé. Smith écrit :

« Dans cet état primitif et grossier qui précède à la fois l'accumulation du capital et l'appropriation de la terre, la proportion entre les quantités de travail nécessaire à l'acquisition des divers objets est, semble-t-il, le seul fait [*circumstance*] susceptible de fournir une règle à leur échange réciproque¹⁹. »

Ce principe universel a pour fondement la propriété indivise de la totalité du produit par les membres de la société. Celle-ci que Marx qualifiera de paradis perdu de la bourgeoisie est donc une société de travailleurs ou de producteurs ; partant, elle exclut absolument tout autre mode d'acquisition des richesses.

2. Caractérisé par l'accumulation du capital et l'appropriation privée de la terre, le deuxième état met fin au principe universel travail dépensé = travail commandé au profit de la règle du travail commandé. En effet l'accumulation du capital et la transformation du sol en propriété foncière anéantissent la communauté antérieure des producteurs échangistes pour lui substituer une stratification sociale où se distinguent pour la première fois : a) des détenteurs des moyens de travail (terre, instruments de travail) ; b) des détenteurs du seul « travail » (c'est-à-dire de la seule force de travail, pour parler un langage rigoureux). Comme dans

18. MALTHUS, *Principes*, chap. 2. § 1.

19. A. SMITH, *op. cit.*, livre I, chap. 6, t. I, p. 41.

l'état précédent, la règle est toujours l'échange enraciné dans la nature humaine, mais à présent l'échange se produit entre échangistes de statut social distinct (producteurs/non-producteurs) : certes c'est toujours du travail qui s'échange contre du travail mais ce n'est plus travail dépensé contre travail dépensé. En effet :

« Aussitôt du capital accumulé entre les mains de particuliers, quelques-uns d'entre eux s'en serviront à mettre au travail des gens industriels auxquels ils fourniront matériaux et subsistance, afin de tirer un profit de la vente de leur ouvrage ou de ce que leur travail ajoute à la valeur des matériaux. Dans l'échange de la totalité du produit manufacturé contre de l'argent du travail ou d'autres marchandises, outre ce qui peut suffire à payer le prix des matériaux et les salaires des ouvriers, il faut donner quelque chose pour le profit de l'entrepreneur de l'ouvrage qui hasarde son capital dans cette aventure²⁰. »

Ici, semble-t-il, rien qui déroge à la règle universelle du travail dépensé. Ne peut-on en effet décomposer le prix du produit entre ses parties naturelles conformément à ce principe ? La valeur ajoutée par l'ouvrier à la valeur antérieure des matériaux et des instruments se résout en deux parties : l'une correspond aux salaires (*wages*), l'autre au profit du capital « avancé ». Mais le profit du capital est peut-être l'autre nom d'un travail spécialisé, « *the labour of inspection and direction* », et sa « valeur » est égale au travail dépensé, donc le profit est de même nature que le salaire : ils sont tous deux du travail dépensé. Or, un exemple très simple permet de le montrer, le « travail » de surveillance et de direction, les salaires versés aux ouvriers, le taux de profit enfin restant invariables, les profits différeront pourtant et cette différence est fonction de la masse du capital total engagé ! Conclusion :

« Dans le prix des marchandises le profit du capital constitue une composante totalement différente des

20. *Ibid.*, p. 42.

salaires du travail, réglée par des principes très différents²¹. »

On comprend cette différence : même camouflé en « salaire » de direction, le profit du capital renvoie à une *autre* source que le travail direct immédiat exprimé en travail dépensé : il a sa source non dans le travail mais dans le *travail accumulé* doué du mystérieux pouvoir de commander du travail. Une conséquence suit : *la règle transparente de l'échange égal* (travail dépensé = travail commandé) *perd son universalité, condition de la scientificité de l'économie politique.*

De son côté, l'appropriation privée de la terre produit des effets qui vont dans le même sens tout en revêtant des formes spécifiques. Même si leurs rôles peuvent se confondre, le propriétaire foncier et le capitaliste tirent leurs revenus de sources distinctes : la rente est le prélèvement opéré par le propriétaire foncier sur la valeur totale du produit en paiement de l'abandon de son droit de propriété.

Conclusion de Smith qui résume les effets de la distinction des deux âges sociaux :

« La valeur réelle de toutes les différentes parties qui composent le prix, il faut le noter, est mesurée par la quantité de travail que chacune d'elles peut acheter ou commander [*purchase or command*]. Le travail mesure la valeur non seulement de cette partie de prix qui se résout en travail, mais de celle qui se résout en rente et de celle qui se résout en profit. Dans toute société le prix de chaque marchandise se résout finalement en l'une ou l'autre de ces trois parties ; et dans toute société avancée [*improved*], les trois parties ensemble entrent plus ou moins comme composantes dans le prix de la majeure partie des marchandises²². »

Deux principes au lieu d'un, mais deux principes d'extension inégale, régissent alors l'économie politique : l'un conforme à la nature est universel, l'autre dérive du premier ;

21. *Ibid.*, p. 43.

22. *Ibid.*, p. 44.

mais, cette dérivation n'étant pas naturelle, elle est aussi bien déviation par rapport à la nature, symptôme d'une grave perturbation du principe universel. Enfin cette perturbation est l'œuvre d'un phénomène social voire politique : la constitution d'une société de classes. Il y avait des producteurs, il n'y avait même que des producteurs, à présent il y a trois classes qui tirent leurs revenus de sources distinctes. Y a-t-il alors deux économies politiques, comme il y a deux états, l'une claire et distincte, car universelle, mais hélas du passé, l'autre obscure, complexe sinon confuse, mais du présent ? L'affirmer c'est prendre des risques : il faut en effet attribuer à l'histoire et donc au politique une efficacité qu'ils ne sauraient avoir en raison de la séparation originaire qui consacre aux yeux de Smith l'économie politique : précisément la distinction d'avec le politique. Questions et réponses que pose la lecture du texte de Smith, même si Smith tente pour son compte une solution unitaire permettant de sauver l'unité essentielle au-delà des apparences contradictoires.

Cette solution consisterait à faire apparaître par-delà la nouvelle stratification sociale caractéristique de l'état avancé de la société un invariant profond commun aux deux états de société. Si en effet les classes nouvelles tout comme l'inexistence de celles-ci (société de producteurs libres-échangistes) sont les prédicats d'un sujet un et identique en dépit de l'apparente discontinuité introduite par l'accident diachronique de l'accumulation du capital et de l'appropriation privée de la terre, alors un terrain commun est dégagé et qui permet la réunion, voire la réconciliation d'aspects jugés contradictoires. La notion de nature humaine fournit le matériau et l'instrument de ces transformations miraculeuses. Smith désamorce en effet l'inquiétante pensée d'une discontinuité historique, donc d'une rupture en *psychologisant* celles-ci, à l'aide d'un *sujet* qui précède chronologiquement tout état sauvage ou avancé, et constitue en fait le principe et le fondement épistémologiques de son discours.

Un exemple suffira pour éclairer le fonctionnement de ce recours au sujet. L'entrée en scène du capital est, on le sait, responsable de la modification du principe de la détermination de la valeur par le travail dépensé. Smith montre très bien

la liaison entre l'apparition du capital et l'augmentation du pouvoir productif du travail par sa division (cf. les célèbres pages du chapitre 1 du livre I et l'introduction du livre II), pourtant la division du travail n'est pas la cause de l'accumulation, c'est l'inverse qui est conforme à la nature des choses²³ : aussi faut-il parler d'accumulation primitive (*previous accumulation*). Or celle-ci ne renvoie pas à des pratiques de conquête, de rapines et de brigandage dont le théâtre est l'Europe et le monde (cf. le colonialisme), mais à... une attitude psychologique. Selon le chapitre « De l'accumulation du capital²⁴ », le capital est fils de la parcimonie ; sa diminution est fille de la prodigalité ! Il y a des sociétés où les prodiges dominant, l'industrie y décline ; il y a des sociétés où l'emportent les gens frugaux et épargnants : elles prospèrent par l'accroissement incessant de l'industrie. Dans les termes de Smith :

« Les capitaux sont augmentés par la parcimonie, diminués par la prodigalité et l'inconduite...

C'est la parcimonie et non l'industrie qui est cause immédiate de l'augmentation du capital. A vrai dire l'industrie fournit ce que la parcimonie accumule. Mais quelle que soit la nature de ce qu'elle propose, si la parcimonie ne l'épargne ni ne l'accumule, le capital n'augmentera jamais²⁵. »

On ne saurait objecter qu'il s'agit d'attitudes historiques dont la différence renvoie aux transformations historiques des structures sociales (donc à ce que Balibar²⁶ appelle formes historiques de l'individualité), cette différence faisant du vice ridicule d'Harpagon la sombre force du Père Grandet. L'épargne est un principe individuel inné, et, comme tout principe inné, elle n'est pas modifiable, et domine naturellement son antagonisme dans la vie individuelle comme dans la vie sociale :

23. *Ibid.*, t. I, p. 241.

24. *Ibid.*, livre II, chap. 3.

25. *Ibid.*, p. 301.

26. *Lire le Capital*, Petite Collection Maspero, t. II, p. 148.

« A l'égard de la prodigalité, le principe qui porte à la dépense est la passion pour la jouissance du moment : quoique parfois violente et fort difficile à contenir, elle n'est en général que momentanée et occasionnelle. Mais le principe qui porte à l'épargne est le désir d'améliorer notre condition : quoique généralement calme et libre de passion, ce désir nous est inné [*comes with us from the womb*] et ne nous quitte qu'à l'instant du tombeau²⁷. »

La psychologie de Smith permet d'enraciner jusque dans la vie placentaire (*the womb*) du sujet ce qui apparaissait, ou plutôt pouvait apparaître, précédemment comme l'effet d'une rupture historique à l'intérieur d'une continuité naturelle. L'ami de David Hume ne pouvait sans doute céder aux tentations de ce que l'auteur du *Treatise*²⁸ avait démasqué chez Rousseau ou Hobbes comme relevant de la fonction mythopoiétique : la fabrication d'un état de nature comme *absolument* distinct de l'état de société et donc l'acceptation de la discontinuité. La distinction de deux états à l'intérieur de l'évolution sociale ne recouvre pas celle d'un état de nature par rapport à un état de société, mais oppose une étape fruste (*rude*) et une étape développée (*improved*) de la société selon un principe de continuité qui trouve dans le *sujet* psychologique son fondement dernier.

Il faut souligner cette « faiblesse » de Smith, car elle est exemplaire non seulement de Smith, mais de l'économie politique en général. Il est toujours tentant, et il le sera toujours (s'il est vrai que l'idéologie est éternelle), d'enraciner les catégories économiques et plus précisément les rapports *sociaux* de production dans le sol originaire enfin retrouvé d'une subjectivité, centrée, décentrée ou excentrique : déjà le sujet de Smith, plus encore celui de Hume trouvent leur fondement dans la nature humaine, mais dans la nature humaine décentrée par rapport à la nature. Il n'est donc pas toujours facile d'innover en ce domaine.

Pourtant on ne s'en tire pas aussi facilement avec Smith,

27. A. SMITH, *op. cit.*, t. I, p. 305.

28. Cf. par exemple *Treatise*, livre III, § 2, trad. Le Roy, p. 620 et s.

et sa « faiblesse » mérite des guillemets dans la mesure où elle permet des découvertes fécondes. En effet le psychologisme du sujet, dernier recours de Smith contre les perturbations historiques, produit des effets contradictoires. D'un côté il permet de réduire les « accidents » apparents de l'histoire (accumulation primitive, différenciation en classes, etc.) en les ramenant à l'éternité du sujet = nature humaine ; du même coup voilà assurée la scientificité du discours économique : il est objectif, car il représente un point de vue universel, c'est le discours du Sujet, non celui partial et partisan d'une classe exprimant ses intérêts de classe (à la différence des mercantilistes et des physiocrates). Mais aussi bien l'opposition des deux états et surtout la découverte capitale de l'entorse à la règle universelle de l'échange en raison de la distorsion entre le principe du travail dépensé et celui du travail commandé lors de la détermination de la valeur d'échange *obligent* l'économie politique à pousser jusqu'au bout cette contradiction, mais cette fois sans recourir (dans le meilleur des cas, donc Say et Malthus exceptés) à la vertu du sujet : ou bien l'on arrivera à déterminer scientifiquement la valeur d'échange ou bien l'échec de cette tentative vouera cette science en gestation à n'être jamais une science. En ce sens, et c'est toute la grandeur de Smith, *La Richesse des nations* est le point de départ *obligé* de toute critique de l'économie politique. Ou comme le dit encore mieux Marx :

« Dans les contradictions d'A. Smith, il y a ceci d'important : elles contiennent des problèmes qu'il ne résout certes pas, mais qu'il formule par le fait qu'il se contredit. La justesse de son instinct sous ce rapport ressort mieux du fait que ses successeurs adoptent tantôt l'un tantôt l'autre terme de l'alternative²⁹. »

Nul mieux que Ricardo n'a su tirer parti des contradictions de Smith en les exploitant au mieux, c'est-à-dire contrairement

29. K. MARX, *Théories sur la plus-value*, Ed. sociales, t. I, p. 160.

à J.-B. Say et Malthus dans le sens progressif d'un discours en marche vers une nouvelle forme de science — même si, soit dit en passant, Ricardo n'est qu'un jalon sur cette étape. En effet, Say par sa théorie des « biens immatériels », Malthus avec sa subordination de la valeur au jeu de l'offre et de la demande, font régresser les vues de Smith plutôt qu'ils ne les développent ; même lorsqu'ils rejettent l'un comme l'autre la distinction des deux états, ou simplement n'en tiennent pas compte, ils engagent l'économie politique dans la voie d'un *subjectivisme* et d'un psychologisme (surtout Malthus) qui continue le « mauvais » Smith contre le « bon », c'est-à-dire celui de l'analyse préscientifique des sociétés. Bref avec eux, comme avec tous ceux qui adopteront le point de vue subjectif (en particulier Jevons³⁰ et ses successeurs), l'économie politique devient une science contestée, car en fait contestable.

Pour Ricardo, au contraire, le problème n'est ni de tirer l'économie politique du côté du sujet à l'aide d'une psychologie plus ou moins raffinée (mathématique ou prosaïque) de l'offre et de la demande, ni non plus d'échapper aux conséquences de la définition correcte du travail productif en s'indignant de voir refuser aux « travaux » d'un médecin, d'un curé, ou d'un larbin le caractère productif. Si il y a un problème dans l'économie politique, il se pose à propos de la détermination de la valeur d'échange en raison de la différence entre le principe travail commandé + travail dépensé et ce même principe modifié. Le recours au sujet invariant et à ses tendances naturelles, comme la mythologie des étapes est une fuite en avant ou une régression qui marque l'abandon du projet de constituer une discipline rigoureuse. La tâche présente consiste à résoudre de manière analytique le problème posé par cette différence et par là même rendre ou plutôt donner aux balbutiements de Smith cette assise universelle qui doit assurer à l'économie politique la suffisance épistémologique de son objet (= l'économique) contre les empiètements perturbateurs du politique. En cas d'échec, il

30. JEVONS, *The Theory of Political Economy*, 1871, en particulier chap. 3, éd. Penguin Books, p. 101 et s.

faut purement et simplement renoncer à l'économie politique comme science.

Le premier chapitre des *Principles* commence donc *directement* par la problématique héritée de Smith en distinguant valeur et valeur d'échange. Ricardo souligne aussitôt que la science commence non avec l'appréciation de la richesse comme valeur d'usage (l'utilité est incommensurable, écho du vieil Aristote !), mais avec la mesure de la valeur d'échange — celle-ci bien entendu ne saurait avoir de réalité sans le support matériel de la valeur d'usage. Par suite il faut rejeter toute détermination de la valeur d'échange par la rareté³¹ (les vins fins, tableaux, etc.) : les marchandises rares sont en effet non reproductibles et tirent leur valeur de déterminations purement *subjectives* (désir, mode, etc.) et renvoient à une « psychologie ». La valeur d'échange doit s'entendre de marchandises reproductibles et dont la mesure obéit à une règle *objective*, indépendante des « sujets » : on la trouve, quoique enveloppée, dans certains textes de *La Richesse*. Cette règle est celle du travail dépensé, donc celle qui préside aux échanges à l'intérieur de l'*early and rude stage of society*. Ce principe doit rester universel, sinon c'en est fait de l'économie politique comme science. Soit dans le langage de Ricardo qui vient de rapporter le passage de Smith³² relatif à cette règle :

« Il est en économie politique d'une importance capitale de savoir si tel est réellement le fondement de la valeur d'échange de toutes choses, à l'exception de celles que l'industrie humaine ne peut multiplier, et il n'est point de source d'où aient découlé autant d'erreurs autant d'opinions diverses dans cette science que des idées vagues attachées au mot valeur³³. »

Ces erreurs innombrables ont leur origine dans Smith lui-même lorsque celui-ci propose une autre définition de la valeur d'échange par le travail commandé, cette nouvelle

31. Proudhon, puis Sartre (dans *Critique de la raison dialectique*) reprendront pourtant ce « concept » !

32. A. SMITH, *op. cit.*, livre I, chap. 5.

33. D. RICARDO, *Principles, op. cit.*, I, § 1, p. 7.

expression reflétant le bouleversement suite au deuxième âge de la société. Or la perturbation provient non de l'avancement de la société mais de la notion de travail commandé, équivoque non seulement à l'époque de la société progressive, mais déjà dans les âges rudes et primitifs. Il faut donc ruiner définitivement cette expression pour établir le règne sans partage du principe du travail dépensé.

Admettons à titre d'hypothèse l'équivalence des deux expressions. Donc si travail dépensé = travail commandé, le travail d'un homme étant n fois plus productif, c'est-à-dire produisant n fois plus un objet quelconque, ou n travail dépensé, il devrait donc recevoir en échange n travail commandé. Par exemple si des perfectionnements techniques abaissent de 75 % la quantité de travail nécessaire à la production de chaussures et de vêtements, il devrait s'ensuivre que l'ouvrier reçoive quatre paires de chaussures au lieu d'une auparavant. En fait, c'est presque le contraire qui a lieu en raison des effets de la concurrence et de l'accroissement de la population sur la détermination de la rétribution du travail³⁴. Pas davantage le travail commandé ne saurait être un étalon invariable en raison de l'incessante variation de sa valeur : l'or, le travail ou le blé n'échappent pas à cette variation, contrairement aux thèses de Smith ou de Malthus qui les adoptent pour tel. Il ne faut pas dire, comme eux, que tout le reste varie et qu'ils restent stationnaires :

« Or c'est contre ce langage que je proteste. Je pense que, comme dans le cas de l'or, la cause des variations entre le blé et d'autres choses est la moindre quantité de travail nécessaire à sa production, c'est pourquoi le simple fait de raisonner avec justesse me contraint d'appeler la variation du blé et du travail une chute de leur valeur et non point une hausse de la valeur des choses auxquelles on les compare³⁵. »

L'inanité ainsi démontrée de la définition de la mesure de la valeur par le travail commandé entraîne avec non moins

34. *Ibid.*, p. 9.

35. *Ibid.*, p. 10-11.

de logique l'abandon de la distinction des deux âges ou états de la société. Non que Ricardo veuille ignorer ou négliger les perturbations opérées par l'« apparition » du capital sur la détermination de la valeur, puisqu'il écrit :

« Dans ces conditions il apparaît que la division du travail selon des proportions différentes de capital fixe et circulant introduit une modification considérable dans la règle qui s'applique universellement lorsque c'est le travail qui est presque exclusivement employé dans la production ³⁶. »

Mais il ne suffit pas de constater l'ampleur d'une modification et d'en conclure à la constitution d'une époque sociale comme le fait Smith, il faut au contraire l'analyser, et l'analyse montre que la valeur relative des marchandises est modifiée : a) par la productivité du travail, b) par le rapport hausse des salaires/baisse des profits, sans que pour autant il faille renoncer à la règle du travail dépensé. On peut donc, on doit même faire l'économie de la distinction des deux âges qui est une mythologie. Pour Ricardo en effet les conditions de la société avancée et celles de la société fruste et primitive se recouvrent : le capital n'est pas d'introduction récente (il n'a pas d'avènement et ne constitue pas un événement), il a toujours existé et avec lui ont toujours donc existé les diverses sources de revenus, c'est-à-dire, en négligeant pour simplifier la formation de la rente, capital/profit, travail/salaire. En ce sens, pas de différence de nature entre la société primitive de Smith et la société actuelle :

« Même dans cet état primitif auquel se rapporte Adam Smith, du capital quoique peut-être fabriqué et accumulé par le chasseur en personne, serait nécessaire pour lui permettre de tuer son gibier. Sans aucune arme ni le castor ni le daim ne pourraient être abattus. C'est pourquoi la valeur de ces animaux serait réglée non seulement par le temps et le travail nécessaires à leur mise à mort, mais aussi par le temps et le travail néces-

36. *Ibid.*, p. 24.

saires à la constitution du capital du chasseur : son arme qui lui permet d'effectuer la mise à mort³⁷. »

Poursuivons : en supposant que les armes soient fabriquées par une classe ou un groupe distinct des chasseurs, supposons même comme Smith un accroissement de la division du travail, le principe de la mesure de la valeur par le travail dépensé restera inchangé. On peut donc conclure :

« Si nous considérons un état de société où de plus importants progrès ont été accomplis, où commerce et arts font florès, nous trouverons encore que les marchandises varient en valeur conformément à ce principe³⁸. »

Bref, universalisation de la règle du travail dépensé, élimination aussi de la perturbation du deuxième âge de Smith et de l'efficace artificialiste du politique qu'elle pouvait induire en dépit de son naturalisme du sujet psychologique. Par tous ces effets, la réduction ricardienne permet de saisir « l'économique » en lui-même, c'est-à-dire l'économique comme nature qui échappe aux artifices du politique.

A ceux-ci, c'est-à-dire à l'interventionnisme sous toutes ses formes (protectionnisme en faveur des propriétaires fonciers en particulier), Ricardo oppose la nature de l'économique, ce caractère naturel permettant l'établissement des *lois* de distribution qui sont le principal objet en économie politique (cf. la préface des *Principles*, première édition) : lois de distribution, c'est-à-dire de formation des revenus des classes sociales qui constituent la communauté — propriétaires fonciers, capitalistes et travailleurs. Fixés dans leur nécessité (celle de l'économique), les rapports de ces classes sont *invariables*, bien qu'il y ait variation de leurs revenus. Ricardo n'ignore pas, comme on le croit souvent, « l'histoire » : le célèbre chapitre « *On Machinery* » suffirait pour s'en convaincre : l'introduction de machines de plus en plus perfectionnées entraîne des effets directs sur la classe ouvrière (appauvrissement éventuel), sur la classe capitaliste (enrichis-

37. *Ibid.*, p. 13.

38. *Ibid.*, p. 14.

sement éventuel), pourtant elle ne transforme pas la nécessité de l'existence de ces deux classes et elle laisse telle quelle la nature de la communauté sociale, c'est-à-dire avec ses suites profitables ou non à telle ou telle classe. Ricardo n'ignore donc pas « l'histoire », on ne peut le dire même pour faire court, au contraire il la connaît assez pour la subordonner à l'implacable invariabilité de la nature économique découverte par la nouvelle science de l'économie politique.

D'où l'aspect glacé et féroce³⁹ de cette discipline, déjà remarqué des contemporains, cet aspect « inhumain », condition semble-t-il, sinon rançon, de sa scientificité. Mais ce trait a l'avantage de ses inconvénients : l'apathie ricardienne se paye de la première analyse de la société, mieux d'une société (mais pour Ricardo elle est *la* société) saisie non dans son rapport au désirable suprême transcendant ou immanent, mais dans sa réalité même pour le meilleur comme le pire, dans sa réalité même, c'est-à-dire dans l'immutabilité de sa nature économique enfin isolée. A partir de la science ricardienne, on pourra bien rêver, mais en marge *anywhere out of the world*, donc *nowhere*, surtout on pourra faire avancer la chose en la développant jusqu'au bout.

Et l'on pourrait appliquer à Ricardo le procédé de dédoublement employé par Marx à l'égard de Smith : a) il y a un Ricardo qui sanctionne la réalité de la société capitaliste et l'éternise en la naturalisant ; b) simultanément il y a un second Ricardo qui oblige à dépasser le premier, parce qu'il a le premier mis en évidence la nature contradictoire de la société capitaliste en fixant cette contradiction : en quoi Carey a raison de lui faire ce compliment qui pour lui est une dénonciation : Ricardo est le père du communisme.

A peine née, la nouvelle science devient l'enjeu d'un

39. Par exemple : « L'opinion nourrie par la classe laborieuse selon laquelle l'emploi des machines est fréquemment préjudiciable à leurs intérêts n'est pas fondée sur le préjugé ou l'erreur, mais conforme aux principes corrects de l'économie politique », tempéré immédiatement par : « suite à l'emploi de machines, l'amélioration des moyens de production augmentant le produit net d'un pays à un degré assez important pour ne pas diminuer le produit brut [i.e. toujours la quantité de marchandises et non la valeur], alors la situation de toutes les classes sera améliorée » : le pire n'est pas toujours sûr, le meilleur non plus !

combat, selon qu'on se réclame de Ricardo I ou de David II, c'est-à-dire selon qu'on se contente de rappeler le caractère « naturel » des contradictions, leur éternité, ou qu'au contraire, sans faire l'apologie du présent, on développe à l'intérieur même de la « nature » économique les conséquences inaperçues et inattendues de ce naturalisme : les *Harmonies économiques* de Bastiat illustrent, si l'on peut dire ! la première attitude ; les socialistes ricardiens, et en premier lieu Thomas Hodgskin, sont les illustres continuateurs de Ricardo.

II

HODGSKIN CRITIQUE
DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE

C'est l'artifice qui crée les distinctions entre les hommes, refusant aux uns une liberté qu'il accorde aux autres à titre de privilège. Par son protectionnisme le système commercial annihile le principe fondamental d'une liberté généreusement accordée à tous par la nature. A tous, c'est-à-dire à *l'individu* en tant qu'individu antérieurement à toute distinction de classe. Les classes ne sont pas en effet le point de départ de l'économie politique nouvelle, mais sont plutôt le terme ultime de son discours, puisqu'elles sont définies par les revenus et que ceux-ci renvoient à la diversité des sources constituées par la terre, le capital et le travail : classes de distribution donc, jamais classes effet social d'une production déterminée. Origine et commencement manifeste ou latent de toute exposition de l'économie politique classique, l'individu est le particulier compris non dans son rapport de subordination au général, mais la singularité à partir de laquelle peut ou ne peut pas (la fameuse « liberté ») s'édifier le général, c'est-à-dire les diverses formes d'associations ou de communautés plus simplement appelées famille, Etat, etc. Aussi les classiques font-ils du *contrat* la matrice universelle de toute association entre des individus, et les termes *librement* consentis par chacune des parties engagées dans le contrat sont constitutifs des distinctions concrètes qui qualifient socialement les hommes et font apparaître non plus des individus (sujets abstraits), mais ici des employeurs, là des ouvriers (attributs concrets).

Aussi le salaire n'est pas une rétribution unilatéralement dispensée, mais le produit d'un contrat entre individus-sujets dont les intérêts peuvent bien diverger ; mais cette divergence éventuelle (!) montre assez que le véritable point de départ

de l'économie politique classique c'est l'individu, et que le contrat est l'*unique* moyen d'accorder ensemble des volontés discordantes :

« La valeur ordinaire du salaire dépend partout du contrat habituellement passé entre ces deux parties dont les intérêts ne sont pas du tout les mêmes. Les ouvriers désirent obtenir davantage, les patrons [*the masters*] donner le moins possible. Les premiers sont enclins à se coaliser [*to combine*] pour élever les salaires du travail, les seconds pour les abaisser¹. »

Ce texte du père de l'économie politique classique n'étonne pas le lecteur contemporain, précisément parce qu'il vit à « notre » époque : pour lui, il va de soi (« idée reçue ») que les salaires sont fixés par contrat négocié — tel est du moins le sens de la fiction produite et reproduite par les appareils idéologiques d'Etat, mais renforcée en cas d'incrédulité par l'appareil répressif d'Etat : travestir un rapport de forces, car de classes antagonistes, en une harmonieuse et paisible convention juridique. En 1776, il en allait autrement.

En 1776, les salaires ne sont pas l'objet d'un contrat passé entre employés et employeurs ; ils sont fixés par une réglementation publique définie « à l'origine » par le Parlement, puis par les juges de paix. L'ordre social repose en effet sur le système corporatif. En dépit des perturbations introduites dans ce système par les changements intervenus au XVIII^e siècle, le Parlement reste toujours l'institution chargée de la réglementation en matière de salaires, donc l'instrument politique de la définition non contractuelle des rétributions du travail : aussi, devant les carences du système corporatif, les compagnons s'associent-ils illégalement et multiplient les pétitions auprès du Parlement, recours suprême. A partir de la seconde moitié du XVIII^e apparaissent donc et la conscience du caractère suranné des corporations et la nécessité d'une autre politique en matière de définition des salaires. Pourtant jamais l'on ne reconnaît officiellement la thèse contractuelle en raison de l'une de ses implications :

1. A. SMITH, *Wealth of Nations*, livre I, chap. 8, t. I, p. 58.

la liberté d'association *aussi* pour les compagnons et les ouvriers. Ce qui bien entendu n'empêche pas les associations ouvrières d'exister et de lutter, par tous les moyens, jusques et y compris la grève et l'intimidation, pour les salaires et la défense de l'emploi ; ce qui n'empêche pas « également » les patrons de former des associations tout aussi illégales, mais cette fois parfaitement tolérées, et destinées à tout mettre en œuvre pour interdire les hausses de salaires. Smith témoigne non sans ironie de cette inégalité devant l'illégalité :

« Les patrons étant en nombre moindre peuvent beaucoup plus facilement former des coalitions [*can combine*] ; et la loi en outre autorise ou mieux n'interdit pas leurs coalitions, tandis qu'elle interdit celles que forment les ouvriers. Nous n'avons pas d'Actes du Parlement contre la formation de coalitions destinées à abaisser le prix du travail ; mais beaucoup contre la formation de coalitions destinées à l'élever. [...] On l'a dit, on entend rarement parler de coalitions patronales, quoique souvent des coalitions ouvrières. Mais celui qui pour cette raison se figure que les coalitions patronales sont rares ignore absolument le sujet. Les patrons forment entre eux toujours et partout une sorte de coalition tacite, mais constante et uniforme, destinée à ne pas élever les salaires au-dessus de leur taux naturel². »

Il y a symétrie dans les coalitions : celles-ci ne sont pas le seul fait contre nature des compagnons et ouvriers, elles sont aussi l'œuvre des patrons, elles sont même plus le fait des patrons que des ouvriers, les unes étant bruyantes mais temporaires, les autres constantes et uniformes. Ici A. Smith (c'est du moins une lecture possible) n'est pas loin de la reconnaissance officielle du principe de la lutte de classes, donc du caractère nécessairement antagoniste du lien qui « unit » les capitalistes à ceux qu'ils exploitent. Pourtant son intervention ne vise pas du tout un tel but. Au contraire, l'universalité de la coalition ou association lui démontre son caractère en quelque sorte naturel, conforme à la nature : la réglementation parlementaire est un artifice contraignant,

2. *Ibid.*, p. 59.

une « *restraint* » ; si l'on veut suivre la nature, il faut laisser les individus, les sujets former à leur guise les associations et s'unir par contrats. Le droit de libre association, qui découle de la reconnaissance du caractère principal de l'individu, doit être accordé à tous, ouvriers ou patrons (ils sont *d'abord* sujets), et c'est son libre jeu qui doit déterminer naturellement le taux des salaires et... bien d'autres choses encore. Ou encore, la nouvelle science exige la liberté d'association pour tous, parce qu'elle refuse de la reconnaître comme le privilège d'un ordre ou classe en particulier : s'évanouit donc toute prise en charge de la détermination de classe au profit de l'abstraction du principe abstrait de l'individu-sujet.

Il faut donc lever la contradiction entre les exigences de la nature retrouvées par l'économie politique et l'artifice juridico-politique de la réglementation. Mais l'enjeu n'est pas seulement théorique (il y va de l'économie politique comme « science »), il est politique : libérer les compagnons de la tutelle corporative, laisser les ouvriers former librement des associations, donc autoriser les coalitions ouvrières, c'est créer un instrument dangereux pour la sécurité publique, pour l'Etat qui l'assure. D'un autre côté, le système corporatif est en fait caduc, etc. Le problème est donc posé en 1776, mais il n'est pas résolu. D'autant plus que les échos théoriques et pratiques rencontrés outre-Manche par le processus révolutionnaire français ne facilitent pas la tâche des « libéraux ». De fait, la formation de nombreuses associations politiques pro-jacobines, la multiplication des « syndicats » illégaux conduisent en effet le réactionnaire Pitt à faire passer le *Combination Act* de 1799. Comme l'a montré Thompson³, ces textes législatifs ne sont pas une innovation, mais un rappel intimidant des dispositions légales existantes qui concernent l'interdiction des associations, la seule nouveauté de l'*Act* consistant dans la prohibition hypocrite de toute association, hypocrite puisque, Smith le rappelait, on n'a jamais instrumenté contre les associations patronales tout aussi illégales que celles des ouvriers. Cette loi gêne le développement de l'organisation des ouvriers mais ne l'anni-

3. *The Making of the English Working Class*, p. 546 et s.

hile jamais, donc, avant comme après le *Combination Act*, le problème reste entier.

Il y a plus : non seulement les coalitions ouvrières, les associations illégales camouflées en caisses de secours légales, mais la très officielle campagne menée par les « libéraux » au nom de l'économie politique tant devant l'opinion publique qu'au Parlement en font une question brûlante de l'actualité. Ainsi, au Parlement, Joseph Hume ⁴ et ses amis, en particulier Mac Culloch ⁵, Francis Place ⁶. Comme l'écrit Halévy ⁷, « seul un régime de liberté en finirait avec cette lutte de deux classes artificiellement dressées l'une contre l'autre et ne laisserait plus en présence que des individus traitant pacifiquement de leurs affaires en hommes d'affaires » : ce qui est l'expression de la problématique du point de vue de l'économie politique et de lui seul. Point de vue qui triomphe au cours des années 1824-1825 avec la loi de 1825 qui « affirmait de nouveau l'abrogation de toutes les vieilles dispositions par lesquelles les coalitions étaient interdites » et « déclarait en outre pour plus de précision que le fait de se réunir pour discuter et fixer les conditions de travail [*for the sole purpose of consulting upon and determining the rate of wages and prices*] ne constituerait pas un délit ⁸ ». La loi de 1825 signifie immédiatement le droit d'association pour les ouvriers, mais aussi bien la fin des associations *ouvrières* : désormais les associations ouvrières deviennent des associations parmi d'autres ; des individus, des sujets y contractent avec d'autres individus, d'autres sujets ; leurs associations contractent avec d'autres associations. Ce qui faisait légalement de l'ouvrier un ouvrier, du patron un patron, c'est-à-dire la vieille réglementation corporatiste anachroniquement confirmée et aggravée par le *Combination Act* de 1799, une fois aboli,

4. Joseph Hume, radical ami de Bentham et de James Mill, représentant les intérêts des milieux d'affaires au Parlement, fait campagne pour la liberté de coalition.

5. Mac Culloch, éditeur de *La Richesse* de Smith, est le type même de l'économiste libéral.

6. F. Place, ancien ouvrier tailleur, d'abord jacobin, se rallie aux thèses de Bentham et de J. Mill, et manifeste son hostilité à l'action populaire de masse.

7. E. HALÉVY, *Histoire du peuple anglais*, Hachette, t. II, p. 190.

8. *Ibid.*, p. 194.

sur la scène il n'y a plus que des particuliers socialement inqualifiables. *Economica politica triumphans!* Il faut donc proclamer qu'à l'instar de l'Évangile libérant le juif de son judaïsme, le gentil de sa « gentilité » l'économie politique a émancipé l'ouvrier de sa classe, le patron de la sienne, pour promouvoir le sujet individuel dont c'est désormais un prédicat second, accidentel même (en vertu des hasards de la distribution), que d'être ouvrier ou patron, tout aussi second et accidentel que la camosité de son nez blanc par rapport à l'humanité de Socrate.

Une différence pourtant : pour être chrétien, il faut croire, seule la foi sauve, les œuvres n'y peuvent mais, et l'on croit ou non, affaire de cette distribution qu'est la grâce. Or l'économie politique n'est pas de l'ordre de la foi, mais selon ses prétentions discours scientifique. Donc croire que les classes naissent des hasards de la distribution en raison des libres rapports qui lient contractuellement les individus est une chose, le démontrer une autre. L'existence et la persistance, voire le renforcement d'associations *ouvrières* en dépit de la nouvelle loi imposent une question : l'ouvrier n'est-il ouvrier que secondairement, accidentellement, en va-t-il de même pour son patron ou bien n'apparaît-il pas avec la *classe ouvrière* quelque chose qui interdit la dissolution de l'ouvrier en tant qu'ouvrier dans l'abstraction du sujet individuel ? Auquel cas la protection des capitalistes par l'interdiction des coalitions et associations ouvrières tout comme la révocation de cette interdiction seraient secondaires par rapport à l'essentiel : l'existence des capitalistes, celle des ouvriers et leur rapport véritable tout différent de la présentation qu'en donne la « science » de l'économie politique.

Pour Thomas Hodgskin, le débat contemporain sur l'association n'est qu'un prétexte, non l'essentiel. Dans son texte publié dans le célèbre *Mechanic's Magazine*⁹ pendant l'été

9. Fondé par Hodgskin et Robertson en 1823, le *Mechanic's Magazine* s'adresse aux *mechanics*, c'est-à-dire aux ouvriers de la grande industrie sous la forme d'une revue hebdomadaire de vulgarisation scientifique.

1825, Hodgskin évoque certes le grand conflit qui oppose le capital et les ouvriers dans le débat *pro* et *contra* relatif à l'*Act* de 1799, mais son objet est ailleurs : il s'agit des rapports entre capitalistes et ouvriers, donc, pour parler le langage de Smith, du contrat qui s'établit lors de la fixation de la rétribution du travail ; par là même l'examen porte sur les réquisits de l'économie politique, dans la mesure où cette « science » (cf. la préface de la première édition des *Principles* de Ricardo) étudie les lois de la formation des revenus, donc les lois de la distribution. Quel critère, demande Hodgskin, doit présider à l'établissement du fameux contrat des économistes pour que celui-ci soit équitable et non un marché de dupes dissimulant plus ou moins bien un rapport de forces ?

Cette simple question requiert une *manière* de changement de terrain qu'exprime assez le titre même de la publication *Défense du travail contre les prétentions du capital*. Ce terrain n'est pas le cabinet molletonné ou le laboratoire paisible où s'édifient silencieusement, selon la mythologie bien connue, les connaissances scientifiques, mais un prétoire, donc le lieu bruyant voire tumultueux où deux parties contradictoires se présentent pour régler leurs différends (il en faut un pour paraître) par la convocation et la citation de témoins, la critique de leurs témoignages, etc., et ce dans l'attente d'un jugement impartial, objectif et tout et tout. On peut négliger

Comme le dit Halévy (*Thomas Hodgskin*, p. 80), il s'agit de fournir au lecteur tous les huit jours « des comptes rendus de toutes les nouvelles découvertes, inventions et améliorations avec illustrations ; des explications des procédés secrets des recettes économiques, des applications pratiques de la minéralogie et de la chimie ; des projets et des indications pour abrégier le travail ; des rapports sur l'état des arts industriels en Angleterre et dans les autres pays ; des biographies et quelquefois des portraits d'ouvriers fameux ». Mais rapidement le journal s'oriente en direction de la lutte pour les droits ouvriers, d'autant plus que, dès le 11 octobre, Hodgskin propose dans les colonnes de son journal la constitution d'une institution pédagogique prolongeant l'action orale du *Magazine* : le *London Mechanic's Institute*, où l'on apprendra non seulement la technologie, mais des rudiments d'économie politique. Cette injection d'économie politique pose aussitôt une question cruciale : Economie politique de qui ? selon l'expression de Thompson (*The Making of the English Working Class*, p. 818). La vie, en l'occurrence les radicaux, tranchera en rejetant Hodgskin de son journal, peu après la publication de la *Défense*.

pour le moment la nature toute rhétorique du tribunal auquel en appelle l'avocat Hodgskin (c'est l'opinion publique) et ne considérer que les parties en présence. Les parties ou plutôt la partie, puisque la *Défense* doit fonctionner, selon l'expression d'Hodgskin, non comme la contribution de Thomas Hodgskin aux débats d'une cour, non comme un témoignage, mais comme le discours même du plaignant, l'écrivain n'étant pas comme on dit l'auteur, mais l'interprète qui traduit en langage accessible ce que son client aurait peine à verbaliser, bien qu'il sache l'exprimer, et avec quelle éloquence ! par des grèves, des manifestations, etc. En effet, la *Défense* ne s'adresse pas aux ouvriers et aux capitalistes ou à ceux qui ne sont ni ouvriers ni capitalistes, donc à tout le monde, du haut d'un prétendu point de vue « universel » élevé comme tous les points de vue universels, parce que représentant une partie non prenante dans l'affaire ; au contraire, le discours d'Hodgskin est adressé par les ouvriers aux capitalistes, comme représentant leur point de vue à eux ouvriers, et lui seul. Donc non pas un discours « universel », mais un discours marqué du signe de la particularité : c'est une classe qui parle d'elle et des conditions réelles de sa lutte. Par là même on quitte le terrain neutre et impartial, bref objectif, du débat économique pour le terrain tranché par la contradiction sociale qui oppose réellement ouvriers et capitalistes.

L'adoption de ce point de vue, ou plus exactement son expression, transforme les conditions mêmes du procès puisqu'il permet de citer au banc des accusés celle qui, autrement, n'étant pas une personne *juris capax*, apparaît échapper à toute forme de procès : l'économie politique elle-même. En effet, celle-ci sanctionne comme universel et nécessaire, comme naturel, un ordre qui écrase les ouvriers et provoque leur résistance acharnée. Or cette résistance est un indice précieux : il remet en question la nature de cet ordre prétendu naturel, car on ne saurait sans délirer résister à ce qu'une science démontre comme vrai — *natura parendo vincitur*, disait le vieux Bacon. Il faut donc mettre en question les principes mêmes de l'économie politique et sa prétention même à la scientificité. Si le capital écrase le travail comme le démontre l'économie politique, c'est non pas en raison

de la nature véritable de l'économie découverte par elle, mais en raison directe de la *parenté* de l'économie politique et du capital. La « science » économique a plus pour fonction l'expression apologétique des prétentions capitalistes que l'explicitation rigoureuse de la nature de l'économique, à supposer qu'une telle nature existe. Par là même la *Défense* est le discours tenu par une classe sur l'économie politique démasquée comme discours théorique tenu par une autre classe pour justifier ses propres prétentions. Par là même, et pour simplifier, elle constitue, sinon la première (il y a la brochure de Ravenstone), l'une des premières critiques de la scientificité de l'économie politique, et ce en raison du point de vue auquel elle aspire : représenter la classe ouvrière.

Ici deux remarques.

La thèse ici esquissée semble impliquer à titre de corollaire inarticulé l'ignorance par les économistes classiques de ce même point de vue de la classe ouvrière, voire l'ignorance de la classe ouvrière elle-même. Ce qui est aussi inexact dans un cas que dans l'autre : il serait d'ailleurs facile de le démontrer en citant leurs analyses et prises de position dans l'affaire du luddisme ¹⁰, après Peterloo ¹¹, à propos du Combination Act ¹², ou des Poor Laws ¹³, sans excepter les nombreux

10. Ces événements sont des moments forts de l'histoire de la constitution du mouvement ouvrier anglais.

Le luddisme, du nom de Ludd, est un mouvement de carders dirigé contre l'introduction de nouvelles machines à carder, et donc pour le maintien d'un privilège féodal. Socialement ce mouvement, qui dure de mars 1811 à avril 1812 et se traduit par des bris de machines (son aspect le plus spectaculaire), est loin d'être homogène : on y trouve aussi bien des tisserands, c'est-à-dire des artisans employant du travail salarié et réclamant... le minimum des salaires, que des ouvriers, par exemple les ouvriers tricoteurs (*frame-works knitters*) qui ont un autre point de vue. Cf. THOMPSON, *op. cit.*, p. 569 et s., et KUCZYNSKI, *Les Origines de la classe ouvrière*, Paris, 1967, p. 53, 182.

11. Peterloo est la première grande manifestation ordonnée et consciente de classe du prolétariat anglais (5 août 1819). Manifestation violente et sauvagement réprimée (161 blessés à coups de sabre, dont plus de 100 femmes et enfants ; onze morts !) par un détachement spécial animé de la haine de classe : la *Yeomanry Cavalry* infiniment plus sanglante que les hussards réguliers. Cf. THOMPSON, *op. cit.*, p. 734 et s.

12. Sur le Combination Act, cf. *supra*.

13. Le débat sur les Poor Laws oppose la conception féodale de l'assistance publique au refus de celle-ci tel qu'il découle de la conception libérale. La fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e voient économistes

passages de leurs traités où il est question de la classe ouvrière, de la dureté de sa condition, du paupérisme, etc., mais l'accumulation des citations (un vrai sujet de thèse universitaire !) conduirait seulement à faire reconnaître chez les économistes un aspect « humain », c'est-à-dire sensible, généreux, optimiste, pessimiste (cf. le pessimiste Ricardo, l'optimiste Say, etc.), ce qui intéresse les valets de chambre psychologiques, non le fond de l'affaire : le point de vue de la classe ouvrière est-il ignoré des économistes ? *that's the rub.*

La réponse est positive en raison même du point de vue adopté par l'économie politique. Pourtant ce point de vue n'est pas immédiatement intéressé, il ne représente pas directement et consciemment les intérêts disons des capitalistes contre ceux des propriétaires fonciers ou des ouvriers, car il les représente *à son insu*. L'économiste classique ne ressemble pas au prêtre vu par les athées bourgeois du XVIII^e : celui-ci sait la vérité, et peut donc la dissimuler pour défendre tel ou tel intérêt, en premier lieu le sien. L'analogie ne vaut pas pour les classiques, elle sera sans doute vraie pour ceux que Marx décore du titre d'économistes vulgaires. L'économie politique classique ignore le point de vue de la classe ouvrière parce qu'elle ignore consciemment tout point de vue de classe, parce qu'elle en refuse *intentionnellement* la représentation en raison des déformations qui en sont la suite à l'intérieur même d'une exposition scientifique. Les défauts de l'économie politique passée, c'est-à-dire ceux du mercantilisme et de la physiocratie, mais surtout du mercantilisme, se résument dans l'introduction d'un point de vue de classe dans les considérations économiques : ici manufacturiers et commerçants, là « agriculteurs ». La science est au prix de l'abolition de ces points de vue partiels, par l'adoption d'un point de vue universel qui se subordonne ces points de vue partiels et

et politiques s'affronter sur ce point (cf. en particulier les prises de position de Malthus dans son célèbre *Essai sur le principe de population*, 1^{re} éd., 1798, et les commentaires d'E. HALÉVY, *La Révolution et la Doctrine de l'utilité*, thèse, 1900, p. 100-194). Le débat se terminera dans les années 1834-1835 par un bill : cf. *The Poor Law Report of 1834*, édité par les Checkland avec une importante introduction, Penguin Books, 1834.

partisans et par là éclairer les raisons déformantes de cette partialité au profit de la manifestation de la vérité telle qu'en elle-même. Ce point de vue universel est bien entendu celui de l'homme ou du sujet qui précède toute détermination de classe et permet l'homogénéisation de ce qui apparaît différent, foncièrement (c'est le mot) différent. Ici les utilitarismes de Hume, l'ami de Smith, de Bentham, le « radical » lié à tous les grands économistes, fournissent l'anthropologie universaliste qui permet, tout en en rendant compte, d'annuler les différences dans l'identité. Voici par exemple comment s'exprime l'*editor* de *La Richesse des nations*, Mac Culloch :

« Sur des questions évidentes et pratiques qui concernent leurs intérêts immédiats, les pauvres ont la même intelligence [*understanding*], la même pénétration et la même considération des conséquences que ceux qui sont riches. Il est en vérité contradictoire et absurde de feindre que si les travailleurs sont capables de gagner par un degré ordinaire d'application plus que ce qu'il leur faut, ils seront les seuls parmi les diverses classes de la société à dépenser l'excédent [*the surplus*] en orgies et débauches. Ils ont le même sens commun ; les mêmes passions, les mêmes sentiments, les mêmes principes que les autres hommes les conduisent ; et quand tel est le cas, il est clair qu'ils ne peuvent être généralement coupables d'une telle conduite sans réflexion¹⁴. »

Ce beau texte refuse donc et la spécificité ouvrière telle que les ouvriers pourraient l'exprimer et cette même spécificité telle que les bourgeois ne se privent pas de l'exprimer (ces gens-là ça ne pense qu'à se saouler et faire l'amour), le tout au nom de l'identité humaine retrouvée : quels qu'ils soient, tous les hommes, tous les « sujets » obéissent aux mêmes déterminants psychologiques, et les comportements apparents de classe se subordonnent à ceux-ci.

A cette condition et à cette condition-là seulement, l'économie politique est une science, et même *la* science puisqu'elle

14. « Combinations Laws, Restraints on Emigration », *Edinburgh Review*, vol. LXXVIII, p. 333 ; cité par COATS, *The Classical Economists and Economic Policy*, London, p. 150.

aboutit à la réconciliation universelle dans l'identité. Ce qui confirme en particulier l'extraordinaire diffusion de l'économie politique par les économistes eux-mêmes ou par des vulgarisateurs populaires du genre H. Martineau. Cet effort montre clairement qu'aux yeux des économistes comme des bourgeois « libéraux » l'économie politique n'est ni une technique d'enrichissement par accroissement du capital, ni l'art promu au rang de science d'exploiter les ouvriers, donc pas du tout un moyen d'asservissement ou d'assujettissement dont il serait dangereux de dévoiler les merveilleux mécanismes, mais au contraire *la* science qui analyse l'essence naturelle et invariable de la société et doit comme telle être enseignée aux bourgeois comme aux ouvriers.

D'où l'enseignement de cette discipline dès l'école primaire, d'où la présence de l'économie politique dans les programmes du *Mechanic's Institute* où T. Hodgskin devait l'enseigner mais dans un tout autre sens que celui prévu par les bourgeois « radicaux ».

Une conclusion s'impose, l'économie politique n'ignore pas le point de vue de la classe ouvrière, mais elle le réduit par son « analyse » à une essence où il perd sa spécificité et donc son caractère de point de vue, puisqu'il disparaît dans l'anthropologie du sujet, nuit abstraite où toutes les vaches sont noires et où l'on ne peut appeler un chat un chat.

Deuxième remarque. Le changement de terrain effectué par Hodgskin semble supposer de sa part et la reconnaissance du point de vue de la classe ouvrière et la renonciation consciente à l'anthropologie du sujet universel comme réquisit de l'objectivité de son discours.

1. L'affirmer serait aller très, trop vite en besogne en considérant que le rapport entre le point de vue de classe et la constitution des vérités scientifiques obéit à une loi magique à force d'être simple : la conversion des points de vue : la substitution du point de vue de classe conscient au point de vue aveugle car universel. Même si cette exigence est condition nécessaire de l'objectivité dans la mesure où elle repose sur le principe que toute pensée porte d'une manière ou d'une autre une empreinte de classe qu'il faut reconnaître pour

telle, pourtant elle n'est pas condition suffisante en ce sens qu'elle ne saurait spontanément produire les connaissances objectives elles-mêmes, mais seulement l'objectivité de ces connaissances objectives. Reconnaître en l'économie politique classique le discours d'une classe, celle des capitalistes, suppose effectivement l'adoption d'un point de vue disons avec bien des réserves « prolétarien », mais cette attitude reste insuffisante puisqu'elle peut conduire non seulement au matérialisme historique, mais aussi par exemple à une économie politique prolétarienne, à l'intérieur de laquelle le prolétariat fait valoir ses revendications spécifiques face aux prétentions des exploiters capitalistes, sans que pour autant ce discours mérite le nom de science : ce qui serait le cas si elle montrait le caractère historique des revendications prolétariennes, leur fonction symptomatique d'un antagonisme irréductible hors la médecine révolutionnaire de la dictature du prolétariat, etc.

2. Ce serait en l'occurrence méconnaître complètement le sens du propos d'Hodgskin ou plus exactement le sens *contra-dictoire* du propos d'Hodgskin. Contradictoire, parce que chez lui deux tendances sont en lutte et s'excluent réciproquement, en dépit des efforts de conciliation accomplis par Hodgskin, mais au prix d'un certain nombre de distorsions. Th. Hodgskin a su identifier en l'économie politique (pour lui des discours qui vont de Smith et J. Mill à Stuart Mill) le contraire d'une science, donc le discours intéressé par lequel une classe justifie comme naturel, donc comme nécessaire un système d'exploitation déterminé. Identification rendue possible parce que Hodgskin se veut *seulement* le porte-parole des ouvriers en lutte contre les lois qui protègent leurs exploiters capitalistes : ici éclate la tendance *Hodgskin = nous ouvriers*, et elle constitue par ses effets le meilleur de son œuvre, puisqu'elle permet pratiquement pour la première fois de démasquer l'exploitation capitaliste et la solidarité de l'économie politique avec celle-ci. Mais simultanément agit en Hodgskin *une autre tendance* contradictoire, bien qu'elle s'exprime dans le même combat avec les mêmes mots : lutter contre les lois qui protègent le capital, *c'est simplement définir le capital comme le résultat d'une loi*, donc comme une sorte

d'artifice qui recouvre la nature en la dénaturant, c'est opposer la loi selon la loi (justice légale) à la justice selon la nature (justice naturelle non écrite), selon un couple philosophique bien connu depuis Hésiode et Sophocle ; mais c'est surtout retrouver les termes mêmes à l'aide desquels les classiques (Smith et successeurs) définissent la position de leurs adversaires mercantilistes et autres, c'est *se rallier* au noyau constitutif de l'idéologie économique politique des classiques bourgeois : le Sujet, l'Homme, etc., et à son corollaire : la considération des classes sociales comme subordonnée, et partant l'élimination de la lutte de classes comme artifice au profit de l'harmonie naturelle des intérêts. La considération du rapport capital/loi ne met plus en scène la classe ouvrière contre la classe capitaliste, mais l'homme travailleur dans son rapport à un parasite contre nature créé par une loi artificieuse : *ici la lutte des classes, là Nature contre Loi.*

L'interférence de ces deux points de vue, leur combinaison intime permettent de comprendre comment chez Hodgskin l'on peut découvrir soit le point de vue de classe prolétarien soit autre chose : l'individu contre la loi, et par suite faire d'Hodgskin ou bien « l'inspirateur » génial de Marx (celui-ci n'en serait que le disciple suivant le mot déjà cité des Webbs) ou encore à titre de « socialiste ricardien » en compagnie de Thompson et de Bray un ancêtre anarchisant du communisme (utopique). Souscrire à l'une de ces appréciations au détriment de l'autre, c'est oublier la contradiction entre les deux aspects de la pensée d'Hodgskin, et c'est de manière plus générale oublier que l'adoption d'un point de vue de classe ne peut être « pure », c'est-à-dire absolue (l'allemand *rein* a heureusement les deux sens), puisqu'elle est toujours adoption d'un point de vue de classe *dans* la lutte de classe, donc que le point de vue adopté entretient toujours nécessairement un rapport avec son autre, cet autre n'étant pas ailleurs, mais ici, au corps à corps même, exactement comme au front l'ennemi n'est pas ailleurs, mais là où on se bat. Comme tout le monde Hodgskin n'échappe pas à cette dialectique universelle et l'intérêt de son étude réside dans l'illustration particulière qu'il en donne.

Vu du côté prolétarien, Hodgskin dévoile en la science économique le discours abusif qui justifie en les adossant à l'éternité des lois de la nature les prétentions du capital : l'économie politique n'est donc pas l'économie politique, mais économie politique au service du capital. Pour atteindre cet objectif, l'économie politique part de la *valeur* sous sa double forme, de l'argent, etc.

Pourtant, tel n'est pas le point de départ d'Hodgskin, même s'il retrouve pourtant ces catégories dans son discours. Il part du capital lui-même, plus exactement du capital tel que le définit la « science » économique. Ce choix tient évidemment aussi à la forme du texte ; un plaidoyer, une défense n'est pas un traité, mais surtout ce point de départ est imposé par la lutte des classes elle-même. En 1825, ce qui est en question ce ne sont pas les prémisses de l'économie politique, voire telle ou telle de ses catégories, mais la nature d'une classe identifiée et s'identifiant à la catégorie économique qu'elle incarne. Voici ce que dit, cité par Hodgskin, le capital fait chair :

« La terreur chassera le capital du pays » (Huskisson).

« Il faut protéger le capital. Si ces actions ne sont pas libres, si elles sont contrôlées par les corporations ouvrières, il quittera ce pays pour quelque autre pays plus favorisé » (marquis de Landsdowne).

Ce fétichisme qui transforme un rapport social de production en personne a l'avantage de mettre en scène l'enjeu de l'économie politique : le capital en personne, sans le réduire au rang de catégorie économique parmi d'autres et donc sans en neutraliser l'importance et la prééminence dans la situation anglaise de 1825. Le cœur de l'économie politique n'est pas le travail, la valeur-travail, mais le capital, et l'intelligence de notions comme travail, valeur-travail, qui ont leur place dans la science économique, est subordonnée au sens que celle-ci attribue au capital. En faisant « parler » le capital, Hodgskin décentre donc l'économie politique ou

plutôt la recentre en lui assignant son centre réel par rapport à tous les centres imaginaires qu'elle s'était donnés : l'économie politique a pour objet, pour objectif le capital et ses prétentions, et non point comme elle le croit ou fait semblant de le croire l'analyse « objective » de la répartition sociale des divers revenus en fonction de la diversité de leurs sources. Cette réorganisation exprime aussi bien le point de vue des capitalistes (il faut nous défendre, disent en chœur Huskisson et Landsdowne) que celui des ouvriers (c'est au capital qu'il faut s'attaquer) : elle traduit par conséquent la représentation consciente d'un point de vue de classe déterminé et de son autre et permet du même coup, en maintenant les réserves précédentes, une analyse objective.

Qu'est-ce que le capital ?

1. Réponse des économistes classiques : du travail accumulé, *objectif*, mort, comme en témoigne le mot anglais *stock* ; ne signifie-t-il pas et capital au sens technique du terme, par exemple dans le stéréotype « accumulation du capital », mais aussi réserve, provision, stock si l'on ose dire (dans les *Theorien über die Mehrwert*, Marx le rend heureusement par *Vorrat*) ? Bien sûr, l'étymologie ne fournit pas une preuve mais un indice : ce que la langue suggère les économistes classiques le mettent en évidence et l'approfondissent. Pour eux le capital a et doit nécessairement posséder le caractère d'une chose, sinon il ne saurait faire l'objet d'une accumulation, en raison de son incapacité à la mise en réserve. Fixe ou circulant, ce sont les deux seules catégories connues des classiques, le capital doit exister sous la *forme objet* à la manière de l'outil, du bâtiment, du grain, etc. Certes les économistes ne disent pas du capital qu'il est chose ou chose mise en réserve (les pignons accumulés en vue de l'hiver ne sont pas le capital de l'écureuil, même si ce sympathique rongeur est devenu, en violation de toute éthologie scientifique, le symbole de l'épargne dans notre société), *seul est capital du travail mis en réserve*. Ils n'oublient donc pas totalement (même quand ils lui consacrent comme Ricardo

une demi-page) le rôle du travail comme formateur de valeurs d'usage, supports matériels des valeurs d'échange, mais précisément ils détachent absolument ce rôle du travail des produits de son activité susceptibles d'être accumulés, et vont jusqu'à les opposer comme étant deux termes étrangers ; d'un côté il y a le capital condition *objective car accumulée* du travail (bâtiments, outils, matières premières, moyens de subsistance des ouvriers), de l'autre le travail vivant, *facteur subjectif* représenté par l'ouvrier en personne. D'où cette conséquence : puisque, dans l'échange contractuel entre le capital et le travail, le salaire est la rétribution du travail, mais que cette rétribution consiste en une *avance* par le capital de moyens de consommation par lui accumulés, il est juste, mieux il est naturel, en un mot il est scientifique que le capital reçoive à son tour la rétribution de sa propre contribution sous les espèces du profit, forme de revenu (ça re-vient) qui n'a rien à voir avec un prétendu salaire attribué au capitaliste en échange de ses services de surveillance et de direction¹⁵. Quant à la formation du capital enfin, elle a nom accumulation du capital et a pour seule cause le mécanisme tout psychologique et tout naturel, tout scientifique qui pousse certains sujets à économiser, épargner, réserver telle la fourmi, et d'autres à dépenser, prodiguer, épuiser, telle la fainéante mais chantante cigale de la fable.

2. Hodgskin critique le caractère *objectif* du capital, son caractère de chose qui permet la mise en réserve, en stock. Chose, objet, stock ont une propriété commune : celle d'être comme résultats. On peut reprendre à leur endroit le célèbre *Wesen ist was gewesen ist* : le capital est du travail, mais du travail *passé*, dit l'économiste, donc du travail antérieur, dont l'antériorité constitue la présupposition de l'échange contractuel capital/travail lors de la fixation du salaire. Si le capital est du travail passé, il faut donc qu'il existe *avant* le travail présent comme sa condition et sa présupposition, sinon il ne peut-être accumulé ou réservé faute d'exister.

Ici Hodgskin reprend le concept de division du travail pour le faire militer d'une façon tout à fait originale. Précisons

15. Cf. *supra*, A. SMITH, *op. cit.*, t. I, p. 43.

toutefois que le concept qu'il utilise est moins celui d'Adam Smith¹⁶ que celui de la pensée traditionnelle depuis Platon. Dans le célèbre chapitre qui ouvre *Richesse*, A. Smith expose les transformations fondamentales qui affectent le procès de travail lorsqu'il devient parcellaire et abstrait : le paradigme de la manufacture d'épingles illustre la fécondité de la nouvelle technique qui accomplit la destruction d'une fonction sociale qualifiée, le métier. La division du travail de Smith concerne la division d'un métier en ses éléments, non le rapport des métiers entre eux. Smith n'ignorait d'ailleurs pas ce rapport, mais il se contentait de le rapporter au principe de l'intérêt personnel bien compris qui, par le célèbre mécanisme rusé de la « main invisible¹⁷ », amène le sujet à contribuer librement au bien de tous. Dans sa *République*¹⁸, au contraire, Platon étudiait la division du travail comme *division des métiers* : une société, une « cité », ne peut être constituée d'individus réalisant chacun pour soi toutes les opérations destinées à satisfaire ce dont chaque

16. Bien entendu il n'ignore pas le concept de parcellarisation qui transforme analytiquement les opérations globales d'un métier en éléments simples et permet ainsi une accélération de la production et l'augmentation de la productivité. Hodgskin mentionne explicitement cet aspect, mais pour souligner combien il favorise dans la classe ouvrière le processus d'effacement du facteur subjectif du travail au profit de l'élément objectif : avec la parcellarisation, la dépossession ou désappropriation éprouvées par le travailleur se trouvent renforcées. En ce sens on peut dire qu'il subordonne l'analyse de la division du travail par Smith au concept antique de division du travail comme division de métiers en raison de la rectification introduite par le concept antique. Il interdit l'oubli du facteur subjectif, du travail vivant. Ce qui peut se lire de deux manières : 1. comme une sorte de nostalgie de la petite production artisanale et donc comme l'effet d'une dominante petite-bourgeoisie (cf. Proudhon), mais avec l'*avance* procurée par l'exemple anglais sur les émules français ; 2. comme une variation « historique » destinée à démasquer le fétichisme qui investit le travail et ses conditions objectives sous la domination du capital : en ce cas souligner le caractère subjectif du travail voilé par la parcellarisation, c'est représenter le point de vue des ouvriers et donc loin d'être à l'unisson de sociétés antérieures en cédant au romantisme économique, souligner le caractère transitoire (chez Hodgskin artificiel) de la société capitaliste, par là même représenter la tendance à venir de cette société. En fait ces deux interprétations s'entremêlent étroitement et contradictoirement comme toujours chez Hodgskin, pour des raisons ci-dessus explicitées.

17. A. SMITH, *op. cit.*, t. I, p. 400.

18. PLATON, *La République*, II, 369 a et s.

sujet a besoin ; il faut qu'existe « au départ » une différenciation des fonctions productrices ou des métiers dont le minimum fixé par abstraction est d'au moins cinq (un laboureur, un tisserand, un maçon, un cordonnier ou quelque autre artisan pour les besoins du corps¹⁹). L'intérêt de cette division est évident : au lieu que le tisserand consacre un quart de son temps à tisser, les trois autres quarts à labourer, maçonner, etc., il se contentera de remplir sa fonction de tisserand pendant tout son temps de travail, les autres en faisant autant et de la même manière. Considéré fictivement sur l'exemple fruste (une cité bonne pour des porcs nourris de glands, dit Glaucon²⁰) des cinq métiers, ou réellement dans l'extension d'une véritable cité, le concept platonicien de division du travail, mieux de la division des métiers, fait apparaître l'ensemble des fonctions productrices comme un système articulé d'activités *synchroniques*, dont la synchronie est la condition de succès ou d'échec : pour que la société soit viable, il faut et il suffit qu'un certain nombre de besoins qualitativement divers²¹ soient satisfaits *en même temps* par les produits de métiers divers. Il faut donc souligner comme caractère social essentiel de la division des métiers son caractère de *travail contemporain*.

Hodgskin reprend cette antique notion pour définir le moderne capital comme *travail coexistant*. Par là même il entend ruiner le caractère *objectif* du capital, condition de son accumulation primitive, celle-ci étant la présupposition ultime de la légitimité des revendications capitalistes, théorisées par les économistes, laquais bourgeois hypocritement parés des vertus de la rigueur scientifique.

Selon les économistes, le capital existe sous deux formes : le capital *fixe* et le capital *circulant*, la différence provenant de leur mobilité²² plus ou moins grande à l'intérieur de procès de production successifs, mais leur identité (ils sont tous deux

19. *Ibid.*, 369 d.

20. *Ibid.*, 372 d.

21. *Ibid.*, p. 369 b-c.

22. Mobilité déjà remarquée par les physiocrates et explicitée par Smith, mais en un tout autre sens : *Richesse des nations*, livre II, chap. 1, t. I, p. 243.

du capital) consiste en leur caractère d'*avances*, donc d'antériorité par rapport au procès de travail présent : garantir à l'ouvrier sa subsistance, lui donner les matières premières et auxiliaires de son travail (capital circulant), permettre au travailleur d'utiliser un temps déterminé les bâtiments, machines, outils, etc. (capital fixe), c'est toujours, à suivre la leçon de l'économie politique, *avancer du travail passé* susceptible pour cette raison d'accumulation. Et Hodgskin de citer :

J. MILL : « Le travailleur ne possède ni matière première ni outils. C'est le capitaliste qui les lui fournit. »

MAC CULLOCH : « Sans capital circulant le travailleur ne pourrait jamais s'engager dans une entreprise qui ne lui procurerait pas un revenu presque immédiat. »

SMITH enfin : « Avant que le travail puisse être divisé, il faudra accumuler quelque part une provision [*stock*] de marchandises d'espèces diverses en quantité suffisante pour que soit assurée la subsistance du travailleur et que lui soient fournis des outils pour exécuter son travail... Cette accumulation doit évidemment être antérieure au moment où il se mettra au travail pour si longtemps²³. »

Tous auteurs classiques qui attribuent au capital une modalité temporelle différente de celle du travail : le présent du capital c'est son passé, le présent du travail c'est au contraire son avenir ; ou encore l'être du capital c'est d'être puisqu'il a été, celui du travail c'est de ne pas être puisque son être présent se mesure à son être futur. Une sorte de métaphysique sous-tend donc la distinction essentielle du capital et du travail et permet de les désolidariser ; plus exactement une métaphysique de l'être et du temps maquille un rapport qui n'est ni d'être ni de temps, mais *d'exploitation*.

Pourtant les économistes eux-mêmes ont forgé l'instrument de leur réfutation. La réduction de la valeur d'échange à la quantité de travail dépensé (Ricardo) ou commandé (deuxième âge de Smith) oblige à considérer le capital comme

23. *Ibid.*, p. 241.

étant du travail, même si la correction, travail passé, accumulé, etc., détourne l'attention du rapport entre le capital et l'ouvrier pour rendre possible la pensée du capital *source* originale d'un revenu original (le profit), et la pensée du travail *source* spécifique d'un revenu spécifique (le salaire). En effet, si on reprend le problème non point « à l'origine », comme le veulent les mythologies bourgeoises de l'exploitation capitaliste (problématique de l'*Urakkumulation* ou *previous accumulation*) mais présentement, donc comme si la société capitaliste était la forme normale ou naturelle de la société, les choses apparaissent autrement.

Pour plus de clarté, il faut reprendre d'abord la notion capitaliste de capital circulant : dans l'article « Economie politique » du supplément de l'*Encyclopédie britannique* à laquelle se réfère la *Défense*, Mac Culloch l'appelle « la nourriture consommée par le travailleur et les vêtements qu'il porte ». En effet, en raison de la durée spécifique des marchandises, support matériel de ce qu'Hodgskin n'appelle pas un rapport social de production, la démonstration est plus aisée et son résultat plus évident. Comme le suggère la « définition » de Mac Culloch, le capital circulant recouvre en gros l'ensemble des substances nécessaires à l'existence de l'ouvrier, donc il consiste en moyens de consommation éminemment périssables quoique de manière inégale, une pinte de bière, voire deux ou trois disparaissent en un instant voire plusieurs, un costume, sauf celui du dimanche, qui chez l'ouvrier est aussi celui des funérailles, ne dure guère plus d'un an. Le capital circulant est donc du *capital à durée limitée* surtout si on le compare au capital fixe. Considérons donc le capital circulant du point de vue de l'économiste bourgeois : comme tout capital dont il est une espèce, le capital circulant est du travail *passé*, accumulé, réservé, une sorte de provision de travail ; c'est d'ailleurs pourquoi il peut être *avancé* à l'ouvrier lors du contrat qui fixe le salaire : à la fin de la journée, de la semaine, de la quinzaine, etc., vous recevrez contre le travail accompli les marchandises, fruit d'un travail passé qui sont mon capital circulant, dit le capitaliste éclairé par les lumières de l'économie politique et soucieux à son tour d'éclairer « son » ouvrier. Le capital circulant est

donc *avancé* parce qu'il existe *avant* la production, dont il constitue la présupposition non pas logique, mais chronologique.

Mais comment comprendre présentement cette antériorité sans recourir à la mythologie psychologue du sujet épargnant : le capital c'est pas de l'économie, mais des économies ? Il faut d'abord remarquer que les marchandises constitutives du capital circulant n'existent pas matériellement sous forme de provisions : il faut faire le pain chaque jour (le pain est quotidien), aucun capitaliste ne possède le pain d'une année voire de plusieurs sous la forme de pain ; il en va de même de toutes les marchandises qui permettent au capitaliste « d'entretenir » (c'est ainsi qu'il s'exprime) son ouvrier. Ces marchandises existent bien, mais sous la forme inaccumulable du travail en train de se faire, du travail présent. Pendant que le tailleur coupe son drap, ajuste une manche, pique un col, etc., le boulanger pétrit, enfourne, cuit le pain, le brasseur brasse sa bière, etc. Autrement dit, c'est *le travail contemporain* des travailleurs opérant dans d'autres branches de la production, plus exactement dans d'autres métiers, qui assure les diverses formes de la subsistance du travailleur de tel ou tel corps de métier déterminé : *il s'agit donc non du travail passé mais du travail coexistant*. Cette dernière expression, création originale d'Hodgskin, souligne l'impossibilité pour le capital circulant d'être du travail passé, c'est son aspect temporel, mais elle renvoie aussi à la division du travail entendue comme division des métiers et promeut au premier plan non le capital, facteur objectif, non le capitaliste, capital fait homme, mais le travail et l'ouvrier, éléments subjectifs de la production. Considérée comme un ensemble de producteurs organisés en branches en fonction de la satisfaction des besoins sociaux, la société tout entière assure par son travail coexistant sa propre reproduction, chacun travaillant à satisfaire un besoin, avec l'assurance que l'autre, tous les autres en font autant.

Qu'est-ce que le capital circulant ? du travail coexistant !

Démonstration facile mais peu convaincante. En prenant l'exemple du pain, du vêtement, etc., Hodgskin peut évidemment retrouver la division du travail comme division des

métiers, ce qui est précisément la forme antérieure à l'organisation capitaliste de la production. Certes le pain, la bière, le vêtement ne peuvent être stockés *longtemps à l'avance* par le capitaliste, mais la démonstration n'atteint alors que les conditions de production de ces moyens de consommation déterminés et elle ne saurait avoir d'efficace qu'à la condition d'être universalisable, donc de démontrer l'équation capital en général = travail coexistant. Il faut donc examiner d'autres éléments du même capital circulant, moins faciles à accumuler et donc à avancer. Ainsi — et ce n'est qu'un exemple —, ce qui intéresse le capitaliste dans le « contrat » salarial, c'est la qualification professionnelle de l'ouvrier (capacités intellectuelles, physiques, techniques et « morales »), bref tout ce qui est le résultat d'une éducation. On ne saurait objecter que les frais d'éducation proviennent de l'impôt et font partie de la note à payer par entre autres les capitalistes, puisque Hodgskin limite son exemple au cas de l'éducation ouvrière alors familiale, donc non publique. L'exemple est d'autant plus intéressant qu'il excède largement le cadre étroit d'une année et semble par là même constituer un bien particulièrement favorable à une accumulation antérieure. Or ce n'est pas le capitaliste qui paie l'ensemble des moyens nécessaires à la production de ce qui n'est qu'un ouvrier en puissance, mais le travail de ses parents sous la forme de leurs salaires : or avec les salaires qui permettent d'acheter les produits du travail du tailleur, du typographe, etc., les frais d'éducation renvoient non pas au fonds accumulé par la bienveillante et sage prévoyance des capitalistes mais encore une fois à la division des métiers et avec celle-ci au travail coexistant. Négativement, donc, aucun élément du capital circulant ne fait apparaître la nécessité d'une accumulation primitive, ni non plus d'une avance : *positivement tout capital circulant n'est que du travail coexistant.*

Il est inutile voire fastidieux de répéter la démonstration d'Hodgskin à propos du capital fixe. Le même principe conduit l'exposé : *le capital fixe est aussi et peut-être même davantage du travail coexistant*, puisque les instruments de travail, les installations, les bâtiments, etc., n'existent productivement, de l'aveu du capitaliste et de son valet de plume

l'économiste, que dans la mesure où ils fonctionnent productivement, donc sont animés, vivifiés par le travail vivant de l'ouvrier. En quoi le capital fixe est non seulement du travail, ce que reconnaît l'économiste, mais du travail coexistant, car le forgeron ne forge un soc de charrue qu'en raison de la certitude où il est du travail contemporain ou coexistant du laboureur, du meunier, etc.

Tout capital, mieux le capital considéré dans sa totalité est du travail coexistant. Donc selon sa réalité le capital renvoie seulement à l'ensemble des travailleurs répartis par la division du travail en division des métiers. Pourtant la réalité présente contredit absolument à cette réalité : la société capitaliste, et la science qui prétend en produire les lois le confirme rigoureusement, met en scène non pas des travailleurs aux activités spécifiées en métiers, ou plus exactement non pas seulement des travailleurs, mais plusieurs classes sociales différentes par les sources de leurs revenus : propriétaires fonciers, capitalistes et enfin ouvriers. En ceux-ci on reconnaît facilement des travailleurs, *les* travailleurs même. Mais que dire des autres ? Travailleurs qui ont travaillé *avant*, ou qui ont hérité de ceux qui ont travaillé, telle est la réponse de l'économie politique²⁴ ; réponse parfaitement insatisfaisante si tout capital est du travail coexistant, mais qui pourtant, par son exactitude même, rend compte d'un fait : le capital rapporte un revenu, le profit. Or tout le monde le sait depuis Smith : le profit n'est pas un salaire, pas même le prix du « travail » de surveillance et de direction du travail, puisqu'il varie avec la masse du capital engagé. Il y a donc des travailleurs dont le travail est source d'un revenu, le salaire, et des non-travailleurs qui jouissent d'un revenu dont la source ne peut être leur travail *bien qu'elle ne puisse être que du travail coexistant* conformément à la précédente démonstration. Il y a donc contradiction

24. Encore une fois nous laissons de côté le problème de la rente. Rappelons qu'Hodgskin a *toujours* suspecté la théorie ricardienne de la rente — ce qui est remarquable ; l'important ici reste la mise en question du capital comme source originale de revenu. Sur la rente, lire la lettre du 28 mai 1820, adressée par Hodgskin à Place, dans le livre d'HALÉVY, *Hodgskin, op. cit.*, p. 54-72.

entre le principe du travail coexistant et sa réalisation, et mieux ou pire cette contradiction est réelle, car inscrite dans la réalité.

A vrai dire, Hodgskin ne parle pas de contradiction, mais sait trouver le mot juste pour qualifier l'*inintelligibilité du capital* :

« On est presque tenté de croire que le capital est une sorte de nom cabalistique comme Eglise ou Etat ou n'importe quel autre de ces termes généraux inventés par ceux qui dépouillent le reste de l'humanité pour cacher la main qui les tond. »

Cabalistique est juste, si l'on entend par là impénétrable et mystérieux, car liant de manière contradictoire une cause et un effet qui ne peut l'avoir mais l'a pourtant pour cause. *Cabalistique* perd pourtant en densité si, comme le fait Hodgskin, on le contamine immédiatement par une interprétation très *aufklärerische* du mystère : de même que prêtres et rois conjuguent leurs efforts pour exploiter le mot dieu dont ils connaissent l'inanité et le vide, mais l'utilité lorsqu'il faut stupéfier les masses populaires, de même capitalistes et petits prêtres du capital, les économistes, uniraient leurs forces pour sauver par ce mot leur vrai dieu : le profit. La tromperie consciente et organisée n'explique pas la nature cabalistique du capital, car le trompeur est aussi trompé quand il trompe : loin de commettre volontairement une erreur, il cède et il ne peut que céder au prestige de l'*illusion*, celle que produit sur lui comme sur les autres agents de la société, du moins ceux qui sont soumis, assujettis aux pratiques et représentations capitalistes, le capital par sa nature même. Mais il faut corriger cette innocence du capitaliste et de son économiste en rappelant que cette illusion n'est pas universelle, bien qu'elle *tende* à l'être, faute de quoi elle ne serait pas connue comme illusoire : en quoi le capitaliste et son agent « scientifique » l'ont un peu choisie. Tout langage qui en fin de compte justifie la mauvaise explication religieuse du mystère du capital, de son caractère cabalistique.

Certes l'explication est mauvaise, comme l'est sans doute celle du mystère de la marchandise par son caractère fétiche

esquissée par Marx, qui souligne dans les *Théories sur la plus-value*²⁵ l'intérêt de la remarque d'Hodgskin. Mauvaises l'une comme l'autre d'un point de vue scientifique, elles font appel à une conception non scientifique de la religion²⁶ : ici les thèses des Lumières, là celles de *L'Essence du christianisme*. Mais, *pratiquement*, la mauvaise « explication » d'Hodgskin produit de « bons » effets : elle détruit la prétention à l'universalité du dogme enseigné par capitalistes et économistes. Une voix de fausset s'élève dans le concert des harmonies économiques et fait couac : Oyez ! le capital a son mystère, mais c'est pour mieux vous manger bonnes gens ! De même que selon les prêtres vous êtes tous égaux devant le dieu auquel vous devez vous soumettre, de même que selon les « politiques » vous êtes tous égaux devant l'Etat, figure temporelle de l'ordre éternel auquel vous devez obéir, de même selon l'évangile de Smith et Ricardo il faut vous soumettre au dieu-capital. Mais de même que le curé vit de la dîme, l'Etat de l'impôt, le capital vit du profit. En quoi le matérialisme du XVIII^e a du « bon » : personne ne croit plus que les dogmes religieux ou politiques sont universels, on y croit, on s'y soumet, ils ne sont pas objets de science. Donc assimiler les propositions de l'économie politique à un dogme, faire de l'économiste une manière de curé, c'est transformer la « science » en croyance, et donc la détruire en tant que science en la réduisant à un ensemble de thèses auxquelles croient les intéressés (c'est le mot juste). En ce sens, et *toutes réserves maintenues* quant à sa rectitude ou pureté théorique, la qualification du capital comme cabalistique et le recours à une idéologie de la religion mode XVIII^e sont quand même l'effet de la représentation du point de vue des ouvriers sur le capital, et c'est là un aspect positif inestimable.

Ce qui rompt en effet le cercle magique de la cabale économiste et capitaliste, ce n'est pas chez Hodgskin une « idée nouvelle » conçue sur le mode « créatif » du fonctionnement

25. K. MARX, *op. cit.*, t. III, p. 266.

26. Ici l'explication de Balibar est décisive : *Cinq études du matérialisme historique*, Maspero, 1974, p. 206-225.

bourgeois du cerveau²⁷ : que se passe-t-il si l'on interprète l'économique en termes de religion ? Hypothèse « géniale » qui transforme fondamentalement son domaine d'application. Pour que le transfert d'une théorie, mieux d'une philosophie de la religion, soit efficace, il faut qu'il réponde non à un bricolage d'écrivain, mais à une nécessité. Chez Hodgskin l'appel à la religion revue et corrigée par les Lumières n'est pas l'essentiel : l'essentiel réside dans *la découverte, nous ne disons pas l'explication, de l'origine du profit*. Or cette découverte renvoie à une pratique anti-économiste, c'est-à-dire à la lutte menée contre les dogmes de l'économie politique par les travailleurs, ouvriers et artisans. En effet tant le luddisme que l'ensemble fort divers des manifestations ouvrières qui suivent la fin des guerres napoléoniennes mettent à l'épreuve l'économie politique à travers la politique économique, non par des dissertations, mais par des actions violentes ou non (bris de machines, grèves, coalitions, tracts, brochures, etc.) qui viennent rompre la prétendue harmonie découverte par les « savants » et restaurée (puisqu'elle est naturelle) par les politiques. Ce manque d'universalité manifesté par le mouvement ouvrier anglais se faisant désigne le capital comme mystérieux, dieu caché (on le confondra avec son masque, les machines, mais pas longtemps) et comme non mystérieux : c'est un Moloch dont ses agents se servent non pour le nourrir, mais pour se nourrir, en faisant semblant de le nourrir. En quoi les travailleurs et leur porte-parole Hodgskin se comportent comme des athées face à la superstition : ils démasquent l'intérêt profond derrière le désintéressement périphérique. Il faut certes regretter le fait qu'Hodgskin n'ait pu traduire cette critique pratique de l'économie politique que dans les termes inexacts d'une philosophie de la religion, pourtant il reste avec Ravenstone l'un des premiers à faire parler les ouvriers contre l'économie politique, contre la politique économique qu'elle justifie.

Le capital est peut-être cabalistique, mais derrière le capital se tient le capitaliste, qui possède peut-être le secret

27. Plus modestes que les contemporains, les anciens croyaient que seul Zeus pouvait tirer une nouveauté de son seul cerveau !

du mystère. En effet le capital n'est qu'un moyen entre les mains du capitaliste, même si dans son unilatéralité cette proposition n'est pas exacte et si l'inverse est plus vrai. Le moment n'est pas venu de discuter ce point. Hodgskin a d'ailleurs raison dans les limites de son discours *anti-fétichiste* : le capital ne revendique pas contre le travail, ni le travail contre le capital, le capital n'est une personne que pour Huskisson et Landsdowne ses créatures, mais capitalistes et travailleurs affrontent leurs revendications spécifiques ; découvrir dans le capital le moyen du capitaliste, c'est dépasser le caractère-chose du capital pour faire apparaître, au-delà de la mystification cabalistique qui l'entoure de ses superstitions, un rapport social de production. C'est pourquoi Hodgskin se libère vraiment des contraintes de son interprétation religieuse lorsqu'il écrit, à propos du profit qui revient au capital fixe :

« L'utilité du capital fixe ne provient pas du travail antérieur mais du travail présent ; et il ne rapporte pas un profit à son propriétaire parce qu'il a été stocké, mais parce que c'est un moyen d'obtenir un commandement sur le travail. »

Ici l'on rencontre une nouveauté ; certes, on s'en souvient, la notion de commandement se rencontre chez Adam Smith et n'est donc pas nouvelle, mais Smith s'était contenté de découvrir l'effet perturbateur de la détermination de la valeur par le travail commandé en lieu et place du travail dépensé ; jamais il ne faisait vraiment apparaître la *signification sociale et politique* de ce commandement, jamais il n'identifiait explicitement la fonction du capital à celle de commandement sur le travail. En les identifiant, au contraire, Hodgskin abolit le masque fétichiste et dévoile le *rapport social* par lequel le capitaliste *contraint* l'ouvrier à lui rapporter un profit, puisque le commandement n'a d'autre finalité que la production d'un profit. Défini dans un autre langage, le capital est un rapport d'exploitation voilé par un rapport d'échange égal. En ce sens, le capitaliste, précise une note de la *Défense*, n'est pas meilleur que le baron féodal vampirisant ses serfs

en vue de la rente, il est même pire que lui puisqu'il n'apparaît pas comme ce qu'il est. Qu'est-ce que le capital ? un mot cabalistique qui cache la réalité d'une exploitation déterminée dont le but est le profit.

Derrière le capital, il y a le capitaliste. *Selon l'apparence* et selon l'économie politique qui traduit cette apparence en discours « scientifique » pour la transformer en essence naturelle, il est le *point de départ* de la production, puisque, sans capital avancé, sans travail accumulé, il ne saurait y avoir de production nouvelle et donc de reproduction. *Selon la réalité* manifestée par la résistance de la classe ouvrière, exprimée dans la brochure d'Hodgskin, le capitaliste n'est ni point de départ ni point d'arrivée de la production, mais seulement *l'intermédiaire (middleman) qui s'entremet entre les formes artificiellement séparées du travail coexistant* : il semble être la cause de la circulation et ne l'est pas, pourtant cette apparence, renforcée par le système des lois (par exemple contre les coalitions, etc.) et la répression anti-ouvrière (Peterloo), fonde la rétribution du capitaliste, c'est-à-dire le profit qui apparaît à côté du salaire comme rétribution du capital.

Avoir défini l'apparence et la réalité du capital et du capitaliste constitue le mérite essentiel d'Hodgskin. Encore faut-il préciser les modalités sous lesquelles Hodgskin présente sa découverte. Le capitaliste est bien dévoilé comme exploitateur, mais ce démasquage s'accomplit non dans le contexte d'une explication scientifique (matérialisme historique), mais d'une problématique éthico-juridique. Il ne faut pas l'oublier, la *Défense* n'est pas un traité, mais un plaidoyer qui expose les revendications des travailleurs, *leurs droits* face aux prétentions *injustes*, donc face aux faux droits des capitalistes, donc *au nom du droit* auxquels tous se réfèrent, capitalistes comme ouvriers. Il faut souligner cette *dominante juridique* (héritée naturellement de Godwin et de Bentham), car elle permet de comprendre pourquoi, au moment même où Hodgskin saisit l'exploitation capitaliste (commandement sur le travail en vue de l'extorsion du profit), il *nomme* ce mécanisme sans pour autant en saisir le concept avec toutes ses conséquences politiques, qui lui resteront toujours étrangères.

Conclusion qui reprend évidemment le parallèle saisissant établi par Engels dans la préface du livre II du *Capital* entre d'un côté Scheele-Priestley/Lavoisier, de l'autre Hodgskin et *alii*/Marx par rapport aux découvertes respectivement de l'oxygène et de la plus-value : *Hodgskin a découvert et n'a pas découvert la plus-value* : 1. il l'a découverte, puisqu'il a dévoilé dans le capital un rapport social de production : c'est le moyen qu'a le capitaliste d'exercer son commandement sur le travail de l'ouvrier en vue de lui extorquer le profit ; 2. il ne l'a pas découverte, non parce qu'il emploie le *mot* intérêt ou profit au lieu de plus-value, non parce qu'il emploie donc les formes transformées de la plus-value au lieu de celle-ci²⁸ — la question n'est pas de *mot*, mais parce qu'il saisit celle-ci à l'aide de catégories inadéquates qui sont celles de l'idéologie juridique. D'où l'ambivalence ou l'ambiguïté déjà soulignées de sa découverte qui exprime le point de vue de classe des travailleurs (leurs revendications spécifiques), mais les enferme à l'intérieur d'un système de représentations et de pratiques (condamnation de l'action violente) imposées par la forme dominante de l'idéologie dominante de la formation sociale anglaise des années 1812-1825 : l'idéologie juridique. Aussi la définition du capital comme moyen de commander au travail, définition qui correspond à l'expérience quotidienne de la classe ouvrière, cède le pas à une définition implicite qui transforme juridiquement la première et fait disparaître précisément l'antagonisme des classes. Hodgskin pose en effet la question : s'il est universellement *juste* que le travail rapporte une rétribution (l'égal contre l'égal), est-il également, c'est-à-dire universellement, juste que le capital, qui est en fait du travail coexistant, rapporte sous le nom de profit ou d'intérêt une rétribution à celui qui ne travaille pas, mais est propriétaire du capital ? Cette formulation où la justice fleurit a ceci de particulier que non seulement elle moralise au lieu d'expliquer, mais qu'elle marque

28. Il faut le dire pour tous les Raymond Aron qui n'ont jamais vu la plus-value et la définissent pour cette raison comme un concept aristotélicien (pauvre Aristote !) : le profit, la rente et l'intérêt sont les formes transformées de la plus-value, simple forme-valeur du surtravail extorqué dans le procès de production capitaliste !

un retour à l'idée d'une définition des classes par les revenus (justes ou non), ce qui est le propre de l'économie politique.

Cette problématique piégée fait tout l'intérêt d'une lecture de la *Défense*. Selon que la tendance jurisdisante et donc bourgeoise l'emporte sur la tendance ouvrière, selon donc l'aspect privilégié de sa contradiction, on obtient un Hodgskin individualiste, avide de justice, mais dans l'ordre, ou encore le courageux porte-parole de la classe ouvrière. En ce sens il n'a pas l'unilatéralité d'un Ricardo²⁹ pour évoquer le meilleur, ni la platitude d'un Bastiat pour citer le pire, mais au contraire une sorte d'« épaisseur » procurée moins par ses réponses et questions que par la double tendance qui habite contradictoirement les unes et les autres.

Il est inutile de s'attarder sur la théorie du profit et de l'intérêt développée dans la *Défense*. Le texte est clair et Marx l'a remarquablement commenté dans les *Théories sur la plus-value*³⁰. Ce qui doit retenir l'attention, ce sont les effets pratiques de la dominante juridique au niveau des solutions proposées : mieux encore que les analyses économiques de Hodgskin, elles font ressortir le caractère antagoniste des points de vue prolétarien et bourgeois.

Le premier résultat atteint par la *Défense*, c'est la disqualification de l'économie politique et de ses mots d'ordre : il n'est pas naturel que le capital rapporte un profit, c'est même une pratique contre nature ; l'économiste bourgeois qui affirme le contraire est un abuseur aussi trompeur qu'un prêtre vu par d'Holbach ou N. Boulanger. Hodgskin retourne donc contre l'économie politique classique ses propres arguments, ceux qu'elle emploie dans sa lutte contre le protectionnisme. Lorsqu'ils en appellent à la nature contre l'artificialisme, les classiques proposent une politique déterminée et les « lois » de leur « science » politique doivent se lire à l'impératif, comme autant de mots d'ordre politiques. L'inter-

29. En fait il n'y a jamais d'unilatéralité pure, mais une tendance à l'unilatéralité, et Marx s'est plu à le souligner sur le cas Ricardo. Ce que la tendance refoule apparaît, parce qu'elle le refoule, sinon elle ne serait pas tendance. On peut cependant parler d'unilatéralité, lorsque ce qui est dominé l'est presque complètement : tel est sans doute le secret de la froideur ricardienne.

30. Particulièrement t. III, p. 295 et s. de l'édition allemande.

vention d'Hodgskin montre précisément que *l'économie politique classique n'est que la théorie de la politique économique souhaitée par la classe capitaliste*³¹ : ce que lui montre son point de départ, la défense du point de vue des ouvriers.

Cette conclusion conduit nécessairement à la définition d'une autre politique, d'une politique nouvelle correspondant aux intérêts de classe des ouvriers. En tous cas elle devrait y conduire, c'était le jeu de la contradiction d'Hodgskin. Il ne s'agit en effet pour lui ni des intérêts ni de la classe ouvrière, même si les uns trouvent pourtant une expression inadéquate au travers des formulations conscientes d'Hodgskin. Parler d'intérêts d'une personne ou d'une catégorie sociale, c'est en effet suspendre tout jugement normatif en confondant volontairement le bien et l'utile : si le bien ne peut être que commun, affirme la tradition, puisqu'autrement il serait *un* bien et non *le* bien, l'intérêt est toujours un intérêt particulier, par exemple ce qui est bon/utile aux ouvriers par rapport à ce qui est bon/utile aux capitalistes et ce qui s'oppose donc, ce n'est pas le bien au bien mais des intérêts antagonistes. Cet antagonisme des intérêts exclut toute mesure commune et par là même tout droit, même si le droit, en proposant une mesure commune, camoufle précisément la dominante d'un intérêt déterminé³². Or Hodgskin n'en appelle pas d'intérêts à d'autres intérêts, mais du droit contre l'intérêt camouflé en droit par la loi (jeu de la superstructure juridico-politique). Les lois actuelles, c'est-à-dire les lois qui interdisent les coalitions ouvrières, sont des lois de classe qui reviennent à défendre comme *légitime* le profit capitaliste : elles représentent donc un intérêt. Au contraire, les revendications ouvrières traduisent un droit, c'est-à-dire, pense Hodgskin, une règle universelle artificiellement dénaturée : en effet la démonstration de l'identité du capital et du travail coexistant ruine la prétention au profit de l'entremetteur capitaliste et

31. Bien entendu l'économie politique n'est pas que cela. Mais le fait qu'elle soit capitaliste, découverte d'Hodgskin, permet de séparer ceci de cela, et donc de la transformer radicalement. Sur cette transformation, cf. E. BALIBAR, *Cinq études*, op. cit., p. 106-192.

32. Cf. les pages classiques de Lénine commentateur de la *Critique du programme de Gotha* (*L'Etat et la Révolution*, Œuvres, t. 25, p. 502 et s.).

restaure le travail comme source unique de la richesse (idéisme) et comme mesure universelle des rapports matériels entre les hommes. Puisque toute richesse est ou du travail manuel ou du travail intellectuel, tout le produit du travail devrait, doit appartenir aux travailleurs car ils y ont droit. Quel que soit le mode de répartition adopté (en nature, bons, etc.), c'est bien le droit qui s'oppose à une violation de ce même droit (l'appropriation privée sans contrepartie du produit du travail), à un parasitisme qui est au fond un vol. Il s'agit donc purement et simplement de rétablir légalement un droit : donc le problème est de justice et d'éthique.

Sont en cause non les intérêts mais le droit *non de la classe ouvrière mais des travailleurs*. L'expression de classe ouvrière n'a en effet de sens que subordonnée à la lutte de classe de la classe ouvrière, c'est-à-dire à une forme historiquement déterminée d'une lutte qui a pour enjeu le caractère de l'appropriation du surtravail. Dans la *Défense*, capitalistes et ouvriers s'opposent bien de manière antagoniste, et même à propos de l'appropriation du travail pourtant cet antagonisme ne prend pas tout à fait la forme de la lutte de classes. Un symptôme déjà évoqué est l'opposition droit des travailleurs/violation du droit de la part des capitalistes (du point de vue de la lutte des classes il ne saurait y avoir de mesure commune, donc de droit commun à l'exploiteur et à l'exploité, si ce n'est par déviation humaniste). Surtout, dans la *Défense*, le travailleur n'apparaît pas au lecteur sous les formes spécifiques que lui confère le mode de production capitaliste : *il reste un travailleur plus qu'un ouvrier*. Certes le travailleur est un support de la force de travail (la *Défense* parle naturellement de travail, non de force de travail), qu'il vend contre son salaire, mais Hodgskin n'insiste jamais sur l'effet de condensation/concentration auquel conduisent la manufacture puis la force productive caractéristique du mode de production capitaliste : le système de fabrique. Car cette concentration sur le lieu de travail sous le commandement unique du capital par l'intermédiaire de la coopération de machines substituée à la coopération de métiers ou de portions de métiers, à l'intérieur de la production, donc avant, mieux en dehors de toute détermination de la forme des

revenus (les salaires) contribue matériellement à transformer le travailleur en ouvrier. C'est en effet l'antagonisme pratique sur les lieux de la production qui se traduit, mais transposé en dehors de la production, selon une relation de cause à effet, tempérée dialectiquement par des mécanismes de rétroaction : la lutte pour de meilleurs salaires est au niveau de la détermination des revenus, donc de la circulation, l'effet d'une lutte dans la production qui oppose le capital à l'ouvrier. *Qui dirigera ?* cette question de pouvoir et donc, pour une étape historique, de *dictature* ne se pose pas en dehors de la production capitaliste, mais déjà en elle, car elle y trouve son fondement (problème de la dictature du prolétariat). Hodgskin reste indifférent, mieux aveugle à cette spécificité de la classe ouvrière, support de la dictature du prolétariat, car il ne veut considérer que le travailleur, c'est-à-dire celui qui travaille indépendamment des formes historiques ou modes assumés par la production.

Il faut ici souligner l'un des éléments de l'idéalisme de Hodgskin : la prise en charge du seul facteur *subjectif* dans le procès de travail. L'exaltation de l'activité du travailleur comme travail présent et coexistant correspond à la définition économiste du capital comme travail passé, accumulé. Pour employer le langage de Marx, là où les économistes définissent le capital comme du travail *mort* et négligent le rôle du travail *vivant*, dont ils font une source de revenus particuliers en dépit de l'identification de toute valeur à du travail dépensé³³, Hodgskin abolit, en tout cas minimise à l'excès la réalité du travail mort au profit du seul travail vivant, au profit de la seule activité présente du travailleur. Abolition qui lui permet de faire apparaître le profit comme le produit d'une extorsion de surtravail — côté positif et matérialiste de l'opération, mais qui se paie d'un idéalisme aux dangereuses conséquences. Comme le rappelle Marx aux rédacteurs du programme de Gotha, le travail n'est pas la *seule* source de richesse, la nature l'est tout aussi bien (Petty l'avait

33. Chez Ricardo entre autres on trouve même des exemples qui reposent sur l'utilisation de machines sans ouvriers ! Travail mort productif de travail vivant sans ouvriers, un phantasme bourgeois aussi beau que le mouvement perpétuel !

déjà laissé entendre) : le procès de travail comprend non seulement du travail vivant (consommation productive de la force de travail), mais aussi un objet de travail (matières premières et auxiliaires), et des moyens de travail, du travail mort, donc un facteur subjectif et des facteurs objectifs articulés selon des modalités historiques variables et dont la variation permet de distinguer des modes de production : ainsi, en mode de production féodal, l'objet du travail et les moyens de travail appartiennent éminemment au seigneur, mais réellement au serf attaché à la glèbe ; sous le mode de production capitaliste, au contraire, l'ouvrier est libéré, car séparé de la propriété des facteurs objectifs du travail. C'est pourquoi le matérialisme historique ne considère pas le travail ou une combinatoire abstraite d'éléments du travail, mais à l'intérieur de formations sociales des procès de production déterminés, aboutissant ou non à des modes d'exploitation, c'est-à-dire d'extorsion du surtravail, déterminés (corvée, profit, etc.). Au contraire, en dépit de quelques phrases sur la féodalité, le privilège accordé dans la *Défense* au seul facteur subjectif dans le procès de travail oblige Hodgskin à négliger la spécificité concrète des modes de production, au profit de l'abstraction du travail comme source unique de richesse. Cette négligence est idéaliste, parce qu'elle transforme le travail en création, l'ouvrier en *sujet* créateur, ce qui est le propre de l'idéalisme.

Par son ambiguïté (il permet de lutter contre les prétentions du capital, mais il interdit la voie d'une lutte de classe conséquente), cet idéalisme accule Hodgskin à un choix. La valorisation de l'aspect subjectif du travail et la reconnaissance du travail comme source unique de richesse peuvent en effet déboucher sur une solution communiste : déjà Owen, dans son célèbre *Report to the County of New Lanark* (1820), avait rappelé que « le travail manuel convenablement dirigé est la source de toute la richesse et de toute la prospérité nationale ³⁴ » ; il en tirait le principe d'une organisation coopérative originale où le salariat était aboli ; bien entendu le

34. Collection « Classiques du peuple », Ed. sociales, p. 92 ; Penguin Books, p. 201.

mode de réalisation était utopique, et les tentatives firent long feu, mais l'idée était lancée d'une liaison entre le principe du travail comme source de toute richesse et le communisme. Or ce n'est pas le communisme, ce n'est même pas la coopération que choisit Hodgskin, mais l'individualisme, et pour cette raison on peut parler de choix ³⁵.

L'orientation de ce dernier est dictée par la seconde composante de l'idéalisme d'Hodgskin : sa conception juridique, plus exactement la conception du droit à laquelle il se rallie, expression de la domination montante de la classe capitaliste dans la formation sociale anglaise des années 1825. Non que les expressions bourgeoises de l'idéologie juridique soient une, voire unifiées en 1825 : il n'est que d'examiner les différences entre les tenants du droit naturel, héritiers de la pensée de Godwin, et les réformistes tenants de la loi comme J. Bentham pour comprendre comment, quelques années ou quelques décennies avant l'édition de la *Défense*, le droit est encore plus que jamais le terrain d'âpres discussions. Or celles-ci reprennent la vieille dispute nature/loi héritée des sophistes antiques, mais renouvelée par la nouvelle figure philosophique et idéologique qui entre en scène avec les révolutions capitalistes anglaise et française : le sujet ou l'individu. La caractéristique de l'apparence prise par le tissu des rapports sociaux propres aux formations sociales à dominante capitaliste est de présenter non des rapports hiérarchisés de classes ou d'ordres (les hommes libres par rapport aux esclaves, les seigneurs d'église et d'épée par rapport aux bourgeois et aux serfs), mais des rapports égalitaires entre individus égaux susceptibles de lier ou non à leur guise ces rapports. Au commencement de la société, selon l'idéologie juridique bourgeoise, il n'y a pas un ordre dont les supports sont les membres (totalité organique), mais des sujets, des atomes au sens littéral du terme, qui composent ou non entre

35. La comparaison des solutions d'Hodgskin avec celles de W. THOMPSON, *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth most conducive to Happiness*, 1824, et surtout, du même, *Labour rewarded*, 1827, est très instructive : identité des points de départ, différence des conclusions, Thompson devenant de plus en plus coopérateur, Hodgskin de plus en plus individualiste. Cf. les précieuses indications de BÉDARRIDA, in *Histoire générale du socialisme*, P.U.F., t. 1, p. 290-293.

eux par l'intermédiaire du contrat. Celui-ci, fondement de la légalité et de la légitimité de la légalité, renvoie en dernière analyse à l'en deçà du contrat, le sujet. Or ce recours-retour au sujet individuel comme principe de la légalité contractuelle est susceptible d'une double interprétation : ou bien l'on affirme que toute loi est mauvaise, car elle limite le sujet et le dénature en l'assujettissant artificiellement à ce qu'il n'a ni voulu ni consenti, ou bien toujours à l'intérieur de la même conception l'on conteste telle ou telle loi, dans la pensée qu'elle est contraire au principe de l'individualité législatrice, et l'on en propose une autre. Dans un cas on obtient une variété d'anarchisme, dans l'autre une espèce et peut être même l'essence du réformisme (la révolution par la loi). C'est à la première interprétation qu'Hodgskin se rallie.

Ce ralliement a de quoi surprendre surtout à propos d'un texte qui engage non l'individu, mais les travailleurs dont Hodgskin se veut l'interprète. Sans faire appel à des publications postérieures, ni au retrait progressif de l'auteur vis-à-vis de l'engagement au côté des ouvriers (de 1846 à 1856 il participe à la rédaction très bourgeoise d'*Economist*), on peut atténuer cette réaction en remarquant l'espèce d'harmonie préétablie qui existe entre l'idéologie abstraite du travail considéré sous l'angle du seul facteur *subjectif*, et l'idéologie juridique du sujet source de tout droit et de toute loi. Harmonie et même identité puisque d'un même mouvement il y a destruction de l'antagonisme réel des classes et des conséquences politiques de cet antagonisme. Si, en effet, il n'y a de droit que par le sujet travailleur, la solution du problème réside dans l'universalisation de cette catégorie naturelle, mais cette universalisation ne prend pas de formes historiques spécifiques : elle est aussi bien progrès (par rapport à l'époque actuelle) que retour à une condition ancienne abolie par l'appropriation du sol et l'accumulation du capital. Par cette conjonction idéologique dont le centre est le sujet, l'histoire réelle, c'est-à-dire celle des antagonismes de classes, se trouve balayée au profit de la mise en valeur d'une essence éternelle (l'individu travailleur) qui n'existe qu'à titre d'exigence, de devoir être conforme au droit et à la morale.

L'aspect le plus surprenant de la *Défense* réside en effet

dans l'imprécision de ses conclusions. L'explication de l'extorsion capitaliste du profit entraîne la conclusion nécessaire qu'il faut en abolir les causes, tout comme on a aboli le prélèvement féodal en anéantissant les privilèges. Mais ce verdict a un sens *politique* précis, et d'autant plus précis qu'il concerne en premier lieu la classe ouvrière directement menacée par le Combination Act, prétexte de la brochure. Pour parler clairement, l'analyse d'Hodgskin *peut* déboucher sur la définition d'une politique *indépendante* de la classe ouvrière en tant que telle, avec à l'horizon quelque chose comme le moyen de cette politique : sinon un parti communiste, du moins un parti indépendant du prolétariat. Or cette possibilité est systématiquement rejetée : car elle n'est jamais entrevue. L'émancipation des ouvriers à l'égard de la domination capitaliste est pensée non comme émancipation de la classe ouvrière, mais comme émancipation de tous ceux qui travaillent. Quant aux moyens, ils se résument à l'*éducation* (espoirs insensés vite ramenés à la réalité) dans un développement à gauche des Mechanic's Institutes, donc dans l'un des moyens avancés non par les ouvriers, mais par le parti radical, c'est-à-dire l'organisation politique bourgeoise qui subordonne comme force d'appoint les intérêts de la classe ouvrière aux objectifs démocratiques bourgeois et petits-bourgeois. Certes Hodgskin envisage bien une sorte de coalition générale, mais *en passant*, et l'on ne saurait guère y voir une anticipation du mythe anarchiste de la grève générale. Si l'éducation apparaît comme le recours privilégié (la *Défense* est aussi un texte éducatif), c'est que l'éducation, ou plus exactement la conception bourgeoise de l'éducation, opère une réduction du politique à l'idéologique : dans la réalité, la politique comprend nécessairement la violence, du moins dans les sociétés de classes (puisque l'enjeu c'est l'extorsion du surtravail et la reproduction élargie de cette extorsion par l'Etat), ce qui devient, par la vertu de l'idéologie bourgeoise des idées, un vaste débat d'idées... En développant, comme le veulent les fondateurs radicaux du Mechanic's Institute, l'éducation des travailleurs, on développe le politique, mais dans le sens antipolitique, *relativement* inoffensif pour la bourgeoisie, de la lutte pour des idées par des idées.

Jugement qu'il faut immédiatement corriger, comme y invitent les démêlés d'Hodgskin à propos des programmes du Mechanic's Institute de Londres. Comme on sait, Hodgskin entendait y enseigner l'économie politique, mais selon ses conceptions, il prétendait donc démontrer aux ouvriers le caractère trompeur et intéressé de cette science, et aussi la justesse de ses propres idées. Les bourgeois radicaux (en particulier l'ex-ouvrier Place) ne s'y trompèrent pas et virent l'aspect dangereux de la tendance progressiste d'Hodgskin : ils le mirent proprement dehors³⁶. S'il est bon que les ouvriers connaissent l'économie politique — ce que reconnaissent particulièrement en 1825 les bourgeois radicaux —, c'est que l'économie politique doit leur apprendre leur fonction et leur place comme naturelles : elle doit réconcilier les ouvriers avec le capital, en leur montrant la cause de leurs erreurs. Telle n'était pas, en dépit des réserves faites ci-dessus, l'intention d'Hodgskin, et les radicaux surent le comprendre et le rejeter, bien que lui-même ne sût pas en tirer la seule conclusion juste : la défense des intérêts politiques du prolétariat comme classe et l'abandon de l'idéologie éthico-juridique du travail.

36. Cf. THOMPSON, *op. cit.*, p. 817-818.

CONCLUSION

Une chose est désormais claire : Marx n'est sûrement pas le disciple illustre de Thomas Hodgskin, du moins au sens où l'entendaient les Webbs. En effet leur boutade avait pour fonction de réintégrer la critique marxiste de l'économie politique dans l'économie politique en rattachant Marx à Ricardo par l'intermédiaire d'Hodgskin ; ce faisant, les découvertes de Marx devenaient des découvertes économiques, et *Le Capital* un traité d'économie politique, un nouveau traité, pour ne pas dire un traité marxiste d'économie politique. C'est peut-être vrai, mais en tout cas Hodgskin ne saurait en rien servir de chaînon manquant dans la filiation qui fait de Ricardo sinon le père du moins le grand-père de Marx : la *Défense* est le premier texte *anti-économiste*, ou l'un des premiers, que suscite l'opposition aux économistes sur la base de Ricardo. Donc si Marx entretient un rapport avec Hodgskin, rapport magistral ou autre, c'est pour d'autres raisons qui l'éloignent de Ricardo au lieu de le rapprocher. En quoi le mot des Webbs est intéressant par cet autre sens qu'il n'avait pas pour eux : rapporter Marx à Hodgskin, c'est abandonner une filiation continue entre Ricardo et Marx, et donc aussi bien rendre à Hodgskin une originalité qui le distingue et des économistes classiques (cela va désormais de soi) et d'une autre critique de l'économie politique tout aussi contemporaine, celle des socialistes utopiques. Ni économiste, ni socialiste utopique, telle serait la nouveauté d'Hodgskin, critique de l'économie politique en 1825.

Les socialistes utopiques entretiennent en effet un rapport à l'économie politique dans la mesure où la critique explicite de celle-ci est chez eux un trait permanent : il en est ainsi de Saint-Simon par rapport à J.-B. Say, et naturellement de

Owen vis-à-vis de Ricardo. Aux socialistes utopiques, l'économie politique fournit le matériau qu'ils peuvent ensuite élaborer en le travaillant à l'aide d'un instrument critique original. En effet, dans la mesure où la « science » économique explique la société capitaliste moderne, elle présente selon un ordre ou un désordre qui varie avec les auteurs divers traits de la réalité sociale qu'elle est seule à reconnaître : production, circulation, forme des revenus, etc. ; dans la mesure aussi où elle se veut science, elle s'interdit tout jugement de valeur concernant les phénomènes sociaux mis au jour ; pour elle il n'y a ni bien ni mal, donc pas de meilleur ou de pire, seulement des jugements scientifiques ou non. Cette exigence d'objectivité est la condition qu'il faut remplir pour obtenir la connaissance recherchée. Pourtant impossible de ne pas apprécier, donc de ne pas juger moralement, les divers phénomènes ainsi expliqués, d'autant plus que certains d'entre eux sont criants et appellent à la révolte : ainsi le monstrueux parasitisme des propriétaires fonciers, l'égoïsme féroce des capitalistes, l'épouvantable misère de la classe ouvrière, etc.

Ici intervient la critique des socialistes utopiques. Elle procède d'une *évaluation* des résultats de l'économie politique. Ceux-ci ne sont pas simplement des « faits », mais ils sont aussi bons et mauvais, négatifs et positifs. L'erreur de l'économie politique ne se situe pas au niveau de l'établissement des faits mais dans le préjugé qui consiste à les considérer comme également nécessaires : pas de développement capitaliste sans misère ouvrière, pas de grande propriété foncière sans destruction de la petite, dit l'économiste, sans comprendre que ces liaisons sont actuelles sans pour autant être nécessaires, l'actualité étant simplement mauvaise, un point c'est tout. Pourtant le remède est déjà là, et dans la réalité et dans l'économie politique : il suffit pour cela de trier, de séparer le mal du bien et d'opposer l'un comme le réel présent à l'autre comme l'idéal futur. Mieux, puisque la nouvelle « science » permet de connaître et le « mal » et le « bien », il ne faut même pas opposer le présent mauvais au futur meilleur, mais déjà opposer un présent mauvais à un présent meilleur, voire excellent. Car l'utopie proposée par les socia-

listes utopiques n'est pas pour demain, mais pour aujourd'hui ; elle est immédiatement réalisable : que les « industriels » prennent le pays en main, dit le Saint-Simon de la *Parabole*, que les capitalistes aient l'intelligence d'investir dans les phalanstères, demande Fourier, et une nouvelle ère commencera, marquée par l'existence réelle de la société idéale. Celle-ci peut certes varier dans son détail, mais elle reste toujours le complexe, immédiatement réalisable, de traits jugés positifs ou bons par une critique qui s'exerce directement sur l'économie politique : ici l'idéal, c'est la petite production artisanale, là une sorte de capitalisme sans crise ni misère, etc. Peu important ici ces variations, seul compte le procédé, la séparation du bon et du mauvais, caractéristique de la méthode critique des utopistes.

Bien entendu, les utopies socialistes comportent comme toute pensée une empreinte de classe, et nul n'ignore que les socialismes utopiques peuvent être distingués selon les revendications des classes dont ils sont l'expression plus ou moins fidèle : le *Manifeste* et la célèbre brochure d'Engels¹ ont éclairci ce point. Pourtant, parce qu'il caractérise toutes les idéologies, ce trait n'est pas spécifique des utopies socialistes. L'essentiel de la critique utopiste de l'économie politique réside plutôt, il faut le souligner, dans la dominante des catégories éthiques, dans son caractère de vision morale du monde. Celle-ci permet d'opposer, comme constituant deux mondes, la réalité et l'idéal immédiatement réalisable, et par là suppose un rapport absolument *extérieur* à la réalité qu'elle condamne et à la science qui en est la présentation. Ce qui est capital : la critique utopiste laisse en effet *totale-ment inchangée* l'économie politique, puisque sa fonction n'est pas de descendre sur son terrain, pour la transformer, mais de l'utiliser à des fins de protestation ou de révolte (les traits mauvais ou négatifs), ou enfin d'exaltation (ce qui est bon, positif). Pourtant cette critique n'est pas inutile en tant qu'indice des orientations des diverses protestations contre la société capitaliste et témoin des aspirations sociales des diverses classes opposées à cette société, mais le caractère

1. *Socialisme utopique et Socialisme scientifique.*

extérieur de cette critique lui interdit tout travail de transformation de l'économie politique.

Celui-ci se passe ailleurs et en particulier chez Hodgskin, qui se refuse à toute critique utopiste de l'économie politique, mais préfère descendre dans l'arène pour s'empoigner avec elle. Son propos en effet n'est pas d'un moraliste réfugié dans les sphères sublimes de l'intelligence du bien et du mal, mais d'avocat : il est l'avocat des prolétaires dans l'affaire historique classe ouvrière contre capital ; l'économie politique est là parce qu'elle est citée à comparaître comme témoin principal. Donc procédure inconnue avant Hodgskin : il ne s'agit pas de montrer le caractère inhumain, immoral, etc., de tel ou tel aspect de la réalité, reconnu nécessaire par l'économie politique — le tribunal n'est pas celui de la conscience éthique, mais celui de l'Etat britannique avec ses prisons, ses juges, ses fusilleurs (ceux de Peterloo) —, il faut faire dire à l'économie politique ce qu'elle est et la transformer de témoin en accusé. Donc il faut s'installer en elle pour la travailler au corps et lui faire rendre gorge comme seul peut le faire l'excellent avocat qui par sa cuisine de prétoire fait reconnaître la culpabilité d'un témoin considéré jusque-là comme irréprochable.

Mais ici un danger menace Hodgskin : à se faire policier, l'avocat court le risque de devenir mauvais policier, car truand ; à ne pas prendre de la hauteur comme les utopistes (la morale est toujours en haut !), à se colleter directement avec les économistes sur le terrain de l'économie politique, Hodgskin ne court-il pas le risque de se faire économiste en se livrant à une critique économique de l'économie politique ?

Car il y a une critique *économique* de l'économie politique. Toute l'histoire de cette discipline l'atteste, n'étant qu'une galerie de critiques économiques de l'économie politique : Smith contre le système commercial, Ricardo contre Smith, Malthus contre Ricardo, etc., pour rester classique. Ces rapports critiques sont économistes en ce sens qu'ils opposent des économies politiques : querelles de « spécialistes », querelles d'économistes en un mot qui ne sauraient être le fait d'Hodgskin, puisque tout au contraire celui-ci accuse les économistes et les appelle à la barre non pour faire

progresser leur « science », mais au contraire pour la démasquer en tant que fausse science, en tant qu'idéologie au service du capital.

L'originalité d'Hodgskin est donc d'être le premier ou l'un des premiers critiques *prolétariens* de l'économie politique, attitude qui est la seule manière, en dehors de l'économisme, de critiquer de l'intérieur la prétendue science. En effet, dans l'économie politique, on le sait, se joue une partie de lutte de classes. Ou bien, comme l'économiste, on prétend à l'impartialité et donc à représenter le tout, parce que l'on refuse un point de vue de classe déterminé (ce que Lénine, critique de Strouvé, appelait *objectivisme*²), ou bien, comme Hodgskin, sans quitter le terrain « économique », on l'aborde d'un point de vue de classe déterminé et l'on produit cet extraordinaire « bougé » des catégories économiques que constituent les thèmes de la *Défense*. Une telle procédure bouleverse en effet le schéma traditionnellement reçu chez les économistes en ce sens qu'elle définit la société capitaliste non comme un système de revenus divers, non comme une forme déterminée de circulation voire de production, mais comme le système d'exploitation dont le prolétaire est le mouton bon pour la tonte — ce que le prolétaire sait (il lutte contre) et ce qu'Hodgskin représente dans l'économie politique. Par là l'économie politique se trouve poussée hors d'elle-même, vers quelque chose d'entièrement neuf, mais tout aussi bien entièrement à constituer : la science des sociétés de classes considérées comme des formes d'exploitation dissimulées sous des rapports de circulation ou de production (tel est sans doute l'un des sens de l'éloge d'Engels dans la préface du livre II du *Capital*). Certes ce n'est pas encore le matérialisme historique, mais c'est tout autre chose que le ravaudage économiste des catégories économiques auquel se livrent depuis lors les « spécialistes » de tout poil. Avec Hodgskin, l'économie politique sort de l'impasse pour devenir, *mais critiquée*, l'une des sources ou parties constitutives du marxisme.

Donc, et l'on y revient, Marx serait en ce sens le plus

2. Cf. LÉNINE, *Le Contenu économique du populisme*, in *Œuvres*, t. 1, p. 433 et *passim*.

illustre disciple d'Hodgskin ? Voire ! Il faut se demander en effet pourquoi Hodgskin s'arrête alors qu'il est en si bon chemin. La réponse tient évidemment à l'obstacle épistémologique, mieux idéologique, qui *bloque* à un certain point le jeu de la tendance prolétarienne au profit d'une évasion/déviatation en direction des éthers sublimes de l'humanisme libéral petit-bourgeois et donc bourgeois tout court. Ce blocage renvoie lui-même au rapport inadéquat, car inégal, entre d'une part le développement théorique original relatif à l'exploitation et à la formation du concept de plus-value, et d'autre part le schéma politique proposé par Hodgskin, incapable de définir la politique de sa théorie. Qu'est-ce à dire, sinon que la politique produit en l'espèce un effet contradictoire : ici elle engendre un embryon théorique, mais là une pratique qui n'est pas la pratique de cette théorie embryonnée, mais une greffe monstrueuse dont l'efficace tératologique annule provisoirement les effets de la théorie.

D'où l'on peut tirer cette conséquence plus générale. Dans l'analyse d'Hodgskin, le blocage naît de la contradiction entre l'*avance* de sa théorie et le *retard* de sa pratique politique : l'avance tient à la dominante prolétarienne qui s'exerce sur les points de vue économistes bourgeois, le retard à un changement de dominante au profit du point de vue bourgeois de l'humanisme, la liberté en général, etc. Ici comme ailleurs, la loi de l'inégal développement produit son effet : l'analyse théorique et la pratique politique ne sonnent pas chez Hodgskin à la même heure : l'une avance, l'autre est en retard.

Hodgskin laisse donc derrière, mieux, devant lui cette tâche : résoudre la contradiction dans le sens du progrès, donc dans le sens de cette extraordinaire analyse qui entraîne l'économie politique en dehors d'elle-même vers le continent du matérialisme historique. Pour cela il « suffit » de combler le retard de la pratique politique sur la théorie. Mais la « simplicité » constatée après coup de cet ajustage ne doit pas faire croire à sa facilité. En effet la pratique politique doit être mise à l'unisson de la théorie, pour lui devenir adéquate : la réalisation de cette opération signifie donc non seulement la création du parti indépendant du prolétariat,

le parti communiste, mais aussi la production *continué* des concepts de l'analyse scientifique des sociétés, donc *Le Capital, critique (non économique) de l'économie politique*.

Bref, Marx ce n'est pas Hodgskin + le *Manifeste*, mais ce qui avance dans Hodgskin (analyse de l'exploitation), ce qui avance dans le *Manifeste* (nécessité du parti communiste), mais aussi le formidable travail de transformation opéré sur l'un et l'autre à partir de l'un et de l'autre, comme de l'expérience ou des expériences historiques en cours, tous éléments dont la fusion produit enfin cette théorie qui permet au prolétariat de se connaître (*De te fabula narratur !*) et de se fabriquer selon un processus sinueux et contradictoire la pratique politique adéquate à son concept, celle de la révolution socialiste par la dictature du prolétariat.

Ici l'on est très en avant d'Hodgskin, mais on ne saurait l'oublier, faute d'y perdre l'intelligence de cette pensée avancée, l'analyse d'Hodgskin joue ici partiellement un rôle *constitutif* ; pour le marxisme son intérêt n'est pas seulement rétrospectif, mais prospectif. Hodgskin n'a pas clos une période, comme c'était le cas de Feuerbach « terminant » la philosophie classique allemande. Il a certes clôturé la période *classique* de l'économie politique (après lui commence la période vulgaire), mais aussi et surtout, *dès 1825*, il a ouvert à sa manière la longue période de la constitution du matérialisme historique dans laquelle il se retrouve comme partie prenante, même s'il n'est pas le seul, même si, d'autre part, Marx et Engels ont attendu longtemps pour s'en apercevoir.

CHRONOLOGIE BIOGRAPHIQUE

Thomas Hodgskin naît le 12 décembre 1787.

1799 Il est embarqué par son père sur un navire ; la discipline de la marine royale le révolte.

1813 Publie *An Essay on Naval Discipline*. Fait la connaissance de F. Place.

1815 L'Amirauté lui donne congé ; il voyage en Europe à pied. Il se livre à une enquête sur la Prusse dont le plan est fourni par Mill et rédigé par Bentham.

1820 Voyage dans le nord de l'Allemagne. Lié avec Mac Culloch, il sert d'intermédiaire entre celui-ci et Place.

1823 Mill lui obtient une place de reporter parlementaire au *Morning Chronicle*.

1824 Le Parlement vote la loi sur la liberté de coalition. Fonde avec Robertson le *Mechanic's Magazine*. Appel en faveur des Mechanic's Institutes.

1824 Veut enseigner l'économie politique aux ouvriers dans le cadre du Mechanic's Institute de Londres.

1825 Publication de la *Défense*. Doit quitter la rédaction du *Magazine*.

1827 Publication d'une *Economie populaire*.

1832 Prend part au mouvement chartiste.

1846 Ecrit dans l'*Economist*, qu'il quittera en 1856.

1869 Meurt.

THOMAS HODGSKIN

DÉFENSE DU TRAVAIL
CONTRE
LES PRÉTENTIONS
DU CAPITAL

ou

l'improductivité du capital
prouvée en référence
aux coalitions actuelles des journaliers

Traduit de l'anglais par J.-P. Osier

Note sur la traduction de *Défense*

Le texte que nous avons traduit est celui de la réimpression de l'original, effectuée en 1922 par The Labour Publishing Company Ltd, Londres, précédée d'une introduction de l'historien G. D. H. Cole. Madame Annie Sussel, professeur agrégée d'anglais au lycée du Raincy, a bien voulu revoir notre version. Qu'elle soit ici remerciée de ses corrections diligentes.

Première édition, 1825, dans le *Mechanic's Magazine* ; réimpression par G. D. H. Cole, 1922, The Labour Publishing Company, Londres, 1922.

REMARQUE

Dans tous les débats sur la loi votée au cours de la dernière session du Parlement relativement aux coalitions d'ouvriers, on a fortement souligné la nécessité de protéger le capital. C'est pourquoi ce qu'accomplit le capital représente une question d'une importance considérable que l'auteur fut pour cette raison conduit à examiner. Cet examen l'a amené à cette conviction que tous les avantages attribués au capital dérivent du travail qualifié et coexistant. C'est pourquoi il semble à l'auteur qu'il est de son devoir de nier le fait que le capital ait une juste prétention à l'immense part du produit national qu'on lui accorde actuellement. Il a tenté de montrer que cette immense part est la cause de la pauvreté du travailleur ; et il ose affirmer que la condition des travailleurs ne pourra jamais être améliorée de manière permanente tant qu'ils ne sauront pas réfuter la théorie ni ne seront déterminés à s'opposer à la pratique de donner presque tout au capital.

A présent, dans tout le pays, il y a un grave conflit entre le capital et le travail. Dans presque tous les métiers, les compagnons se sont associés pour obtenir des salaires supérieurs, et leurs employeurs ont fait appel au législatif afin d'être protégés. Ce n'est pas seulement un conflit qui met en cause la résistance physique (qui résistera le plus longtemps ?), mais c'est une lutte d'argument et de raison. Les ouvriers peuvent forcer leurs patrons à accéder à leurs demandes, mais il leur faut convaincre le public de la justice de leurs revendications. Aujourd'hui la presse a une grande influence sur les questions publiques, et c'est de loin la partie la plus importante et la plus influente de la presse qui s'est engagée au côté du capitaliste. Pourtant, c'est en utilisant la presse et l'opinion publique que les compagnons doivent trouver leur voie jusqu'au législatif. Il est bien possible qu'ils épouvantent leurs patrons, et pourtant ils ne peuvent obtenir le soutien de personnes influentes qu'en faisant appel à la raison. Suggérer quelques arguments en faveur des travailleurs et les diriger contre le capital, tel est le motif principal de la publication de cette brochure.

Je pense que les travailleurs ont le très grand malheur d'être entourés de nations où la situation politique est pire que la nôtre, et où pour certaines d'entre elles le travail est encore plus mal payé qu'ici. Les travailleurs ont le malheur encore plus grand de descendre de serfs et d'esclaves. L'esclavage à titre personnel ou l'état de vilain existaient autrefois en Angleterre et tous les travailleurs vivants souffrent encore de la servitude de leurs ancêtres. D'où il suit que jamais nos revendications n'ont été soumises à l'épreuve des principes de la justice. Le législateur et le capitaliste ne cessent de comparer nos salaires et ceux des autres travailleurs. Et, sans faire allusion à ce que nous produisons — ce qui semble être l'unique critère selon lequel on devrait nous payer —, on nous condamne immédiatement comme insolents et ingrats si nous demandons plus que

ce dont jouissait autrefois l'esclave ou ce dont jouit actuellement l'esclave famélique d'autres pays.

Grâce à l'augmentation de notre habileté et de nos connaissances, le travail est actuellement probablement dix fois plus productif qu'il y a deux cents ans ; et, en vérité, il faut nous contenter des mêmes rétributions que recevait alors l'esclave. C'est au capitaliste et au propriétaire foncier que reviennent tous les avantages de notre perfectionnement. Lorsque, alors qu'on nous refuse toute part au produit que nous avons accru, nous nous associons pour l'obtenir, on nous menace de sanctions sommaires. On fulmine de nouvelles lois contre nous, et si on les trouve insuffisantes on nous menace de lois encore plus sévères.

L'association n'est pas un crime en elle-même ; au contraire, c'est le principe de cohésion des sociétés. Lorsque le gouvernement suppose que son existence est menacée ou que le pays est en danger, il nous appelle tous à nous associer aux fins de protection. Il dit pourtant par l'intermédiaire de Monsieur Huskisson que les associations d'ouvriers doivent être abattues. « C'est souvent qu'il a contracté des alliances avec d'autres gouvernements, ou qu'il s'est associé pour mener une guerre et verser le sang ; c'est souvent qu'il a appelé la nation tout entière à s'associer lorsqu'il s'agissait de piller et de massacrer les sujets innocents de quelque Etat voisin ; c'est souvent qu'on a amassé sur de telles associations toutes les épithètes du vocabulaire de la gloire. Au regard du gouvernement, aucune association ne semble injuste ou nuisible si ce n'est la nôtre, constituée en vue d'obtenir une rétribution convenable pour notre travail. Aux yeux d'un corps législatif composé exclusivement de capitalistes et de propriétaires fonciers qui ne représentent aucun intérêt si ce n'est le leur, c'est un crime atroce que nous tentions par tous les moyens d'obtenir pour nous, et pour que nos familles aient de quoi vivre, une part de notre propre produit supérieure à celle que nos patrons ont décidé de nous allouer. Les prêtres ont prédit tous les maux moraux qui jamais accablèrent une société, si nous continuons à revendiquer. Pour abattre les associations, ils se sont écartés de principes tenus pour sacrés depuis plus de deux cents ans. Ainsi ont-ils fait une loi qui nous livre aux magistrats comme des vagabonds et des voleurs, et l'on doit nous condamner presque sans nous avoir entendus, et sans le privilège et la formalité d'un procès public.

Tout ce qu'on nous a contraints d'endurer, tout ce qu'on nous a fait souffrir, a été fait pour le profit du capital. « La terreur

chassera le capital du pays », dit Monsieur Huskisson, « et, si on ne les arrête pas à temps, les ouvriers dévoyés iront à la ruine et nous ruineront ». « Il faut protéger le capital », dit le marquis de Lansdowne. « Si ses actions ne sont pas libres, si elles sont contrôlées par les corporations ouvrières, il quittera ce pays pour quelque autre pays plus favorisé. » A en croire ces hommes politiques, c'est le capital qui a fait progresser l'Angleterre, c'est l'absence de capital qui est la cause de la pauvreté et des souffrances de l'Irlande. Sous l'influence de telles idées, aucune loi pour la protection du capital n'est jugée trop sévère ; peu de gens sinon personne, à l'exception des travailleurs, trouvent déplacée ou injuste cette manière si à la mode de mépriser leurs revendications et de se gausser de leur détresse.

En fait, le corps législatif, le grand public et particulièrement nos employeurs statuent sur nos revendications en se contentant de se référer à la condition antérieure du travailleur, ou à sa condition dans d'autres pays. Il faut être satisfait, nous dit-on, puisque notre situation n'est pas tout à fait aussi mauvaise que celle de ces loqueteux de paysans irlandais qui souffrent sous un système encore plus cruel que celui qui nous afflige. C'est par eux aussi que nous sommes destinés à souffrir ; car on les importe ici en masse et ils font baisser le salaire de notre travail. C'est pourquoi nous ne pouvons avoir aucun espoir de convaincre le public ou de faire venir le rouge aux joues de ceux qui s'enrichissent de nos peines et qui bafouent la pauvreté ou les souffrances qu'ils produisent, en se référant aux usages de toute autre société, que ce soit dans le passé ou de nos jours. Pour obtenir d'être mieux traités, les travailleurs ne doivent plus tenir compte des habitudes mais des principes. Nous ne devons pas considérer la manière dont on a autrefois rétribué le travail ou celle dont on doit le rétribuer aujourd'hui dans d'autres pays, mais nous devons montrer comment il devrait être rétribué. Voilà une tâche, je l'admets, difficile, mais, la condition antérieure du travailleur dans ce pays et sa condition actuelle dans d'autres pays ne nous livrant pas de critère auquel nous puissions ou devons nous référer, il nous faut tenter d'accomplir cette tâche.

Les revendications du capital, je le sais bien, sont sanctionnées par un usage presque universel ; et, aussi longtemps que le travailleur ne s'est point senti lésé par elles, il était inutile de leur opposer des arguments. Mais à présent, alors que la pratique provoque la résistance, nous sommes tenus, si cela est possible, de ruiner la théorie qui la fonde et la justifie. C'est donc contre

cette théorie que mes arguments seront dirigés. Pourtant, une fois réglée la question des revendications du capital ou du travail, nous n'aurons fait qu'un pas en direction de notre but : la connaissance de ce que devrait être actuellement le salaire du travail. Quelques-uns de mes camarades travailleurs, j'en suis persuadé, s'attaqueront aux autres aspects de ce problème, pour ma part je me contenterai à présent d'examiner les revendications des capitalistes en tant qu'elles sont soutenues par les théories de l'économie politique.

Je concède le caractère quelque peu abstrus du sujet, mais les travailleurs doivent comprendre et pouvoir réfuter les idées reçues relatives à la nature et à l'utilité du capital. Les salaires varient en proportion inverse des profits ; ou encore les salaires montent quand les profits baissent, et les profits montent quand les salaires baissent ; et ce sont par conséquent les profits, ou la part prise par le capitaliste sur le produit national, qui s'opposent aux salaires, ou part du travailleur. La théorie qui fonde la revendication des profits, et nous propose le capital et la gestion du capital comme source principale du progrès humain, voilà, dis-je, ce que les travailleurs doivent examiner dans leur propre intérêt, et être capables de réfuter avant de pouvoir nourrir le moindre espoir d'améliorer leur propre condition, de manière durable. Il est vrai qu'ils sont eux si satisfaits de savoir que toute la richesse de la société est produite par leurs efforts qu'ils n'ont jamais éprouvé aucun doute à ce propos. Pourtant tel n'est pas le cas pour d'autres, et chaque fois que les travailleurs revendiquent des salaires plus importants, ou chaque fois qu'ils s'associent pour obtenir justice, le corps législatif et la presse ne leur parlent guère ou peu de la nécessité de rétribuer le travail, mais beaucoup de la nécessité de protéger le capital. C'est pourquoi ils doivent être capables de montrer que la théorie est vaine qui fonde les intérêts du capital et toutes les lois oppressives faites pour le protéger. Voilà un motif qui, je l'espère, les poussera à essayer de comprendre les observations suivantes, car si je me permets de les diriger ce n'est pas tant pour montrer ce qui devrait revenir au travail que ce qui devrait être refusé au capital.

« Le produit de la terre, dit M. Ricardo, TOUT ce que l'on tire de sa surface par l'application conjuguée du travail, des machines et du capital est partagé entre les trois classes de la

communauté, c'est-à-dire le propriétaire foncier, *le possesseur du capital nécessaire à la culture du sol* et les journaliers dont le travail permet cette culture¹. »

« Il va de soi, dit Mac Culloch, qu'il n'y a que trois classes toujours directement concernées par la production des marchandises : les *travailleurs*, les *possesseurs de capital* et les *propriétaires fonciers*. C'est donc à eux que doit principalement appartenir tout ce que l'on tire de la surface de la terre ou de ses entrailles par l'application conjointe du travail immédiat et du capital ou travail accumulé. Les autres classes de la société n'ont d'autre revenu que celui qu'ils tirent de gré ou de force de ces trois classes. »

Les proportions selon lesquelles la *totalité* du produit se partage entre ces trois classes sont, dit-on, les suivantes : « La terre possède différents degrés de fertilité. » « Quand, dans l'évolution de la société, on se met à cultiver une terre de qualité médiocre (d'un degré de fertilité inférieur par rapport à la terre cultivée auparavant), la rente commence immédiatement sur la terre de meilleure qualité et son montant dépend de la différence de qualité entre ces deux parcelles de terre. » Donc la rente, cette quantité du produit total du pays qui va aux propriétaires fonciers, est, à n'importe quel stade de l'évolution sociale, cette partie de ce produit obtenue dans chaque région, appartenant à une nation politiquement organisée, plutôt que celle qui est tirée de la terre la *moins* fertile cultivée par cette nation ou lui appartenant. C'est le produit plus important de toute la terre qui se trouve être plus fertile que la moins fertile des terres cultivées. Produire ce surplus ne briserait pas les reins du travailleur, mais l'abandonner ne lui briserait pas le cœur. Ce n'est donc pas la part du propriétaire foncier qui maintient le travailleur dans sa pauvreté.

Suivant cette théorie, la part qui revient au travailleur sur le produit d'un pays est constituée par « ce qui est nécessaire et suffisant à l'entretien du travailleur et de sa famille ; c'est-à-dire cette quantité nécessaire pour permettre aux travailleurs, l'un dans l'autre, de subsister et de perpétuer leur espèce sans l'augmenter ni la diminuer ». Quelle que soit la vérité de cette théorie sous d'autres aspects, on ne saurait douter de sa justesse sur ce point particulier. Les travailleurs ne reçoivent et n'ont jamais reçu que ce qui est nécessaire et suffisant à leur entretien, les propriétaires fonciers reçoivent le surplus produit sur les terres

1. *Principles of Political Economy*, 2^e éd., préface, p. 1.

plus fertiles ; quant au reste du produit intégral du travail, dans ce pays et partout ailleurs, il va au capitaliste sous le nom de profit produit par l'utilisation de son capital.

Le capital qui absorbe ainsi la totalité du produit d'un pays à l'exception du simple entretien du travailleur et du surplus produit sur les terres fertiles est « le produit du travail », « est marchandises », est « la nourriture que l'ouvrier mange, les machines qu'il emploie » ; de telle sorte que, une fois procurée notre subsistance et payée la rente du propriétaire foncier, nous sommes obligés de donner cette énorme part de tout le produit du pays pour le privilège de manger une nourriture que nous avons nous-mêmes produite, et d'employer notre propre habileté à produire davantage. Le lecteur le supposera, *le capital* doit avoir quelques propriétés merveilleuses si le travailleur le paye un prix aussi exorbitant. En fait, ses revendications sont fondées sur ses merveilleuses propriétés, et j'entends pour cette raison diriger spécialement l'attention du lecteur sur celles-ci.

Plusieurs excellentes personnes, auxquelles nous devons tous respect et estime, voyant que le capital obtenait toute cette part importante que j'ai mentionnée, voulant selon toute apparence plutôt défendre et expliquer l'ordre présent de la société que s'assurer des possibilités de l'améliorer, plusieurs personnes ont tenté de mettre l'accent sur la manière dont le capital favorise la production. J'extraierai de leurs écrits quelques passages qui en expliquent ses effets. Il faut pourtant que je supplie le lecteur de ne point penser que je le fais dans un but désobligeant. La seule raison pour laquelle je choisis ces auteurs, comme représentants des économistes, c'est qu'ils sont de loin les soutiens les plus éloquents et les plus efficaces de la doctrine que je n'approuve pas.

Mac Culloch écrit : « L'accumulation et l'emploi des deux formes de capital fixe et circulant sont absolument nécessaires pour élever une nation sur l'échelle de la civilisation. Et c'est seulement par LEUR CONJONCTION PUISSANTE ET ACTIVE que la richesse peut connaître une production accrue et une diffusion universelle ². »

Il poursuit : « C'est pourquoi la quantité d'industrie non seulement s'accroît avec l'augmentation du capital qui la met en mouvement ; mais, en conséquence de cette augmentation, la division du travail s'élargit, se renouvelle, des outils et des

2. Article « Economie politique », in supplément à *Encyclopedia Britannica*.

machines plus puissants sont inventés, et ainsi on rend la même quantité de travail capable de produire une quantité infiniment plus grande de marchandises.

Non seulement le capital permet de diviser le travail, mais il contribue à le faciliter et à produire de la richesse des trois manières qui suivent :

Premièrement : il nous permet d'exécuter un travail qu'on ne pourrait exécuter sans lui, ou de produire des marchandises qu'on ne pourrait produire sans lui.

Secondement : il épargne du travail dans la production de presque toutes les espèces de marchandises.

Troisièmement : non seulement il nous permet d'exécuter le travail plus rapidement, mais il nous permet également de l'exécuter mieux. »

Moins précis, le compte rendu que donne M. Mill de ces effets est encore plus stupéfiant. « Le travailleur, dit-il, ne possède ni matières premières ni outils. C'est le capitaliste qui les lui *fournit*. Contre cette *fourniture*, le capitaliste *attend* naturellement *une rétribution*. » Suivant cet exposé, le capitaliste fournit au travailleur, et c'est la seule raison pour laquelle il attend un profit. Dans d'autres chapitres de son livre, ce n'est pas le capitaliste qui fournit mais le capital qui travaille. Il parle du capital comme d'un instrument de production coopérant avec le travail, comme d'un agent actif s'associant au travail pour produire des marchandises, et ainsi il se contente lui-même et tente de prouver au lecteur que le capital a des droits sur toute cette immense part du produit qu'il reçoit en réalité. Il attribue donc au capital un pouvoir d'accumulation. Ce pouvoir ou cette tendance à l'accumulation, ajoute-t-il, est inférieure à la tendance à augmenter de la population — et lui et d'autres auteurs ont fondé sur cette différence entre ces deux tendances une théorie de la société qui présente notre pauvre mère nature sous un jour défavorable.

Sans me donner la peine de citer davantage ces auteurs ou de rapporter l'opinion d'autres écrivains, je vais EXAMINER LES EFFETS DU CAPITAL ; ET JE COMMENCERAI PAR LE CAPITAL CIRCULANT. M. Mac Culloch dit : « sans capital circulant », et il entend par là la nourriture consommée par le travailleur et les vêtements qu'il porte, « le *travailleur* ne pourrait jamais s'engager dans une entreprise qui ne lui procurerait pas un revenu presque immédiat ». Il affirme ensuite que « cette division du travail est une conséquence de l'accumulation antérieure du capital », et de citer le passage suivant du Dr Smith comme exprimant parfaitement son opinion :

« Avant que le travail puisse être divisé, il faudra accumuler quelque part une provision de marchandises d'espèces diverses, en quantités suffisantes pour que soit assurée la subsistance du travailleur et que lui soient fournis des outils pour exécuter son travail. Par exemple, un tisserand ne saurait se consacrer à son travail particulier si lui-même ou quelque autre personne n'a pas auparavant accumulé quelque part des réserves suffisantes pour l'exécution de son travail, et cela non seulement jusqu'à ce qu'il ait terminé son tissu, mais jusqu'à ce qu'il l'ait vendu. Cette accumulation doit évidemment être antérieure au moment où il se mettra au travail pour si longtemps³. »

Le seul avantage du capital circulant, c'est que, en assurant au TRAVAILLEUR sa subsistance présente, il lui permet d'orienter ses facultés au mieux. IL a le temps d'apprendre un métier, et son travail est rendu plus productif quand il est dirigé par l'habileté. ASSURÉ de sa subsistance immédiate, il peut constater avec certitude, grâce à ses connaissances innées et acquises particulières et en se rapportant aux besoins de la société, quelle est la meilleure méthode de travail, et il peut travailler selon cette méthode. N'était cette ASSURANCE, il n'y aurait pas de pensée continue, d'invention, ni de connaissance autres que celles qui seraient nécessaires à la satisfaction de nos besoins animaux immédiats. Le tisserand, je l'admets, ne pourrait pas achever son tissu, ni le charpentier commencer à construire un navire, s'il ne SAVAIT que, pendant ce travail, il sera à même de se procurer de la nourriture. Un marchand ne pourrait certainement pas s'embarquer pour l'Amérique du Sud ou les Indes orientales s'il n'était ASSURÉ que, durant son absence, lui et sa famille pourront trouver de quoi vivre et qu'à la fin du voyage il sera à même de payer tous les frais encourus. C'est cette assurance, cette connaissance, cette certitude d'obtenir une subsistance et une rétribution qui permet aux hommes d'entreprendre des opérations longues et compliquées et qui les y pousse ; les hommes tirent-ils cette assurance d'un capital de marchandises déjà fournies épargnées sur le produit du travail antérieur et prêt à les payer, ou de quelque autre source, voilà la question.

J'ENTREPRENDRAI DE MONTRER QUE CETTE ASSURANCE PROVIENT D'UN PRINCIPE GÉNÉRAL PROPRE A LA CONSTITUTION DE L'HOMME, ET QUE LES EFFETS ATTRIBUÉS A UNE RÉSERVE EN MARCHANDISES SOUS LE NOM DE CAPITAL CIRCULANT SONT CAUSÉS PAR DU TRAVAIL COEXISTANT.

3. A. SMITH, *The Wealth of Nations*, livre II, introduction (N.d.T.).

Le travailleur, créateur réel de toute marchandise, tire cette certitude de la possession d'une connaissance : il sait que la personne qui le met au travail le paiera et qu'avec l'argent il sera à même d'acheter ce dont il a besoin. Il ne possède pas un capital de marchandises. En a-t-elle un la personne qui l'emploie et le paie ? Evidemment non. Il n'y a qu'un très petit nombre de capitalistes qui possèdent quelques-unes de ces marchandises consommées par les travailleurs qu'ils emploient. Les fermiers peuvent avoir une réserve de blé, des marchands et des armateurs peuvent, selon la longueur du voyage qu'ils doivent entreprendre, avoir pour leurs marins les provisions de quelques semaines ou de quelques mois ; mais passé cette limite, aucun *capitaliste* ne possède toutes prêtes les marchandises nécessaires à ses travailleurs. Il possède de l'argent, il a du crédit auprès d'autres capitalistes, il possède, sous la sanction de la loi, un pouvoir sur le travail du travailleur, descendant d'esclaves, mais il ne possède ni nourriture ni vêtement. Il paye au travailleur son salaire en argent, et l'espérance qu'ont d'autres travailleurs de recevoir une partie de ces salaires ou d'autres salaires les pousse, dans l'intervalle, à préparer les vêtements et la nourriture dont le travailleur a constamment besoin. Cependant, pour ne pas rester prisonnier de termes généraux et d'abstractions, attitude qui semble avoir égaré d'autres écrivains, descendons au niveau des détails.

Supposons, par exemple, un grand manufacturier du coton, un Sir Robert Peel, ou n'importe quel autre de ces géants qui sont si soucieux de conserver leur pouvoir sur nous, et qui, comme législateurs, soit directement soit par l'intermédiaire de leurs fils, font les lois qui nous calomnient et nous oppriment : ce manufacturier emploie mille individus qu'il paye chaque semaine. Possède-t-il tout prêts la nourriture et les vêtements que ces personnes achètent et consomment chaque jour ? *Sait-il* même si la nourriture et les vêtements nécessaires sont préparés ou créés ? En fait, nourriture et vêtements qui seront consommés par ses travailleurs sont-ils préparés d'avance, ou n'y a-t-il pas d'autres travailleurs activement employés à préparer nourriture et vêtements pendant que ses travailleurs sont en train de faire des filés de coton ? Tous les capitalistes d'Europe possèdent-ils en ce moment la nourriture et le vêtement d'une semaine pour tous les travailleurs employés par eux ?

Examinons d'abord la question en ce qui concerne la nourriture. Une partie de la nourriture du peuple est constituée par LE PAIN,

qui n'est préparé que quelques heures avant le moment où il sera mangé. Naturellement, le blé dont il est fait doit avoir été cultivé, c'est-à-dire une partie de la totalité de l'opération, et c'est la plus longue — celle qui s'intercale entre la mise de côté des semences et la récolte du grain mûr —, a été accomplie ; mais ensuite le blé doit être battu, moulu, vanné, mené au marché et transformé en pain. Pour que le fileur de coton soit à même de se consacrer à sa tâche particulière, il faut que d'autres hommes soient constamment employés à accomplir ce procès complexe, chacune de ses parties étant aussi nécessaire que la partie accomplie par l'agriculteur. Le produit de plusieurs de ces travailleurs ne peut être stocké, particulièrement celui du boulanger. En aucun cas le matériau du pain, qu'il existe comme blé ou comme farine, ne peut être conservé sans un travail continu. L'employeur du fileur de coton peut ne pas avoir de réserve de pain, parce qu'il n'y en a pas de prêt ; le fileur lui-même ignore tout de l'existence d'une réserve de blé avec laquelle on puisse faire son pain ; il sait qu'il a toujours été à même d'obtenir du pain quand il avait de quoi l'acheter, et il ne demande pas à en savoir davantage. Mais, même s'il connaissait l'existence d'une telle réserve, il renoncerait probablement à filer le coton et se mettrait à préparer sa nourriture, s'il ne savait pas que, pendant qu'il file du coton, d'autres travailleurs laboureront le sol et lui prépareront la nourriture qu'il pourra se procurer par la fabrication du coton. Sa certitude d'obtenir du pain quand il le demandera, la certitude qu'a son maître que l'argent qui lui est payé lui permettra de l'obtenir proviennent tout simplement du fait qu'on a toujours obtenu du pain quand on le demandait.

Autre élément de la nourriture du travailleur, le lait est manufacturé deux fois par jour, sans parler irrespectueusement des opérations de la nature. Si l'on affirme que les bêtes qui le fournissent sont déjà là, eh bien, la réponse est qu'elles demandent des soins et un travail constants et que leur nourriture doit être cultivée quotidiennement pendant la plus grande partie de l'année. Le champ où il paît demande la main de l'homme ; et, bien que quelques troupeaux soient entraînés à des habitudes d'obéissance plus parfaite et certainement plus agréable à voir que l'obéissance des soldats, pourtant ils demandent une perpétuelle attention et il faut les traire deux fois par jour. De même, la viande que mange le travailleur n'est pas prête, même à cuire, tant qu'elle est à l'abattoir, et on ne peut la stocker, car elle commence immédiatement à s'avarier dès qu'elle est apportée au marché. Le bétail destiné à l'abattoir demande le même genre de soins

et d'attention que les vaches ; et le fileur de coton ne pourrait jamais se procurer le moindre morceau de viande si le fermier, l'herbager et le toucheur de bœufs n'étaient continuellement au travail, préparant la viande pendant qu'il prépare le coton. Mais, même lorsqu'elle a été amenée au marché, la viande n'est pas encore prête à être consommée. Nous ne sommes pas des cannibales, et ce sont nos femmes ou quelque travailleur accomplissant son travail qui terminent la préparation de la viande quelques heures ou même quelques minutes seulement avant qu'elle soit mangée. En ce qui concerne la boisson du travailleur, celle que la nature lui fournit ne cesse de couler. Entre le moment où la bière est préparée et celui où il la boit, il s'écoule juste assez de temps pour qu'elle soit bonne, et, pendant qu'on écoule le stock existant, le brasseur s'occupe à en créer un nouveau. On peut probablement importer à un moment assez de thé pour la consommation de quelques mois ; tandis que ce stock s'épuise, des navires ne cessent d'arriver en apportant davantage.

Passons maintenant au vêtement. Certains travailleurs achètent du prêt-à-porter ; d'autres les commandent sur mesures. Il y a, on peut l'admettre, un petit stock de vêtements disponible ; mais, étant donné que les mites sont les ennemis des tissus avec lesquels on fabrique les vêtements, c'est seulement un stock peu important qui est toujours prêt, peu important par rapport à la consommation générale. Les tissus du vêtement féminin peuvent être préparés quelques semaines avant la confection, mais on fait rarement les vêtements avant de les faire porter effectivement.

Chaque branche d'industrie pourrait fournir d'autres exemples, s'il était nécessaire d'examiner chacune en détail, car à cet égard chaque travailleur se trouve dans la même situation. Le fermier sait qu'il pourra obtenir des vêtements quand il les demandera, de même le tailleur sait qu'il pourra obtenir de la nourriture ; mais le premier ignore tout d'un stock constitué de vêtements, le dernier ignore tout d'un stock constitué de provisions. Le travailleur sait que, s'il peut payer pour le pain, la viande et la boisson, il peut se les procurer, mais il n'en sait pas davantage ; et j'ai montré que ces produits ne sont préparés que lorsqu'il en a besoin. En ce qui concerne la nourriture, la boisson et le vêtement, il est parfaitement évident qu'aucune catégorie de travailleurs ne dépend de la constitution préalable d'un stock, car il n'en existe pas de tel ; mais chaque sorte de travailleur ne cesse à tout moment de dépendre pour ses provisions du travail coexistant de quelques autres travailleurs.

Pour que le maître manufacturier ou l'ouvrier puisse s'adonner

à une occupation particulière, il suffit qu'il possède, non pas comme le disent les économistes un stock de marchandises ou capital circulant, mais la certitude que, tandis qu'il se consacre à son travail personnel, on pourvoira aux choses qu'il ne produit pas lui-même ; et qu'il pourra se les procurer et les payer par le produit de son propre travail. Cette conviction naît tout d'abord de l'habitude sans que l'on réfléchisse. De même que nous attendons demain que le soleil se lève, de même nous attendons que les hommes dans les temps à venir seront mus par les mêmes motifs que dans les temps passés. En poussant notre enquête plus loin, nous pourrions seulement apprendre qu'il existe d'autres hommes qui sont en train de préparer ce dont nous avons besoin, tandis que nous sommes en train de préparer ce dont ils ont besoin. En fin de compte on peut peut-être retrouver l'origine de cette certitude dans le fait que nous savons que *d'autres hommes* existent et travaillent, mais jamais dans le fait que nous pensons qu'il existe une réserve de marchandises. C'est le travail qui produit toutes les marchandises au fur et à mesure des besoins, et la seule chose dont on puisse dire qu'elle est en réserve ou qu'elle est préparée d'avance, c'est l'*habileté du travailleur*. Si l'HABILETÉ du boulanger, du boucher, de l'herbager, du tailleur, du tisserand, etc, ne pouvait être créée et stockée d'avance, les marchandises que chacun d'eux produit ne pourraient être obtenues ; mais, là où cette habileté existe, on peut toujours se procurer ces marchandises quand on en a besoin.

Nous pouvons supposer que le filage du coton est terminé et le produit amené sur le marché afin d'être échangé ou vendu dans l'intervalle d'une année ; mais il y a de nombreuses opérations qui ne sont pas terminées durant cette même période ; et s'il est vrai, comme j'ai tenté de le montrer, qu'il n'y a pas de réserve de nourriture et de vêtements préparée à l'avance, même pour ces travailleurs dont les opérations sont achevées dans l'intervalle de deux moissons successives, combien plus évidente doit être cette vérité lorsqu'il s'agit de ces opérations qui ne sont pas achevées en un an ? Tous les travailleurs qui y prennent part doivent compter que le boulanger, le meunier, le boucher, etc., accompliront leur part de la tâche sociale ; il leur faut compter que le fermier labourera sa terre, l'ensemencera, et récoltera la moisson de l'année suivante. M. Mill dit, et ce avec raison : « Ce que l'on produit *annuellement*, on le consomme *annuellement*. » De telle sorte que, pour permettre à des hommes de poursuivre ces opérations dont la durée excède une année, il est impossible de tenir en réserve une réserve de marchandises. C'est

pourquoi ceux qui les entreprennent doivent compter non pas sur des marchandises déjà créées, mais sur le fait que d'autres hommes travailleront et produiront ce qu'il leur faut pour subsister jusqu'à l'achèvement de leurs produits. Ainsi, même si le travailleur concédait qu'une certaine accumulation de capital circulant est nécessaire pour les opérations achevées dans l'année — et j'ai montré à quel point cette concession devrait être limitée, à supposer qu'elle soit faite —, de toute évidence, dans toutes les opérations dont la durée excède un an, le travailleur ne compte pas, et il ne saurait compter, sur du capital *accumulé*.

Les opérations qui ne peuvent être achevées en une année sont nombreuses et importantes. Le temps nécessaire à l'acquisition d'une qualification quelle qu'elle soit, et à son utilisation pratique avantageuse — ce qui comprend presque tous les arts, qu'ils soient producteurs de richesse ou qu'ils contribuent simplement à la distraction —, le temps nécessaire pour accomplir tous les voyages lointains, et construire la plupart des canaux, des routes, des ports, des docks, des grosses machines à vapeur et des navires, toutes choses qui doivent par la suite devenir des instruments si puissants dans les mains du travailleur, excède considérablement une année et dure en de nombreux cas plusieurs années. Tous ceux qui enseignent à la génération montante un travail qualifié, tous ceux qui apprennent à leurs enfants des arts utiles, tous ceux qui font des canaux, des routes, des docks, des navires, des machines à vapeur, etc., ont, même s'ils l'expriment rarement, la certitude positive que, tandis qu'ils se livrent à de telles entreprises, le fermier continuera de faire pousser du blé, le meunier de le moudre, le boulanger d'en faire du pain, ou que l'herbager engraissera son bétail, et le boucher abattra les bêtes nécessaires, ou que les manufacturiers en coton et en laine continueront de préparer le tissu, et que le tailleur sera toujours prêt à leur en faire des vêtements sur commande. En dehors de cette certitude, ils n'ont rien ; ils ne possèdent par eux-mêmes aucun stock de capital circulant, pas plus que les personnes qui doivent par la suite fournir vêtement et nourriture tout le temps que durent de telles entreprises ne possèdent un tel stock au moment de commencer.

De toutes les opérations importantes dont l'achèvement demande plus d'un an — et il n'est point nécessaire d'affirmer qu'elles sont toutes importantes pour la production de la richesse —, celle qui est de loin la plus importante consiste à élever les jeunes, à leur apprendre un travail qualifié ou quelque métier créateur de richesse. Je désire particulièrement attirer

l'attention du lecteur sur cette *opération productive* : en effet, si les observations que j'ai déjà faites sont correctes, tous les effets qu'on a l'habitude d'attribuer à l'accumulation du capital circulant ont leur source dans l'accumulation et le stockage de travail qualifié ; de même, pour autant que la grande masse des travailleurs est concernée, cette opération particulièrement importante est accomplie sans aucun *capital circulant* quel qu'il soit. C'est le travail des parents qui produit et achète, avec ce qu'ils reçoivent comme *salaires*, toute la nourriture et les vêtements dont se sert la génération montante des travailleurs, tandis qu'ils apprennent ces métiers grâce auxquels ils produiront par la suite toute la richesse de la société. Pour élever et éduquer tous les futurs travailleurs (naturellement je ne vise pas l'éducation *livresque*, qui est la partie infime et la moins utile de ce qu'ils doivent apprendre), leurs parents n'ont pas en réserve un stock qui dépasse leur propre habileté pratique. Sous l'influence importante de l'affection naturelle et de leur amour de parents, ils préparent par leurs peines, poursuivies jour après jour, année après année, pendant toute l'enfance et la petite enfance de leur progéniture, ces futurs travailleurs qui doivent hériter de leurs peines et de leur triste sort, mais qui hériteront de leur force productive et seront ce qu'eux-mêmes sont à présent, les principaux piliers de l'édifice social.

Si nous considérons convenablement le nombre et l'importance de ces opérations productrices de richesses qui ne sont pas achevées en un an, ainsi que les innombrables produits du travail quotidien nécessaires pour vivre et consommés dès que produits, nous serons, je pense, d'avis que la réussite et le pouvoir productif de chaque catégorie de travail différente dépendent toujours davantage du travail productif coexistant des autres hommes que d'une accumulation de capital circulant. Ne possédant pas de stock de marchandises, le travailleur entreprend d'élever ses enfants et de leur apprendre un métier utile, en comptant toujours sur son propre travail ; et diverses catégories de personnes entreprennent des tâches dont le produit n'est pas achevé avant longtemps, en comptant sur le travail d'autres hommes pour leur procurer pendant cette même période ce qu'il leur faut pour subsister. Toutes les catégories d'individus continuent leurs labeurs quotidiens avec la pleine confiance que, tandis que chacun d'eux s'adonne à son occupation particulière, d'autres prépareront tout ce dont il a besoin, pour sa consommation et son usage immédiats et futurs. J'ai déjà expliqué que cette confiance provient de cette loi de notre nature qui nous fait attendre avec assurance que

le soleil se lèvera demain et que nos camarades travailleront demain et l'année prochaine de même qu'ils ont travaillé hier et l'année passée. J'espère donc avoir également convaincu mon lecteur qu'on ignore tout d'un produit du travail antérieur stocké en vue de l'utilisation, que les effets ordinairement attribués à un stock de marchandises ont pour cause du travail coexistant, et que c'est parce que le capitaliste dispose du *travail de certains hommes* et non parce qu'il dispose d'une réserve de marchandises qu'il peut *entretenir*, et par conséquent employer, d'autres travailleurs.

J'en viens à présent à examiner en second lieu la NATURE et les EFFETS du CAPITAL FIXE. Le capital fixe consiste dans les outils et instruments avec lesquels l'ouvrier travaille, dans les machines qu'il fabrique et conduit, dans les bâtiments dont il se sert soit pour faciliter ses efforts ou pour en protéger le produit. Indiscutablement, par l'utilisation de ces instruments, l'homme augmente merveilleusement son pouvoir. Sans une scie, portion de capital fixe, il ne pourrait débiter un arbre en planches ; avec un tel instrument il le pourrait, quoique cela lui prendrait de nombreuses heures ou de nombreux jours ; mais, avec une scierie, il pourrait le faire en quelques minutes. Chacun doit admettre que, grâce aux instruments et aux machines, le travailleur peut accomplir des tâches qu'il ne pourrait pas exécuter s'il en était dépourvu, qu'il peut fournir une quantité de travail plus importante en un temps donné et qu'il peut exécuter son travail avec plus d'exactitude et de précision que s'il n'avait pas d'instruments et de machines. Mais alors la question se pose : qu'est-ce qui produit machines et instruments, dans quelle proportion contribuent-ils à la production indépendamment du travailleur de telle sorte que leurs propriétaires aient des droits sur ce qui est de loin la majeure partie du produit total du pays ? Ces instruments et ces machines sont-ils ou non le produit du travail ? Constituent-ils ou non des moyens de production efficaces indépendamment du travail ? Sont-ils ou non de la matière inerte, putréfiée, morte, dépourvue de toute utilité, de tout pouvoir productif, sauf lorsqu'ils sont conduits, dirigés et mis en exercice par des mains habiles ? Le lecteur pourra répondre immédiatement à ces questions ; je n'ajoute mes propres réponses que parce qu'elles mènent à quelques conclusions différentes de celles que l'on adopte généralement.

Ceux qui luttent vigoureusement en faveur des revendications du capital admettent que tous les instruments et les machines sont le produit du travail. Pourtant ils ajoutent qu'ils sont le produit

d'un travail antérieur, et ont droit au profit, parce qu'on les a thésaurisés ou stockés. Mais la fabrication d'instruments et d'outils est tout aussi ininterrompue que la fabrication de nourriture et de vêtements. Ils ne sont pas tous consommés ou employés en l'espace d'une année, mais ils sont mis en service le plus tôt possible après leur fabrication. Aucun de ceux qui les fabriquent ne les stocke ; et il ne les fabrique pas dans cette intention. Tant qu'ils ne sont que le résultat d'un travail *antérieur*, et ne sont pas appliqués à leurs emplois respectifs par des travailleurs, ils ne compensent pas la dépense correspondant à leur fabrication. Ce n'est que lorsqu'ils sont utilisés, qu'ils rapportent un profit. On les fabrique uniquement pour être employés par le travailleur, et, sitôt en les mains de ce dernier, ils rendent au capitaliste ou s'acquittent auprès de lui de la somme qu'ils lui ont coûté ; en plus de cela, le travailleur doit lui donner une somme supplémentaire correspondant au taux de profit dans le pays. De toute évidence, ce n'est pas parce que ces choses ont été créées antérieurement qu'elles ont droit au profit, puisque pour la plupart elles voient leur valeur diminuée par la mise en réserve. Un homme doit donc payer pour l'utilisation d'un instrument un profit proportionnel au travail nécessaire pour le fabriquer, qu'il s'agisse d'aiguilles, dont beaucoup sont employées et fabriquées en l'espace d'une semaine, ou d'un navire ou d'une machine à vapeur, qui durent plusieurs années. L'utilité du capital fixe ne provient pas du travail antérieur, mais du travail présent ; et il ne rapporte pas un profit à son propriétaire parce qu'il a été stocké, mais parce que c'est un moyen d'obtenir un commandement sur le travail.

La production de capital fixe ne peut pas être attribuée au capital circulant au sens courant du terme ; mais il est certain que ceux qui fabriquent les instruments doivent être assurés de pouvoir obtenir de la nourriture, sinon ils n'auront cure de fabriquer les instruments.

Tandis qu'il fabrique ou qu'il répare le soc de la charrue du fermier, le forgeron s'attend à ce que ce dernier s'acquitte de sa tâche en lui procurant sa nourriture ; et tout le temps qu'il laboure ses champs, le fermier s'attend à ce que le forgeron lui prépare les instruments nécessaires. Ces instruments ne sont pas le produit du travail et du capital circulant, mais seulement celui du travail et du travail de deux ou plusieurs personnes coexistantes. Non seulement en première instance, comme on l'admet généralement, mais pour chaque état de la société, à chaque période de l'histoire humaine, tout capital fixe est créé par le travail et l'habileté,

par diverses espèces de travail et d'habileté, c'est certain, mais par rien d'autre que du travail et de l'habileté.

Une fois fabriqués, des instruments, que produisent-ils ? Rien. Au contraire, ils commencent à rouiller ou à se détériorer sauf si on les emploie ou si des travailleurs s'en servent. L'instrument le plus parfait que puisse produire la main rusée de l'homme n'est pas animé, et il lui faut continuellement la main directrice de son créateur ou de quelque autre travailleur. Un artiste peut en vérité fabriquer un automate ou une pendule dont le mouvement durera un certain temps sans demander plus de travail, mais le mouvement qu'il lui donne est en l'espèce l'objectif et le but final du travail et les instruments ne sont pas appelés capital fixe parce qu'ils ne sont pas employés pour une nouvelle production. Le propriétaire de l'automate peut le montrer contre de l'argent, et si on l'emploie pour déterminer la longitude d'un navire, la pendule peut être une partie de capital fixe, utile dans cette production à laquelle prête le commerce. En l'espèce, pourtant, il faut un observateur, et c'est par son travail et son habileté, lorsqu'il utilise la pendule, que l'on vérifie la situation du navire. La reconnaissance ou la non-reconnaissance d'un instrument en tant que capital productif dépend entièrement du fait qu'un travailleur productif *l'utilise* ou non.

Comme la pendule, les instruments les plus parfaits créés par le travail exigent une *habileté particulière* pour être productifs. Un navire, par exemple, est incontestablement un noble instrument, et plus admirable ou plus utile portion de capital fixe n'a jamais été créée par la main de l'homme en mise au service de la société. Il a augmenté et il augmentera la richesse de l'Angleterre. Mais notre marine serait la proie de l'abandon et pourrirait sur place si l'on n'en prenait soin pour la préserver, les vagues, les vents ou les rocs broieraient les navires à la dérive si les marins ne les guidaient. C'est par l'habileté acquise au long des années, et par le travail considérable qui guide cette habileté, qu'un navire est construit. Cela m'ennuierait d'énumérer les diverses sortes d'industries nécessaires pour l'équiper. Il y a le travail et l'habileté du dessinateur, du charpentier, du fabricant de voiles, du fabricant de mâts, du tonnelier, du fondeur, du forgeron, du chaudronnier, du fabricant de boussoles, etc., mais il n'y a rien de plus nécessaire que l'habileté et le travail de ces diverses personnes. Le navire une fois terminé, ce sont les mêmes qualités qui le surveillent, remarquent les premiers symptômes de détérioration et réparent chaque petit défaut produit par les avaries et le temps. Il est pourtant alors dépourvu de toute utilité

s'il n'y a pas de marins pour le manœuvrer. Pour le mener en sécurité de port en port, d'hémisphère en hémisphère, il faut très bien connaître les vents et les marées, les phénomènes célestes et les lois qui règnent à la surface de la terre ; et c'est seulement lorsque, à toutes ces connaissances, s'ajoute une grande habileté rendue efficace par le travail qu'un navire peut être dirigé en toute sécurité à travers tous les dangers qui assaillent sa course. Pour que ce capital fixe puisse être utilisé, il faut des connaissances, du travail, et de l'habileté. On ne pourrait le créer sans ces divers talents, et sans eux il serait aussi improductif que la glèbe, d'où proviennent les matériaux qui sont façonnés par la main de l'homme pour le produire.

C'est une certaine quantité de travail qui fabrique une route, et on l'appelle alors capital fixe ; pourtant, les réparations qui sont constamment nécessaires constituent une fabrication permanente, et l'on appelle capital circulant les frais qu'elles font encourir. Mais, pas plus le capital circulant que le capital fixe ne rapportent un profit aux constructeurs de route s'il n'y a personne pour emprunter la route ou pour les faire travailler à nouveau. La route facilite la marche du voyageur, et le travail employé à la faire ne devient productif et utile que dans la mesure où les gens l'empruntent pour voyager. On comprend facilement pourquoi l'on paierait ces deux sortes de travail — pourquoi le constructeur de routes recevrait quelque part des bénéfices provenant de l'usager ; mais je ne comprends pas pourquoi tous ces bénéfices iraient à la route elle-même, et seraient appropriés sous le nom de profit de leur capital par un groupe de gens qui ne l'ont pas construite et ne l'utilisent pas. On est presque tenté de croire que capital est une sorte de nom cabalistique, comme Eglise ou Etat, ou n'importe quel autre de ces termes généraux inventés par ceux qui dépouillent le reste de l'humanité pour cacher la main qui les tond. C'est une sorte d'idole devant laquelle les hommes sont appelés à se prosterner, tandis que, derrière l'autel, profanant le dieu qu'il feint de servir, raillant ces doux sentiments de dévotion et de reconnaissance, ou ces terribles émotions que sont la peur et le ressentiment, l'un ou l'autre paraissant être le lot commun de la totalité de la race humaine, selon que les hommes sont éclairés et sages ou ignorants et avilis, le prêtre rusé tend la main pour recevoir et faire siennes les offrandes qu'il exige au nom de la religion.

Une machine à vapeur est aussi un instrument très complet, mais, malheureusement pour le capitaliste, elle ne marche pas toute seule. Il faut une habileté particulière pour la fabriquer et

la construire, il faut ensuite une habileté et un travail particuliers pour diriger et régler ses mouvements. Que produirait-elle sans l'ingénieur ? Pour le profane qui n'a pas la qualification de l'ingénieur, elle ne produirait que misère, mort et destruction. Son immense utilité ne dépend pas d'une accumulation de fer et de bois, mais de cette connaissance pratique et vivante des pouvoirs de la nature qui permet à des hommes de la construire, à d'autres de la conduire.

Si nous passons à des outils plus petits et considérons par exemple ceux que la main dirige, la nécessité de l'habileté et du travail et l'absence totale de valeur du capital en lui-même seront encore plus évidentes. On s'est demandé ce que pourrait faire un charpentier sans hache ni scie. Je renverse la question et demande ce que pourraient faire sans le charpentier la hachette et la scie. Rouiller et se détériorer, voilà certainement la réponse. On peut faire une charrue ou une faux avec le maximum d'adresse, mais pour employer l'une ou l'autre, un homme doit avoir un habile tour de main ou une habileté d'une espèce bien particulière. Le cordonnier, qui peut percer le cuir de ses alènes avec une dextérité et une précision remarquables, ne peut faire aucun usage des outils d'un horloger ; et le constructeur le plus adroit et le plus habile de lames de rabots, de scies et de ciseaux à bois éprouverait quelque difficulté à construire, en les employant, aucun des meubles que l'ébéniste façonne avec tant de diligence et avec tant de beauté dans l'effet. Pourtant, pour avoir acquis une certaine dextérité, et pour avoir fréquemment vu d'autres ouvriers au travail, presque tous les ouvriers pourraient apprendre le métier des autres mieux qu'une personne n'ayant jamais pratiqué aucune espèce de travail manuel ou ne l'ayant jamais vu mettre en pratique. Mais si un ouvrier qualifié est incapable de diriger une sorte d'instruments aussi bien que l'homme qui a eu l'habitude constante de les utiliser, il est évident que tout le pouvoir productif de tels instruments dépendra entièrement de l'habileté particulière de l'artisan et de l'ouvrier qui ont été entraînés à la pratique de différents métiers. Quelle que soit sa nature, le capital fixe n'est donc qu'une production coûteuse, coûteuse à fabriquer, coûteuse à conserver, si l'on ne possède pas cette espèce particulière d'habileté et de travail qui conduit chaque instrument, et qui, je l'ai montré, est alimentée, instruite et entretenue par les seuls salaires. L'utilité des instruments qu'emploie le travailleur ne peut en aucune manière être séparée de son habileté. Quel que soit le propriétaire du capital fixe — et, dans l'état présent de la société, ce n'est ni celui qui le fabrique

ni celui qui l'utilise —, c'est la main et la science du travailleur qui le fabriquent, le préservent de la détérioration, et l'emploient pour toute fin profitable. Pour qu'une nation possède du capital fixe et en fasse un bon usage, trois choses — et trois seulement — sont donc à mon avis nécessaires. D'abord de la science et du talent pour l'invention des machines. Aucun travailleur, j'en suis sûr ne leur refuserait une rétribution. Mais il n'y a pas de sujet de doléances plus général ou plus juste que le fait que l'inventeur d'une machine n'en récolte pas le profit. Parmi l'immense multitude des gens qui ont acquis de grandes fortunes grâce à l'introduction d'amélioration modernes dans les machines à vapeur et les filatures, M. Watt et M. Arkwright ont été les deux seuls, je crois, que leurs inventions aient fait remarquer. Aussi c'est moins comme inventeurs que comme capitalistes qu'ils ont fait fortune. M. Watt trouva un capitaliste pour apprécier son génie, et M. Arkwright épargna et emprunta les moyens de tirer profit de ses propres inventions. Des milliers de capitalistes ont été enrichis par des inventions et des découvertes de choses dont ils n'étaient point les auteurs, et le capital, en volant à l'inventeur sa juste rétribution, est coupable d'asphyxier le génie. La deuxième chose que demande l'acquisition du capital fixe est l'habileté et la dextérité manuelles pour mettre en œuvre ces inventions. La troisième c'est l'habileté et le travail pour employer ces instruments une fois qu'ils sont fabriqués. Sans la science, on ne pourrait les inventer, sans l'habileté et la dextérité manuelles on ne pourrait les fabriquer, et sans l'habileté et le travail on ne pourrait en faire un usage productif. Mais le capitaliste ne peut fonder ses prétentions à une part du produit que sur la science, l'habileté et le travail et sur rien d'autre.

Naturellement et individuellement, l'homme est l'un des animaux les plus faibles et les plus dépourvus de toute la création. Pourtant son intelligence compense son infériorité physique. Après avoir hérité de la science de plusieurs générations, après s'être assemblé pour vivre en société, il peut en quelque sorte compléter par ses facultés mentales le travail de la nature et ajouter à son intelligence les pouvoirs physiques des animaux inférieurs. Il dirige sa course sur les eaux, il flotte dans les airs, il plonge dans les entrailles de la terre, et tout ce que sa superficie produit il le met à son service. Les tempêtes, qui d'abord menacent de le chasser de la terre, moulent son blé, et lui apportent une part des trésors du vaste monde. A son gré il produit le feu, élément dévorant, en arrête le progrès de telle sorte qu'il ne détruise que ce qu'il ne veut pas conserver. Il dirige le cours des fleuves

et borne l'océan ; bref, il force tous les éléments à le servir, et il fait de la Nature en personne la servante de sa volonté. On a appelé capital fixe les instruments employés par lui à cette fin, inventés par son intelligence pour soutenir ses faibles moyens, et utilisés par son talent et ses mains. En perdant de vue l'HOMME lui-même afin de justifier l'ordre social existant, fondé sur la propriété ou les possessions, ainsi que l'oppression actuelle du travailleur, qui malheureusement fait partie de ces possessions, on a attribué tous ces glorieux effets au capital fixe et circulant, avec une perversion dans la pensée plus extraordinaire peut-être que celle qu'on peut déceler dans tout autre domaine de la connaissance. On a négligé le talent et l'habileté du travailleur et on a diffamé ce dernier, alors qu'on honorait le travail de ses mains ⁴.

Je viens de le montrer au lecteur, les effets attribués au capital circulant résultent du travail coexistant et de l'assurance qu'a chaque travailleur qu'il pourra se procurer ce dont il a besoin, ou encore de l'assurance que, pendant le temps où il travaille, d'autres hommes travaillent également. J'ai montré aussi que le capital fixe est produit par l'habileté du travailleur. Le capital circulant qui consiste en nourriture et en vêtements est créé uniquement pour la consommation ; tandis que le capital fixe qui consiste en instruments et en outils est fabriqué non pour la consommation mais pour aider le travailleur à produire ces choses qui doivent être consommées. Il n'y a pas d'analogie entre ces deux sortes de marchandises, si ce n'est que toutes deux sont

4. Dans toutes les erreurs que l'on embrasse généralement, il y a un fond acceptable de vérité. Le voici dans le cas présent. Il y eut une époque dans la société où LE CAPITAL et LES CAPITALISTES lui furent d'une utilité essentielle. Quand des villes furent créées en Europe, quand des manufactures furent établies dans ces villes, elles devinrent le refuge de la paysannerie asservie et opprimée qui pouvait échapper à ses féodaux tyranniques. Les capitalistes et les manufacturiers qui les habitaient étaient aussi des travailleurs qualifiés, et ils donnaient effectivement emploi et protection à la paysannerie. Ils leurs apprenaient des métiers utiles, de là vient qu'on leur prête le titre de bienfaiteurs, tant des pauvres que de l'Etat. Ils étaient infiniment meilleurs que les barons féodaux auxquels on les comparait et ils conservent actuellement ce caractère qu'ils ont acquis alors. La vénération des hommes pour LE CAPITAL et LES CAPITALISTES est fondée sur une sorte de superstition qui provient de leur utilité à une époque antérieure. Mais il y a longtemps qu'ils ont réduit l'ancien tyran du sol à une relative insignifiance, tout en héritant de son pouvoir sur l'ensemble des classes laborieuses. C'est pourquoi il est temps à présent d'amoneeler les reproches si longtemps adressés à l'aristocratie féodale sur la tête du capital et des capitalistes, ou sur cette aristocratie encore plus tyrannique fondée sur l'argent et nourrie par le profit.

le produit du travail et que toutes deux rapportent un profit à leur propriétaire.

Pourtant il y a entre elles une différence frappante et qui mérite d'être remarquée. On affirme ordinairement que « l'industrie productive d'un pays est proportionnelle à son capital, qu'elle croît avec l'augmentation du capital, et diminue quand celui-ci diminue ». Cette thèse est vraie seulement dans le cas du capital circulant, non dans celui du capital fixe. Le nombre des travailleurs productifs dépend évidemment de la quantité de nourriture, de vêtements, etc., produits et affectés à leurs usages ; pourtant ce n'est pas de la *quantité* mais de la *qualité* du capital fixe que dépend l'industrie productive d'un pays. Pour employer le langage impropre des économistes, les instruments sont productifs non pas proportionnellement à la multiplication de leur nombre mais en raison de leur efficacité. Il est probable que, depuis les améliorations apportées par M. Watt à la machine à vapeur, un seul homme peut exécuter avec ces instruments autant de travail que dix auparavant. Comme l'*efficacité* du capital fixe est accrue par des hommes qui acquièrent une connaissance et une habileté supérieures, il est tout à fait possible, et c'est le cas, que moins de capital procure une plus grande quantité de marchandises ou des moyens plus importants pour nourrir et entretenir des hommes. Pourtant, quoique le nombre des travailleurs doive en tous temps dépendre de la *quantité* de capital circulant, ou mieux de la quantité des produits du travail coexistant que les travailleurs sont autorisés à consommer, la qualité des marchandises qu'ils produisent dépend de l'*efficacité* de leur capital fixe. Le capital circulant nourrit et entretient les hommes en proportion de l'accroissement de sa quantité ; en ce qui concerne son efficacité, le capital fixe comme moyen de nourrir et d'entretenir les hommes dépend entièrement de l'habileté du travailleur, par conséquent l'industrie productive d'un pays, dans la mesure où le capital fixe est concerné, est proportionnelle à la connaissance et à l'habileté du peuple.

Les admirateurs les plus enthousiastes du capital circulant ne prétendront pas qu'il augmente le pouvoir productif du travailleur de la même manière que le capital fixe. Le visionnaire le plus extraordinaire qui ait jamais écrit ne peut pas supposer que le capital circulant ajoute quoi que ce soit au pouvoir productif. L'importance et la nature de l'utilité des deux espèces de capital sont parfaitement différentes et distinctes. Le travailleur trouve sa subsistance dans ce que l'on appelle capital circulant ; il travaille avec du capital fixe. Mais des quantités égales ou des

valeurs égales de deux espèces de capital rapportent à leur propriétaire exactement le même profit. De cette seule circonstance nous pouvons tirer l'assurance complète que la part à laquelle prétend le capitaliste pour l'usage du capital fixe ne provient pas de l'usage des instruments qui augmentent l'efficacité du travail, ou de l'utilité de ces instruments ; et le profit provient dans les deux cas du pouvoir que le capitaliste a sur le travailleur qui consomme le capital circulant et emploie le capital fixe. Comment il a obtenu ce pouvoir, c'est ce que je ne chercherai pas à savoir, à présent, plutôt que d'établir qu'on l'a tiré de la surface entière du pays, monopolisée à une époque par quelques personnes ; ainsi que sa conséquence, l'état d'esclavage dans lequel vivait auparavant le travailleur dans ce pays comme dans toute l'Europe. Comme les profits que retire le capitaliste du capital fixe ne proviennent pas de l'utilité de ces instruments, il est inutile de rechercher quelle part devrait appartenir au propriétaire du bois et du fer et quelle part devrait appartenir à la personne qui les utilise. Celui qui fabrique les instruments a droit, aux yeux de la justice et proportionnellement à son travail, à une rétribution aussi importante que celui qui les utilise ; mais il n'a pas droit à une rétribution supérieure ; quant à celui qui ne les fabrique ni ne les utilise, il n'a aucune prétention justifiée à aucune part du produit.

Entre celui qui produit de la nourriture et celui qui produit des vêtements, entre celui qui fabrique des instruments et celui qui les utilise, s'interpose le capitaliste qui ne les fabrique ni ne les emploie et s'approprie le produit des uns et des autres. D'une main aussi rapace que possible, il transfère à chacun une partie du produit de l'autre tout en se gardant la part la plus grande. Peu à peu, il s'est insinué entre eux, et nourri de leurs travaux de plus en plus productifs, il a pris une place de plus en plus importante et il les a si bien séparés que ni l'un ni l'autre ne peut voir d'où provient cet approvisionnement que chacun reçoit par la médiation du capitaliste. Tandis qu'il les dépouille tous deux, il les cache si bien aux regards l'un de l'autre que tous deux croient lui devoir quelque chose pour leur subsistance. Il est l'*intermédiaire* entre tous les travailleurs ; et, lorsque nous comparons ce que le travail qualifié d'Angleterre produit avec le produit, avec le travail grossier des paysans irlandais, on ne peut considérer que dans leurs exigences les intermédiaires anglais soient inférieurs aux intermédiaires irlandais. Pourtant ils ont eu plus de chance : alors qu'on stigmatise ces derniers en les traitant d'opresseurs, on honore les premiers comme des

bienfaiteurs. Non seulement ils s'approprient le produit du travailleur, mais ils ont réussi à le persuader qu'ils sont ses bienfaiteurs et maîtres. Du moins telles sont les doctrines de l'économie politique ; et les capitalistes peuvent bien trouver du charme à une science qui justifie leurs prétentions et les propose à notre admiration comme ceux par qui il sera possible de civiliser et de faire progresser le monde. Pour montrer au travailleur quel est l'effet sur sa pauvreté ou son opulence du fait qu'il paie si cher les prétendus pouvoirs productifs de la nourriture, des vêtements et des instruments, il me faut observer que tous les économistes s'accordent pour affirmer que, dans la société, toutes les épargnes sont habituellement faites par les capitalistes. Le travailleur ne peut pas épargner ; le propriétaire foncier n'est pas disposé à épargner ; toute épargne, quelle qu'elle soit, est réalisée sur les profits et devient la propriété des capitalistes. Supposons donc, le profit étant de dix pour cent par an, qu'un capitaliste possède 100 quarts de froment et 100 machines à vapeur ; à la fin d'une année, il faut qu'on lui paie pour avoir permis au travailleur de manger ce froment et d'avoir utilisé ces machines à vapeur, 110 quarts de blé et 110 machines à vapeur, le tout en aussi bon état que l'étaient les 100 machines à vapeur au début. Le principe étant admis qu'une fois disponible une portion de capital fixe il faut qu'elle rapporte un taux suffisant pour payer le taux ordinaire d'intérêt, et pourvoir aux réparations ou à la réfection de l'instrument. Supposons que 5 quarts de froment et 5 machines à vapeur ou leur valeur sont suffisants pour la consommation du propriétaire et que la partie restante de son profit, soit 5, s'ajoutant à son capital, il ait, l'année suivante, 105 quarts de blé et 105 machines à vapeur, qu'il permet aux travailleurs de consommer ou d'utiliser ; en supposant constant le taux de profit, l'année suivante, le travailleur doit produire pour lui, pour pouvoir les consommer et les utiliser, une somme suffisante pour remplacer la totalité de ce capital avec l'intérêt, c'est-à-dire 115 quarts 4 boisseaux de blé et 115,5 machines à vapeur. En supposant que la valeur des 5 quarts et des 5 machines suffise à la consommation du capitaliste, il aura l'année suivante 110 quarts 4 boisseaux et 110,5 machines à vapeur, pour l'usage desquels il lui faut être payé au même taux ; c'est-à-dire que le travailleur doit produire et lui donner la troisième année 121 quarts et 1/20^e de quart, et 121 machines à vapeur et 1/20^e de machine à vapeur. Il est inutile de calculer toutes ces fractions et de poursuivre ces séries ; il suffit d'observer que chaque atome du revenu du capitaliste qu'il met de côté pour l'utiliser, ou, comme on dit,

qu'il épargne, ce qui veut dire qu'il le donne ou qu'il le prête aux travailleurs, se met à croître selon l'intérêt composé. Le docteur Price a calculé que un penny placé à intérêt à la naissance de notre Sauveur au taux de 5 pour cent rapporterait en 1791 une somme d'or massif trop grande pour être contenue en trois cents millions de globes semblables à cette terre.

Peut-être puis-je mieux faire ressortir par une autre sorte d'exemple les mauvais effets du capital. Le *prix réel* d'un manteau ou d'une miche de pain, *tout* ce que la nature exige de l'homme pour qu'il puisse obtenir l'un ou l'autre de ces articles est une certaine quantité de travail ; quelle quantité, voilà qui est presque impossible à dire, car la fabrication d'un manteau, d'une paire de chaussures ou d'une miche de pain est l'œuvre de nombreuses personnes. Mais pour que le *travailleur* possède l'un de ces articles, il lui faut donner au capitaliste, en plus de la quantité de travail que la nature exige de lui, une quantité encore plus grande. Avant de pouvoir entrer en possession d'un manteau, il lui faut payer l'intérêt sur le troupeau de moutons du fermier, l'intérêt sur la laine, une fois celle-ci entre les mains du marchand de laine, l'intérêt pour cette même laine une fois qu'elle est entre les mains du manufacturier, l'intérêt pour tous les bâtiments et outils employés, l'intérêt pour tous les salaires versés à ses hommes. Bien plus, il lui faut payer l'intérêt ou profit sur le capital du tailleur, tant fixe que circulant, et ce taux d'intérêt, est dans tous ces exemples augmenté de quelque supplément toujours nécessaire pour payer la rente de tous ces différents capitalistes. De même, avant qu'un travailleur puisse obtenir une miche de pain, il lui faut donner une quantité de travail supérieure à celle que coûte la miche, et qui représente le profit du fermier, du marchand de blé, du meunier, du boulanger, et le profit sur tous les bâtiments qu'ils emploient ; en outre il lui faut payer avec le produit de son travail la rente du propriétaire foncier. Il m'est impossible de dire quelle quantité de travail supérieure au coût d'une miche de pain un TRAVAILLEUR doit payer pour obtenir cette miche. Je la sous-estimerais probablement si je la fixais à six fois la valeur de son coût ; ou si je disais que le coût réel de cette miche pour laquelle le travailleur doit payer six pence est d'un penny. Pourtant je suis certain d'une chose : pour détestables qu'elles soient dans leur principe, pour nuisibles qu'elles soient dans leurs effets sur la communauté tout entière, les lois sur les grains n'infligent pas au travailleur un impôt aussi lourd que ne le fait le capital. A vrai dire, toutes préjudiciables qu'elles soient au capitaliste, on peut douter qu'elles le soient autant au

travailleur. Elles diminuent le taux de profit, mais en fin de compte n'abaissent pas le salaire du travail. Qu'elles existent ou non, le capitaliste doit permettre au travailleur de subsister, et aussi longtemps que ses prétentions seront en vigueur sans contestation, il ne lui permettra jamais de faire davantage. En d'autres termes, le travailleur devra toujours donner au capitaliste pour une miche à peu près la même quantité de travail que la miche soit le produit d'une heure ou d'une journée de travail. Connaissant l'immense influence que les capitalistes ont sur la société, on n'est surpris ni des anathèmes récemment lancés contre les lois sur le blé, ni du silence réservé, respectueux, envers leurs plus grands méfaits, les plus nuisibles au travailleur.

Pendant, ce que le capitaliste place à intérêt, ce n'est ni de l'or, ni du numéraire, mais de la nourriture, des vêtements, et des outils ; ce qu'il exige constamment c'est que l'on produise plus de nourriture, plus de vêtements, plus d'outils qu'il n'en a placé. Aucun pouvoir productif ne peut répondre à cette demande et tant les capitalistes que les économistes trouvent à redire dans la sagesse de la nature, puisqu'elle refuse de pourvoir à l'avarice des premiers et ne s'accorde pas exactement dans sa démarche avec les désirs des seconds.

Naturellement il est impossible d'atteindre jamais le terme auquel tend l'intérêt composé. Sa progression est progressivement mais perpétuellement contrecarrée, et il lui faut s'arrêter bien avant le but désiré. C'est pourquoi dans la plupart des livres d'économie politique, on rend responsable de la diminution du profit, dans l'évolution de la société, l'une ou l'autre des deux causes que voici. Ou bien avec Adam Smith les économistes disent que l'*accumulation du capital* abaisse le profit, ou bien avec M. Ricardo ils affirment que les profits sont abaissés par la *difficulté croissante à se procurer des subsistances*. Aucun des deux n'en a rendu responsable la vraie cause : l'impossibilité où se trouve le travailleur de répondre aux exigences du capitaliste. Un simple coup d'œil doit suffire à chacun pour se convaincre que le *simple profit* ne décroît pas mais s'accroît au cours de l'évolution de la société — c'est-à-dire que la même quantité de travail qui à une époque antérieure produisait 100 quarts de froment et 100 machines à vapeur produira maintenant un peu plus, ou la valeur d'un peu plus, ce qui revient au même ; ou alors où serait l'utilité des progrès dont nous nous vantons ? En fait, nous constatons qu'il y a beaucoup plus de gens qu'auparavant qui vivent dans l'opulence grâce au profit.

Il est clair pourtant qu'aucun travail, aucun pouvoir productif,

aucun talent ou métier ne peut répondre à l'accablante demande de l'intérêt composé. Mais toute épargne est faite à partir du revenu du capitaliste, de telle sorte qu'actuellement ces demandes sont faites constamment, aussi constamment que le pouvoir productif du travail refuse de les satisfaire. C'est pourquoi une sorte d'équilibre s'établit constamment. Les capitalistes permettent aux travailleurs d'avoir les moyens de subsister, parce qu'ils ne peuvent se passer des travailleurs, et ils se contentent très généreusement de prendre toutes les parcelles du produit qui ne sont pas absolument nécessaires à ce dessein. C'est l'accablante nature des demandes du capital consacrées par les lois de la société, et par les coutumes humaines, renforcées par les lois, défendues avec chaleur par les économistes qui maintient, a maintenu et maintiendra toujours le travailleur dans la pauvreté et la misère, aussi longtemps qu'on le leur permettra et qu'on l'acceptera. Ainsi, c'est également la nature accablante et accaparante de l'intérêt composé qui donne à la théorie de M. Ricardo et à ses définitions, telles que les ai déjà décrites, leur exactitude et leur vérité mathématiques, bien que ce principe ne soit nulle part suffisamment mis en lumière dans son livre. Je m'y réfère, non que je me soucie beaucoup d'illustrer les subtilités de cet écrivain profond et plein de talent, mais parce que sa théorie confirme les observations que je viens de faire — à savoir que les exactions du capitaliste sont la cause de la pauvreté du travailleur. C'est un principe admis qu'il ne peut y avoir deux taux de profit dans un pays, et c'est pourquoi le capital de l'homme qui cultive le meilleur sol d'un pays ne rapporte pas à son propriétaire plus que le capital de l'homme qui cultive le sol le plus mauvais. C'est pourquoi le produit supérieur du meilleur sol n'est pas profit, et M. Ricardo l'a appelé rente. C'est une partie du produit supérieure au taux moyen de profit, et M. Ricardo l'a attribuée aux propriétaires fonciers. Pourtant le travailleur doit vivre, quoique les prétentions exorbitantes du capital ne lui permettent que de subsister. M. Ricardo aussi en a eu conscience, et c'est pourquoi il a eu raison de définir le prix du travail comme une quantité de marchandises qui permet aux travailleurs de subsister tant bien que mal, et de perpétuer leur espèce sans l'*accroître* ni la *diminuer*. C'est tout ce que la nature du profit ou l'intérêt du capital leur permettra de recevoir, et telle a toujours été leur rétribution. Il faut que le capitaliste donne aux travailleurs cette somme, car c'est là la condition qu'il doit remplir pour obtenir des travailleurs ; c'est la limite que la nature impose à ses prétentions, mais il ne donnera jamais

davantage et il n'a jamais donné davantage. Conformément à la théorie de M. Ricardo, les capitalistes ne permettent aux propriétaires fonciers d'obtenir que ce qui maintient tous les capitalistes au même niveau, aux travailleurs ils ne permettent que de subsister. Ainsi M. Ricardo admettrait que la cause de la pauvreté du travailleur est la nature accaparante de l'intérêt composé ; elle le maintient dans la pauvreté et l'empêche d'obéir aux commandements de son créateur, croître et multiplier.

Quoique la nature défectueuse des prétentions du capital puisse maintenant être suffisamment prouvée, la question du salaire du travail n'est pas du tout tranchée. En vérité les économistes qui ont insisté avec beaucoup de force sur la nécessité de donner des assurances à la propriété, et qui ont fort bien démontré combien ces assurances favorisent le bonheur général, n'hésiteront pas à être de mon avis si je dis que tout le produit du travail devrait lui appartenir. Ils ont toujours adopté la maxime selon laquelle « ceux qui sèment peuvent récolter », et ils ont soutenu que le travail physique d'un homme et l'œuvre de ses mains doivent être considérés comme lui appartenant en propre. C'est pourquoi je considère comme établi qu'ils soutiendront dorénavant que le produit tout entier du travail devrait appartenir au travailleur. Mais bien que cette proposition générale soit tout à fait évidente et vraie, il y a dans son application une difficulté pratique que personne ne peut surmonter. Il n'y a, autant que je sache, aucun principe ou règle selon lesquels on répartira le produit du travail commun entre les différents individus qui produisent ensemble, si ce n'est le jugement des individus eux-mêmes ; ce jugement dépendant de la valeur que les hommes peuvent attribuer aux différentes espèces de travail ne peut jamais être connu et aucun individu ne peut donner de règle pour son application. Autant vouloir dire qu'il faut aimer ou haïr.

Partout où existe la division du travail et plus elle est appliquée, plus cette vérité devient évidente, il n'y a guère d'individu qui achève seul aucune sorte de produit. Presque tout produit du métier et de l'habileté est le résultat du travail commun et combiné. L'homme dépend tellement de l'homme et cette dépendance augmente tellement avec le progrès de la société qu'il n'y a guère d'individu, quelle que soit l'importance de sa contribution au produit tout entier de la société, dont le travail ait la moindre valeur si ce n'est parce qu'il représente une partie de l'immense tâche sociale. Dans la fabrication d'une pièce de tissu, le fileur, le tisseur, le blanchisseur et le teinturier sont tous des personnes distinctes. Chacun d'eux, sauf le premier, dépend de

lui pour ses fournitures en matériaux ; de quelle utilité serait son fil si les autres ne le prenaient pas et si chacun n'accomplissait pas cette partie de la tâche qui est nécessaire pour achever le tissu ? Quel que soit l'endroit où le fileur achète le coton ou la laine, le prix qu'il peut obtenir pour son fil en plus de ce qu'il a donné pour la matière première constitue la rétribution de son travail. Mais il est tout à fait évident que la somme que le tisserand sera disposé à donner pour le fil dépendra de l'utilité qu'il lui accordera. C'est pourquoi, partout où la division du travail est introduite, le jugement des autres intervient avant que le travailleur puisse réaliser ses gains et il n'y a plus rien que nous puissions appeler rétribution naturelle du travail. Chaque travailleur produit seulement une partie du tout, et, chaque partie n'ayant ni valeur ni utilité par elle-même, il n'y a rien dont le travailleur ne puisse se saisir et dire : « Ceci est mon produit, ceci je veux le garder pour moi. » Entre le commencement d'une opération commune telle que la fabrication d'une étoffe et la répartition de son produit entre les différentes personnes dont les efforts combinés l'ont produit, le jugement des hommes doit intervenir plusieurs fois et la question se pose : quelle quantité de ce produit commun doit revenir à chacun des individus dont les travaux combinés l'ont produit ?

Je ne connais d'autre moyen de trancher ce point que de le confier pour décision aux libres jugements des travailleurs eux-mêmes. Si toutes les sortes de travail étaient parfaitement libres, si aucun préjugé dépourvu de fondement ne revêtait de beaucoup d'honneurs certaines tâches et peut-être les moins utiles, dans la grande œuvre sociale, tandis que d'autres travaux sont abusivement flétris et disgracieux, ce point ne rencontrerait aucune difficulté et le salaire du travail individuel serait justement établi par ce que le docteur Smith appelle « le marchandage » [*« higgling of the market »*]. Malheureusement le travail n'est pas libre généralement, malheureusement il y a de nombreux préjugés qui assignent aux différentes espèces de travail des rétributions qui divergent beaucoup de celles que chacune d'elles mérite.

Malheureusement, il y a aussi, à mon avis, une disposition à restreindre l'extension du terme de travail à l'œuvre des mains. Mais s'il faut dire que l'habileté du travailleur expérimenté est purement mécanique, personne ne niera que l'acquisition de cette habileté a été un effort intellectuel. Parce qu'il demande l'application constante du jugement, l'exercice de cette habileté, à mon avis, dépend aussi beaucoup plus de talents intellectuels que physiques. La simple capacité d'exercice des muscles est sans

doute aussi grande sinon plus grande parmi une tribu d'Indiens que parmi les Européens les plus productifs ; et le pouvoir productif supérieur des Européens, et d'une nation sur une autre, a sa source dans la nature différente de leur capital fixe. Mais j'ai montré que la supériorité de l'efficacité du capital fixe dépend de l'habileté du travailleur. D'où nous en venons à conclure que ce n'est pas le simple travail, mais l'habileté intellectuelle, ou la manière dont le travail est conduit qui détermine son pouvoir productif. C'est pourquoi je mettrai en garde les travailleurs, mes camarades, contre la restriction du terme de travail aux opérations manuelles.

Avant que l'on puisse inventer nombre de nos machines et outils les plus utiles, il a fallu une vaste quantité de connaissance, accumulée au cours de l'évolution du monde par de nombreuses générations. Aujourd'hui encore, bien qu'elles n'aient jamais passé de contrat dans ce but, de nombreuses personnes en possession de différentes connaissances et habiletés doivent se lier et coopérer, avant que l'on puisse exécuter nombre de nos plus puissantes machines, et avant qu'on puisse s'en servir. Le travail du dessinateur est aussi nécessaire à la construction du navire que celui de l'homme qui en assemble les madriers. Le travail de l'ingénieur, dont l'« œil mental » voit l'effet de chaque dispositif, et qui adapte les unes aux autres les parties d'une machine compliquée, est aussi nécessaire à l'achèvement de cette machine que l'homme qui moule ou ajuste l'une de ses parties, sans être conscient du dessein auquel doit contribuer l'ensemble. D'une manière identique, le travail et les connaissances de nombre de personnes doivent être réunis avant que l'on puisse mener au marché presque tous les produits destinés à la consommation. La connaissance et l'habileté du maître manufacturier, ou de l'homme qui projette et dispose une opération productive, qui doit connaître l'état des marchés et les qualités des divers matériaux, et qui a du doigté en matière de vente et d'achat, sont tout aussi nécessaires au succès achevé d'une opération compliquée que l'habileté des ouvriers dont les mains transforment à présent la forme et la façon de ces matériaux. Loin de lui, donc, cette idée que, lorsqu'il réclame la rétribution de ses propres pouvoirs productifs, le travailleur manuel doive refuser une rétribution convenable à toute espèce de travail, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle. Le travail et l'habileté de l'inventeur ou de l'homme qui ajuste et dispose un tout sont aussi nécessaires que le travail et l'habileté de celui qui n'en exécute qu'une partie, et il faut les payer en conséquence.

Je dois pourtant ajouter qu'il est douteux qu'une forme de travail ait plus de valeur qu'une autre ; elle n'est certes pas plus nécessaire. Mais, parce que ceux qui ont été maîtres, projeteurs, inventeurs, etc., ont en général aussi été capitalistes et ont eu aussi une autorité sur le travail de ceux qui ont travaillé de leurs mains, la rétribution de leur travail a été aussi excessive qu'a été insuffisante celle du travail ordinaire. Les salaires du maître, de l'employeur ou de l'inventeur sont mêlés avec les profits du capitaliste, et il est probable qu'il sera encore disposé à réclamer le tout comme n'étant que la rétribution normale de ses efforts. D'un autre côté, les travailleurs manuels opprimés par le capitaliste n'ont jamais reçu un salaire suffisant, et même maintenant ils sont plus enclins à estimer leurs propres mérites d'après ce qu'ils ont reçu jusqu'ici que d'après ce qu'ils produisent. Ce genre de préjugé rend et rendra longtemps difficile, même pour les travailleurs, la juste répartition de la rétribution sociale, ou salaire, de chaque travailleur individuel. Aucun homme politique n'est à même d'accomplir cette tâche, et les travailleurs ne devraient pas permettre à un homme politique de s'en mêler. Le travail leur appartient, le produit doit leur appartenir, et eux seuls doivent décider quelle portion du produit général chacun d'entre eux mérite. Tandis que chaque travailleur revendique sa propre rétribution, qu'il autorise volontiers les justes revendications de chaque autre travailleur ; mais qu'il n'accepte jamais cette étrange doctrine selon laquelle la nourriture qu'il mange et les outils qu'il emploie, et qui sont œuvre de ses propres mains, deviennent, par le simple fait qu'ils changent de propriétaires, doués d'un pouvoir productif supérieur au sien et que leur propriétaire a des droits à une rétribution plus considérable que le travail, la connaissance et l'habileté qui les utilisent et les produisent.

Il est évident que les maîtres sont des *travailleurs* tout autant que leurs journaliers. Dans cette optique, leur intérêt est précisément le même que celui de leurs hommes. Mais ils sont aussi des capitalistes, ou les agents du capitalisme, et à cet égard leur intérêt est résolument opposé à l'intérêt de leurs ouvriers. Comme inventeurs et entrepreneurs d'œuvres nouvelles, on peut les appeler tout aussi bien employeurs que travailleurs, et ils méritent le respect du travailleur. Comme capitalistes et comme agents du capitalisme, ils ne sont que des intermédiaires qui oppriment le travailleur et ont droit à tout sauf à son respect. Il faudrait que le travailleur le sache et ne l'oublie pas. Il faudrait aussi que d'autres gens se le rappellent, car il est indispen-

sable, pour raisonner correctement, de distinguer entre ces deux caractères de tous les maîtres. Si en s'associant les journaliers devaient chasser du pays les maîtres qui sont une classe utile de travailleurs, s'ils devaient exiler l'habileté et le talent inventeurs, en les séparant des mains qui exécutent, ils feraient à eux-mêmes et au reste de la population un considérable préjudice. Si au contraire, par la coalition, ils rendent les maîtres totalement incapables d'obtenir un profit pour leur capital, et les empêchent purement et simplement de remplir les engagements qu'ils ont conclus avec le capitaliste, ils rendront à eux-mêmes et au pays un service incalculable. Ils peuvent réduire ou détruire totalement le profit du capitaliste oisif — et vu la manière dont les capitalistes ont traité les travailleurs, même selon nos souvenirs, ils n'ont à faire aucun appel à la reconnaissance du travailleur —, mais ils augmenteront les salaires et rétributions du travail et donneront au génie et au talent la part qui leur revient dans le produit national. Ils augmenteront aussi considérablement le pouvoir productif du pays en augmentant le nombre des travailleurs qualifiés. La coalition la plus heureuse et la plus large possible pour obtenir une augmentation de salaires n'aurait d'autre effet préjudiciable que la réduction des revenus de ceux qui vivent du profit et de l'intérêt et n'ont pas d'autre droit à une part du produit national que celui consacré par la tradition. Certes des législateurs avisés, membres des Communes ou des Lords, ont dit en vérité que les journaliers se feront un tort incalculable en chassant le capital du pays ; et l'une des raisons alléguées en faveur de la nouvelle loi était qu'elle empêcherait les journaliers de se faire du tort à eux-mêmes. Toutes les fois que le diable veut causer un tort, il se revêt de sainteté, et toutes les fois qu'une certaine classe de personnes veut accomplir une violation de la justice plus flagrante qu'à l'ordinaire, c'est toujours au nom de l'humanité. Si les travailleurs sont enclins par aveuglement à se faire du tort, je ne vois pas pourquoi le corps législatif se mêlerait de les en empêcher, si ce n'est pour la raison qui pousse un fermier à veiller à la santé de son troupeau, ou un planteur des Antilles à surveiller ses nègres, parce qu'ils sont sa propriété et lui rapportent un profit considérable. Pourtant les journaliers connaissent leur propre intérêt mieux que le législateur ; et ils n'en seraient tous que plus riches s'il n'y avait pas de capitaliste oisif dans le pays. Je ne vais pas rechercher l'origine de cette opinion que les ouvriers se feront du tort en chassant le capital ; mais il ne serait pas *difficile* de montrer qu'elle a sa source dans la

théorie fausse à laquelle je me suis opposé, et qu'elle est fondée sur une expérience étroite. Parce qu'il y a quelques exemples de persécutions *politiques* et *religieuses*, chassant de divers pays à la fois maîtres et journaliers, ou une part importante des réserves nationales de travailleurs qualifiés, et que cela cause un préjudice considérable — je l'admets —, mais qui n'était que justice, au reste, des habitudes qui permirent ou accomplirent cette persécution, on a affirmé que ce préjudice était dû au bannissement non pas des hommes mais du capital ; et, par conséquent, ayant conclu que les agissements des ouvriers chasseront le capital de la même manière, on a affirmé qu'ils causeront un dommage à eux-mêmes et au reste des habitants. Mais ils ne poursuivent ni la persécution politique ni la persécution religieuse, et il y a quelque absurdité chez les hommes politiques, peut-être sous couvert de jeter un voile sur leurs propres crimes, à attribuer aux actions des ouvriers les mêmes conséquences qu'ont produites les agissements insensés et cruels de leur propre classe. Si les ouvriers ne chassent pas du pays par la terreur le talent de l'inventeur et du maître, qui ne sauraient être mieux utilisés que là où il y a abondance de mains habiles — et même s'ils devaient le faire, la diffusion des connaissances parmi les ouvriers et les artisans compenserait rapidement cette perte —, ils ne chasseront rien d'autre de ce qui favorise le pays. Le plus simple des novices en économie politique sait que le capitaliste ne peut pas exporter une grande quantité de nourriture, d'habits, de machines, ni même l'or et l'argent qui constituent la monnaie qui a cours dans le royaume, et en tirer avantage ; ou bien il lui faut faire rentrer un équivalent qui lui rapporte un profit, une fois consommé ici, ou bien il lui faut emmener ces travailleurs habiles qui jusqu'ici ont produit pour lui son profit comme ils ont consommé sa nourriture et utilisé ses machines et ses outils. Il n'y a pas d'un côté l'injustice politique et de l'autre à la fois les ouvriers et les patrons ; mais il y a d'un côté le travailleur, de l'autre le capitaliste, et quelles que soient les réalisations des ouvriers, le capitaliste restera pour ramasser la plus petite fraction de leur produit qu'il puisse leur arracher. La coalition des ouvriers ne chassera pas par la terreur leur propre habileté ni ne leur désapprendra ce qu'ils ont appris. Leur main n'oubliera pas ses tours, si son produit cesse d'aller dans la poche du capitaliste. Les capitalistes, qui ne s'enrichissent que là où il y a des travailleurs opprimés, peuvent sans doute envoyer une partie de leurs étoffes, de leur blé et de leurs machines à quelque pays comme la Prusse, où les pauvres ne

peuvent apprendre que ce qui plaît au roi et à ses instituteurs ; ou comme la France, où une police vigilante ne permet à personne d'exprimer d'autre opinion que celle qui convient aux vues d'un gouvernement et d'un clergé soucieux de restaurer le despotisme et la superstition ; mais si les travailleurs n'y consentent, ils ne peuvent emmener les bouches qui consomment et les mains qui rendent leur capital utile ; c'est là où celles-ci résident que se trouve le pouvoir de produire. Nos travailleurs possèdent déjà à un degré éminent le talent dans l'exécution, ils sont en train d'acquérir rapidement le talent dans l'invention. Jamais on n'a donc exprimé une menace plus oiseuse lorsqu'on a affirmé que les coalitions des travailleurs en vue d'obtenir des rétributions supérieures à celles qu'ils perçoivent actuellement chasseront le travail qualifié du pays.

Cette analyse des opérations du capital nous conduit immédiatement à dénoncer hardiment comme pur non-sens tous ces plans dont on nous a récemment rebattu les oreilles sur l'amélioration des pays par l'exportation de capital chez eux. Par exemple, de quelle utilité seraient dans ce pays le beurre, le bœuf salé, le porc et les grains aujourd'hui exportés d'Irlande si on devait les y laisser ou les y renvoyer ? Tous ces articles constituent l'une des parties les plus importantes du capital circulant, et loin d'être recherchés en Irlande, ils sont constamment exportés en grandes quantités. Il est donc évident qu'il n'y a aucun besoin de capital circulant en Irlande, si le capitaliste doit permettre à son misérable producteur de le consommer. Et de quelle utilité seraient les machines à vapeur, les métiers mécaniques, les métiers à bras ou les instruments de forage aux paysans loqueteux d'Irlande ? D'aucune. Bien sûr, si maîtres et travailleurs se rendaient dans ce pays avec ces instruments et ces outils, ils pourraient les utiliser et du même coup, consommant le capital circulant actuellement exporté d'Irlande, rapporter à son propriétaire un profit important ; ils pourraient apprendre aux habitants ignorants et sans ressources comment se servir des instruments dont j'ai parlé. Ceux qui parlent de développer l'Irlande ou tout autre pays à l'aide de capital mettent un double sens dans leurs mots. Ils connaissent le pouvoir du capitaliste sur le travailleur et ils ne savent pas que le travailleur asservi doit aussi aller partout où le maître va ou l'envoie. Mais ni le législateur ni le capitaliste ne possèdent le pouvoir miraculeux de multiplier les pains et les poissons, ou tels les magiciens d'autrefois de commander à des balais de

faire le travail de l'homme. Il leur faut des travailleurs, des travailleurs qualifiés, sans eux ils est absurde de parler de développer un pays et un peuple à l'aide de blé, d'étoffes, de haches et de scies.

La vaste diffusion de l'éducation parmi les journaliers de ce pays diminue quotidiennement la valeur du travail et l'habileté de presque tous les maîtres et patrons en augmentant le nombre des personnes qui possèdent leur connaissance particulière. En même temps, maîtres et patrons ne peuvent espérer que les travailleurs qui ne sont pas des capitalistes resteront longtemps ignorants de la manière dont les maîtres, qui sont à la fois capitalistes et travailleurs, se prêtent aux vues des capitalistes qui ne sont pas des travailleurs. Jour après jour, ils acquièrent cette connaissance, et les maîtres pour cette raison ne peuvent pas raisonnablement espérer la fin du conflit actuel. Au contraire, il doit continuer. Même si on devait l'arrêter, il ne cessera de recommencer. Il est impossible qu'un grand nombre d'hommes au fait de leurs droits se soumettent silencieusement à l'injustice et à l'indignité. Les profits des maîtres comme ceux des capitalistes doivent être diminués, que les travailleurs réussissent à obtenir des salaires plus élevés ou que la coalition continue, ou soit de temps à autre renouvelée. Dans le premier cas, en tant que travailleurs qualifiés, les maîtres recevront leur part de l'augmentation des rétributions du travail industriel ; dans chacun des deux autres cas, non seulement leur profit sera détruit, mais leur salaire subira une diminution ou sera totalement anéanti. Sans les ouvriers, leur propre habileté et leur travail sont dépourvus d'utilité, mais ils peuvent vivre dans le confort et la richesse sans le capitaliste. C'est pourquoi maîtres et employeurs feraient bien de se rappeler qu'en soutenant les prétentions du capital ils diminuent leurs propres salaires et font durer un conflit qui, indépendamment de la mauvaise humeur et de la haine qu'il engendre et perpétue, leur est préjudiciable à eux en tant qu'inventeurs et ouvriers qualifiés, et qui doit en fin de compte se conclure à leur désavantage.

En ce qui concerne le présent problème, l'amélioration de l'éducation des classes laborieuses devrait être d'un grand poids auprès des hommes politiques ainsi que de la communauté dans son ensemble. Parce que l'on a partout installé ou que l'on installe partout des écoles pour les éduquer, il est impossible au plus grand rêveur de supposer qu'une classe d'hommes puisse plus longtemps être maintenue dans l'ignorance des PRINCIPES

selon lesquels les sociétés sont formées et gouvernées. Les instituts pour les ouvriers [*Mechanic's Institutions*] enseigneront aux hommes aussi bien les sciences morales que les sciences physiques, provoquant une disposition à tout approfondir, et fournissant les moyens de poursuivre la recherche dans toutes les branches de la connaissance. Il doit être bien aveugle, l'homme politique qui ne voit pas en ceci les symptômes d'un changement dans la structure sociale plus important qu'il n'y en eût jamais. Ce n'est pas la violence qui effectuera ce changement et la force ne pourra le contrecarrer. Aucune Sainte-Alliance ne peut abattre la tranquille insurrection par laquelle la connaissance renversera tout ce qui n'est pas fondé sur la justice et la vérité. L'intérêt des différentes classes de travailleurs qui à présent pour la première fois commencent à penser et à agir en tant que corps en opposition avec les autres classes entre lesquelles, y compris elles-mêmes, le produit de la terre est distribué, et qui commencent seulement maintenant pour la première fois à acquérir une connaissance des principes du gouvernement aussi étendue que celle de ceux qui gouvernent — l'intérêt des classes laborieuses est trop profondément mêlé à ces principes pour leur permettre d'interrompre le cours de leurs investigations. Ils peuvent n'avoir cure des recherches minutieuses du géologue ou des classifications élaborées du botaniste mais ils s'assureront certainement *des raisons pour lesquelles* seuls de toutes les classes de la société ils ont toujours été dans la pauvreté et la misère. Ils ne s'arrêteront pas au seuil d'une vérité dernière ; et ils ont trop peu d'expérience des avantages de la société pour être satisfaits de l'ordre présent des choses. Le travail manuel donne à l'esprit de la vigueur plutôt qu'il ne l'affaiblit ; et ils poursuivront leur enquête sans que les retarde la pédanterie de l'érudition, et sans se laisser détourner par une trop grande délicatesse de goût. En rejetant les préjugés qui enchaînent les esprits de ceux qui ont tiré profit de leur dégradation, ils ont tout à espérer. D'autre part, ils sont les victimes de ces préjugés et ont tout à craindre de leur persistance. N'ayant pas de raison d'aimer ces institutions qui limitent la rétribution du travail, quel qu'en soit le produit, à la simple subsistance, il ne les épargneront pas quand ils verront combien sont creuses des revendications fondées sur le respect de ces institutions. Au fur et à mesure que les travailleurs s'instruiront, les bases de l'édifice social seront exhumées des profondeurs où elles furent enfouies autrefois, on se penchera sur elles avec soin, on les examinera

minutieusement et on ne les rétablira que s'il s'avère qu'à l'origine elles étaient fondées sur la justice, et que si cette dernière ordonne leur maintien.

Sans rejoindre aucun des lieux communs dirigés contre l'intérêt et l'usure, qui pourtant appuient mes vues sur le capital, j'ai montré qu'il n'a pas de prétention justifiée à une part du produit du travailleur et que ce qu'il reçoit en fait est la cause de la pauvreté du travailleur. Il est impossible que le travailleur reste plus longtemps dans l'ignorance de ces faits ou qu'il consente à cet état de choses.

Il est vrai également, quelle que soit la manière dont on déguise le sujet, que les coalitions entre ouvriers pour obtenir des salaires plus élevés, qui sont à présent si générales et dont on se plaint tant, sont des assauts menés contre les prétentions du capital. On ressent le poids des chaînes qu'il impose même si on n'a pourtant pas encore vu la main clairement qui les fait peser. A mesure que la résistance s'accroît, que se multiplient les lois pour la protection du capital, que sont réprimées avec plus de force et de violence les revendications pour des salaires plus élevés, on verra plus distinctement la cause de cette oppression. On a pour le moment l'impression d'un conflit entre les maîtres et les journaliers, ou deux sortes de travail, mais bientôt son caractère spécifique sera révélé ; et il y aura une guerre avouée du travail honnête contre l'oisive prodigalité qui a si longtemps gouverné les affaires du monde politique avec une autorité sans conteste — qui pour sa propre sécurité a ajouté l'honneur et le pouvoir politique à la richesse et joint à la pauvreté qu'elle a fait subir aux travailleurs la disgrâce et le mépris. Du côté des travailleurs, il y a la force physique, car ils sont plus nombreux que leurs adversaires. Ils sont aussi en train de perdre rapidement ce respect pour leurs adversaires qui était et est encore la source de leur puissance, et chaque jour ils acquièrent une force morale, résultant d'un intérêt commun et d'une association étroite.

Les capitalistes et les travailleurs forment l'immense majorité de la nation si bien qu'il n'y a point de tierce puissance pour s'interposer entre eux. Ils doivent régler par eux-mêmes leur conflit et ils le feront. Le succès final, je veux l'espérer, doit être du côté de la justice. Pourtant, j'en suis certain, jusqu'à ce que le triomphe du travail soit complet, jusqu'à ce que seul le travail productif soit opulent, jusqu'à ce que seule l'oisiveté soit pauvre, jusqu'à ce que l'admirable maxime « celui qui sème, récoltera »

soit solidement établie, jusqu'à ce que le droit de propriété soit fondé sur des principes de justice et non sur ceux de servitude, jusqu'à ce que l'*homme* soit plus estimé que la terre qu'il foule ou la machine qu'il conduit — il ne pourra ni ne pourrait y avoir de paix sur la terre ou de bonne volonté entre les hommes.

Ceux qui récemment se sont montrés si prêts à repousser les justes revendications du travail, ceux qui, sous l'influence de l'intérêt et de la passion, se sont précipités dans l'arène avec leurs lois pénales, se sont avancés en brandissant leurs règlements en parchemin, comme si, pauvres êtres qu'ils sont, ils pouvaient réduire l'humanité à la patience et à la soumission, alors que leurs armes — ces lois pénales et leurs règlements de parchemin — tirent tout leur pouvoir pour le meilleur et le pire du caractère sacré dont il nous plaît de les investir, et comme s'ils ignoraient également qu'ils sont aussi impuissants que l'individu le plus insignifiant qu'ils sont si prompts à opprimer, sauf lorsqu'il nous plaît de nous soumettre et de les honorer — ils peuvent s'en prendre à eux-mêmes si leur diligence et leur violence produisent chez les autres une diligence et une violence égales correspondantes ; et si les travailleurs qui jusqu'ici se sont montrés confiants et soumis — perdant ce respect qui donne aux lois leur puissance et auquel le gouvernement doit son existence — détournent leur attention des coalitions menées pour l'obtention de salaires plus élevés au profit de la réforme de l'Etat et du renversement d'un système dont il leur faut à présent croire que la seule finalité est de soutenir toutes les exactions oppressives du capital. Les ministres sont sans doute très populaires pour le moment, mais il n'est pas nécessaire de voir très loin pour prédire qu'en engageant le gouvernement au cours de la dernière session du Parlement (à un moment où la grande masse de la communauté est à même de scruter les motifs de leur conduite et d'en voir les conséquences et manifeste trop de zèle dans l'accomplissement de cette tâche) dans un conflit entre le capital et le travail, en prenant le parti de l'oisiveté contre le travail, celui de la faiblesse contre la force, celui de l'oppression contre la justice, ils se préparent plus de malheurs à venir que n'en a jamais vu aucun ministère de ce pays. Ils professent des principes libéraux et ils font des lois pour maintenir le travailleur en esclavage. Par leurs innovations ils encouragent l'enquête et nous persuadent que le système n'est ni sacré ni incapable de s'améliorer. Ils ont pratiquement dit au travailleur qu'il n'y a rien

qui mérite son respect et ils ont provoqué son hostilité à la fois par les affronts et par l'oppression.

Je n'entends pas à présent souligner toutes les conséquences qui résultent de cette considération relative au capital, mais au point de vue théorique il y a un point si important et si bien calculé pour soulager le sage système de l'univers de l'opprobre jeté sur lui ces derniers temps qu'il m'est impossible de le laisser complètement de côté. On a élaboré une théorie recherchée pour montrer qu'il y a dans la *population* une tendance *naturelle* à croître plus rapidement que le *capital* ou que les moyens *d'employer le travail*. Dans les *Eléments d'économie politique* de M. Mill, œuvre qui se distingue par sa brièveté, plusieurs sections et pages sont consacrées simplement à annoncer cette vérité. Si mes considérations relatives au capital sont correctes, ce point de vue en tant que théorie fondée sur la nature s'effondre immédiatement faute de base. Que le capitaliste puisse contrôler l'existence et le nombre des travailleurs, que le nombre total de la population dépende entièrement de lui, je ne le nierai pas. Mais cessez de considérer le capitaliste, l'intermédiaire oppresseur qui dévore le produit du travail et empêche le travailleur de connaître les lois *naturelles* dont dépendent son existence et son bonheur, laissez de côté ces règlements sociaux qui permettent à ceux qui produisent tout de posséder peu ou rien du tout, et il est évident que le CAPITAL, ou POUVOIR D'EMPLOYER LE TRAVAIL, et le TRAVAIL COEXISTANT SONT UNE SEULE ET MÊME CHOSE ; que le TRAVAIL PRODUCTIF et le TRAVAIL QUALIFIÉ SONT AUSSI UNE SEULE ET MÊME CHOSE ; et par conséquent capital et population laborieuse sont exactement synonymes.

Dans le système de la nature, les bouches sont unies aux mains et à l'intelligence ; ce sont elles et non le capital qui sont les agents de la production ; et, conformément à la loi de la nature, quels qu'aient été les moyens mis en œuvre pour la contrecarrer par la prétendue sagesse des législateurs, partout où il y a un homme il y a aussi les moyens de créer ou de produire sa subsistance. Si donc, comme je le dis, le capital circulant n'est que du travail coexistant, et le capital fixe uniquement du travail spécialisé, c'est une évidence nécessaire que ces nombreux avantages qui profitent à la civilisation, ces vastes améliorations de la condition de la race humaine, qui ont été en général attribuées au capital, ont en fait leur cause dans le travail, la connaissance et l'habileté qui informent et dirigent le travail. Au cas où l'on dirait, comme peut-être on le fera, que sans profit et

sans intérêt il n'y aurait plus de raisons d'accumuler et d'améliorer, je répondrai qu'il s'agit là d'une vue fausse qui provient de ce que l'on attribue au capital et à l'épargne ces effets qui résultent du travail ; que les meilleurs moyens d'assurer l'amélioration progressive des individus comme des nations, c'est d'être juste et de permettre au travail la possession et la jouissance de la totalité de son produit.

THOMAS HODGSKIN
UNE CRITIQUE PROLÉTARIENNE
DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE

La publication en 1776 de *La Richesse des nations* ouvre la période *classique* de l'économie politique que les *Principes* de Ricardo achèvent. Après, comme dit Marx, commence l'économie politique vulgaire, mais aussi la ou les *Critiques* de l'économie politique dont *Le Capital* sera l'achèvement bien ultérieur.

Donc, si l'on veut connaître le lien qui unit l'économie politique classique à sa critique achevée, il faut reconnaître les chaînons intermédiaires qui, depuis 1825, jalonnent la voie de la constitution du matérialisme historique.

Hodgskin et sa *Défense du travail* sont l'un des maillons de cette chaîne, et même le plus important : Hodgskin critique l'économisme de l'économie politique classique d'un point de vue prolétarien, il « invente » la plus-value, etc. Cette critique et cette invention semblent faire de lui le maître dont Marx ne serait que le plus illustre disciple.

Cette thèse intéressante (elle permet de désarmer les nouveautés révolutionnaires de l'œuvre de Marx) est intéressée (elle sert la cause des antimarxistes). Elle repose sur un découpage qui retient certains éléments dits progressistes de l'œuvre d'Hodgskin, mais néglige les traits négatifs qui exercent pourtant leur domination sur les premiers : ainsi privilégie-t-on l'anti-économisme, mais oublie-t-on l'absence d'une politique vraiment prolétarienne et son recouvrement par un individualisme petit-bourgeois.

A notre avis, au contraire, l'étude d'Hodgskin n'a d'intérêt que si elle fait apparaître les *contradictions*, les changements de dominante, c'est-à-dire le mouvement même de sa pensée, non ses résultats, encore moins tel résultat amputé de son rapport avec les autres. Ainsi l'on peut rendre justice à Hodgskin premier critique prolétarien de l'économisme, mais aussi à Marx qui sut transformer cette critique en arme en l'articulant sur une politique communiste.

Jean-Pierre OSIER.